

**Direction des Statistiques d'Entreprises**

**E 2008/03**

**Les services marchands en 2007**  
**Rapport sur les comptes**

**Document de travail**





Institut National de la Statistique et des Études Économiques

*Série des documents de travail  
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

**E 2008/03**  
**Les services marchands**  
**en 2007**  
**Rapport sur les comptes**

*Ce rapport est présenté à la Commission des comptes des services du 19 juin 2008.*

*Il a été réalisé par la division « Services » sous la direction de Xavier Niel, rapporteur général de la Commission.*

*Juin 2008*

# Les services marchands en 2007

## Rapport sur les comptes

### Résumé

Les services aux entreprises lèvent le pied, tandis que les services aux particuliers se redressent

Avec une croissance de 2,6 % en volume, l'activité des services marchands ralentit en 2007. Les activités des services aux entreprises décélèrent mais restent le principal soutien de la croissance. Elles progressent de + 2,9 % en volume après 4,5 % en 2006. La contribution des activités liées aux technologies de l'information et de la communication reste prédominante, alors que l'activité des télécommunications, en particulier, ralentit sensiblement. Globalement les activités des services aux particuliers bénéficient de l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages et prennent un nouvel élan : leur croissance atteint + 1,8 % en volume en 2007, après + 0,5 % en 2006. Les turbulences financières générées par la crise des subprimes ont pénalisé les activités de promotion et gestion immobilières, sans les paralyser. Leur croissance ralentit sensiblement et s'établit à + 0,5 %, après + 5,9 %, dans un contexte général de ralentissement des prix de l'immobilier.

**Mots clefs** : services, marchands, activités, 2007, entreprises, particuliers, télécommunication, information, technologies, subprime, immobilier, prix,

## Market services in 2007

### Report on the accounts

### Abstract

Services to companies slowed down in 2007 whereas household services grew faster.

The rise in total service industries weakened in 2007: it reached 2.6%. Services to companies slowed down however they remain the main support to the economic growth. They jumped by 2.9% after 4.5% in 2006. New information and communication technologies had still an important impact while telecommunication technology sharply decelerated. On the whole, household services benefited from the rise in French purchasing power: they grew by 1.8% compared with 0.5% in 2006. The credit crisis had a negative impact on the real estate market more precisely in activities such as promotion and housing management. Indeed the growth in these activities decreased from 0.5% to 5.9% as house prices significantly went down.

**Keywords** : services, market, activities, 2007, companies, household, telecommunication, information, technologies, subprime, real estate, prices.

# LES SERVICES MARCHANDS EN 2007

## SOMMAIRE

Nomenclatures.....	5
<b>PREMIÈRE PARTIE :</b>	
<b>Synthèse : l'année 2007 .....</b>	<b>7</b>
« Les services aux entreprises lèvent le pied, tandis que les services aux particuliers se redressent » .....	9
<b>DEUXIÈME PARTIE :</b>	
<b>L'activité et les prix par branche détaillée : l'année 2007.....</b>	<b>23</b>
Activités immobilières :	
« Simple coup de frein ou amorce d'un retournement ? » .....	25
Postes et télécommunications :	
« Des consommateurs toujours plus branchés ».....	33
Conseils et assistance <sup>(*)</sup> :	
« L'ingénierie devance les services informatiques » .....	41
Services opérationnels :	
« La location sans opérateur s'affirme ».....	57
Hôtels et restaurants, agences de voyages :	
« Essai transformé » .....	67
Activités récréatives, culturelles et sportives :	
« Reprise » .....	75
Services personnels :	
« Stabilité de l'activité ».....	85
Services domestiques : .....	89

(\*) Les tableaux incluent des données sur l'activité de Recherche et développement qui fait partie des services aux entreprises. Ces données ne sont pas commentées en raison de la difficulté à estimer l'activité en branche de la R&D à partir d'indicateurs de chiffres d'affaires sectoriels pour le compte provisoire.

## AVERTISSEMENT

*La Comptabilité nationale permet de situer la place d'une activité dans l'ensemble de l'économie. Elle utilise les concepts de secteur et de branche d'activité.*

*L'approche en termes de secteur d'activité regroupe les entreprises selon leur activité principale. Aisée sur le plan statistique (puisque l'on classe toute l'entreprise en bloc dans son activité principale) cette approche peut se révéler instable puisque une faible variation d'activité peut faire changer une entreprise d'activité « principale » d'une année sur l'autre.*

*Le concept de branche d'activité correspond au regroupement des entreprises et parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de biens ou de prestations. Fondé sur l'appareil productif lui-même, le découpage en branche est relativement stable dans le temps.*

**Dans l'approche branche**, le concept de production est proche de celui de chiffre d'affaires : il comprend les ventes de services, mais aussi la production pour compte propre (logiciels développés pour compte propre). En revanche, il ne comprend pas les ventes de marchandises éventuellement associées à l'activité (ex : produits de coiffage). La production est estimée en volume, c'est-à-dire une fois retiré l'effet de la hausse des prix. Par cette approche, il est possible de faire le lien entre la production et la demande de produits.

*La demande de consommation finale est définie ici comme la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations.*

*Les statistiques de production et de demande des activités de services sont présentées et commentées au niveau le plus fin de la nomenclature utilisée par la comptabilité nationale. 66 branches d'activités, correspondant à des regroupements de NAF 700, sont détaillées (cf. tableau sur les nomenclatures page 5). Les données sont présentées en valeur de l'année courante, avec les évolutions annuelles en volume et en prix. Elles sont calculées hors toute TVA.*

*Les données de branche sont calculées à partir des équilibres ressources-emplois élaborés au niveau le plus détaillé des comptes nationaux (66 branches dans les services marchands) puis agrégés. Les évolutions ainsi déterminées pour les grandes branches (services aux entreprises, services aux particuliers, activités immobilières) sont très légèrement différentes de celles calculées directement par voie économétrique à un niveau agrégé et retenues pour la version provisoire des comptes nationaux en 2007.*

*Malgré le changement de nomenclature intervenu au 01/01/2008 (passage à la NAF rév. 2), tous les calculs et toutes les données sont exprimés en NAF rév. 1, aucune donnée ni aucun indicateur n'étant encore disponibles en NAF rév. 2.*

*Les données présentées dans ce rapport concernent la partie marchande des services. Pour l'année 2007, les résultats sont extraits du compte provisoire. Ceux portant sur l'année 2006 proviennent du compte semi-définitif ; pour l'année 2005 et les années antérieures, les chiffres sont tirés des comptes définitifs.*

La rédaction de ce volume a été coordonnée par Marie-Élisabeth Hassan (Insee).

Ce rapport a été établi à l'Insee sous la direction de Xavier Niel, rapporteur général de la Commission, par Marie-Élisabeth Hassan, Mahmoud Jlassi, Marie-Dominique Minne, Isabelle Raton, Philippe Varrambier et Grégory Bodeau de la Division « Services » de l'Insee.

## NOMENCLATURES POUR LES SERVICES MARCHANDS

NES 16 (3 niveaux)	NES 36 (9 niveaux)	NES 114 (20 niveaux)	Nomenclature détaillée définie par rapport à la NAF 700 (67 niveaux)			
M Activités immobilières	M0 Activités immobilières	M01 Promotion et gestion immobilières	70.1A 70.1B, C, D 70.1F 70.3A 70.3C, D, E	Promotion immobilière de logements Promotion immobilière hors logements Marchands de biens immobiliers Agences immobilières Administration d'immeubles		
		M02 Location immobilière	70.2A 70.2B, C	Location de logements Location immobilière hors logements		
N Services aux entreprises	N1 Postes et télécommunications	N11 Activités de poste et de courrier	64.1A 64.1C	Postes nationales Autres activités de courrier		
		N12 Télécommunications	64.2C 64.2D	Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles) Transmission d'émissions de radio et de télévision		
	N2 Conseils et assistance	N21 Activités informatiques	72.1Z 72.2A, C 72.3Z 72.4Z 72.5Z	Conseil en systèmes informatiques Réalisation de logiciels Traitement de données Activités de banques de données Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique		
			N22 Services professionnels	74.1A 74.1C 74.1G	Activités juridiques Activités comptables Conseil pour les affaires et la gestion	
				N23 Administration d'entreprises	74.1J	Administration d'entreprises
				N24 Publicité et études de marché	74.1E 74.4A 74.4B	Études de marché et sondages Gestion de supports de publicité Agences, conseil en publicité
			N25 Architecture, ingénierie, contrôle		74.2A, B 74.2C 74.3	Activités d'architectes, géomètres Ingénierie, études techniques Contrôle et analyse technique
	N3 Services opérationnels	N31 Location sans opérateur		71.1 71.2 71.3A, C, G 71.3E 71.4	Location de véhicules automobiles Location d'autres matériels de transport Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique Location de machines de bureau et de matériel informatique Location de biens personnels et domestiques	
				N32 Sélection et fourniture de personnel	74.5A 74.5B	Sélection et mise à disposition de personnel Travail temporaire
			N33 Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises (services logistiques)		74.6Z 74.7Z 74.8A, B 74.8D, F, G, H, J, K	Enquêtes et sécurité Activités de nettoyage Activités photographiques Services divers aux entreprises hors activités photographiques
				N34 Assainissement	90.0A 90.0B, G	Collecte et traitement des eaux usées Enlèvement et traitement des ordures ménagères et autres travaux d'assainissement et de voiries
			90.0E		Traitement des autres déchets solides	
	N4 Recherche et développement	N4A Recherche et développement marchands <sup>(1)</sup>	73.M	Recherche et développement marchands		
	P Services aux particuliers	P1 Hôtels et restaurants	P10 Hôtels et restaurants	55.1A, C 55.1E, 55.2 55.3 55.4 55.5A, C 55.5D	Hôtels de tourisme Autres moyens d'hébergement de courte durée Restaurants Cafés et discothèques Cantines d'entreprises et restauration sous contrat Traiteurs, organisation de réceptions	
				Agences de voyages	K08 Agences de voyages <sup>(2)</sup>	63.3
		P2 Activités récréatives, culturelles et sportives	P21 Audiovisuel	92.1A à D 92.1F, G 92.1J 92.2A 92.2B, D, E, F	Production de films Distribution de films et vidéo Projection de films cinématographiques Activités de radio Activités de télévision	
P2A Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes <sup>(1)</sup>				92.3A, B, D 92.3F 92.3K 92.4Z 92.5 92.6, 92.7C 92.7A	Activités de spectacle (partie marchande) Manèges forains et parcs d'attractions Activités diverses du spectacle Agences de presse Autres activités culturelles (partie marchande) Activités liées au sport et autres activités récréatives (partie marchande) Jeux de hasard et d'argent	
				P3 Services personnels et domestiques	P31 Services personnels	93.0A 93.0B 93.0D 93.0E, K, L 93.0G, H 93.0N
		P32 Services domestiques <sup>(3)</sup>	95			Services domestiques

<sup>(1)</sup> Il existe pour ces services des activités non marchandes (N4B et P2B) qui ne sont pas prises en compte dans ce rapport.

<sup>(2)</sup> Les agences de voyages sont dans la nomenclature officielle classées dans les transports. Elles font néanmoins partie du champ de la Commission des comptes des services, où elles sont intégrées à l'ensemble des services aux particuliers, avec le dossier sectoriel sur les Hôtels et restaurants dont elles sont proches par l'aspect touristique.

<sup>(3)</sup> Les services domestiques ne font pas partie du champ de la Commission des comptes des services.

(NES : Nomenclature économique de synthèse ; NAF : Nomenclature d'activités française)





## PREMIÈRE PARTIE

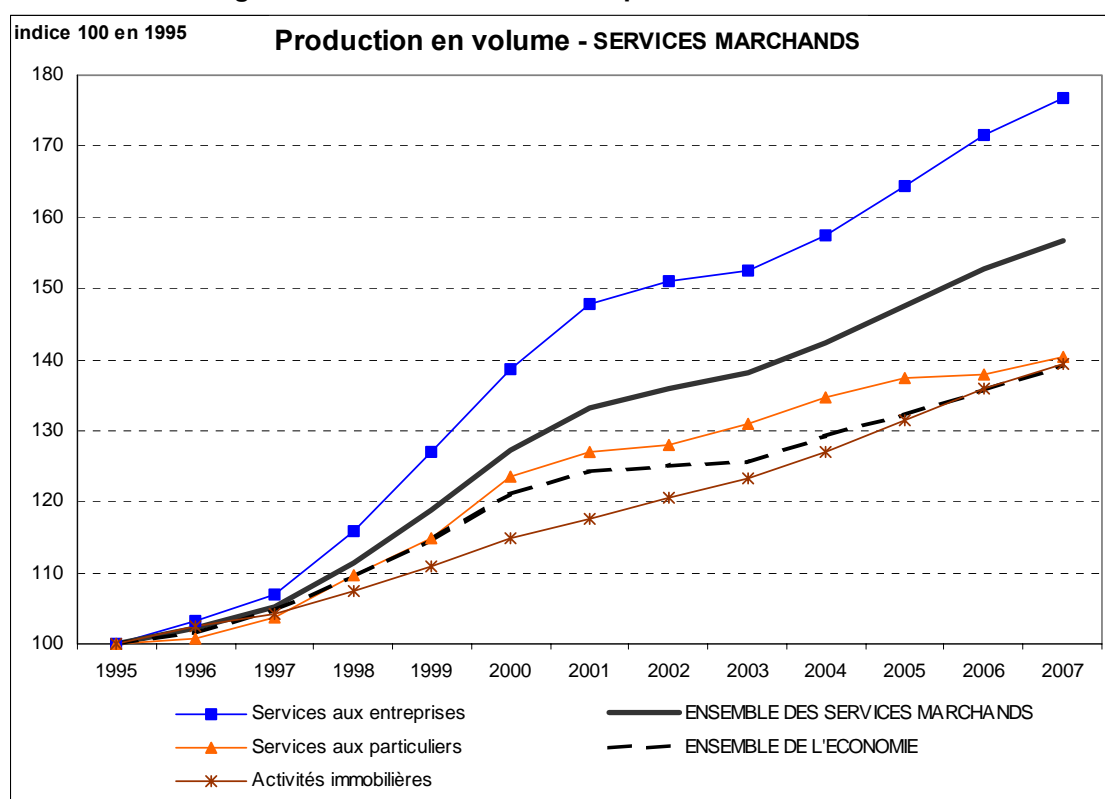
---

# **SYNTHÈSE : l'année 2007**



## Les services aux entreprises lèvent le pied, tandis que les services aux particuliers se redressent

Avec une croissance de 2,6 % en volume, l'activité des services marchands ralentit en 2007. Les activités des services aux entreprises décélèrent mais restent le principal soutien de la croissance. Elles progressent de + 2,9 % en volume après 4,5 % en 2006. La contribution des activités liées aux technologies de l'information et de la communication reste prédominante, alors que l'activité des télécommunications, en particulier, ralentit sensiblement. Globalement les activités des services aux particuliers bénéficient de l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages et prennent un nouvel élan : leur croissance atteint + 1,8 % en volume en 2007, après + 0,5 % en 2006. Les turbulences financières générées par la crise des subprimes ont pénalisé les activités de promotion et gestion immobilières, sans les paralyser. Leur croissance ralentit sensiblement et s'établit à + 0,5 %, après + 5,9 %, dans un contexte général de ralentissement des prix de l'immobilier.



Source : comptes des services, Insee.

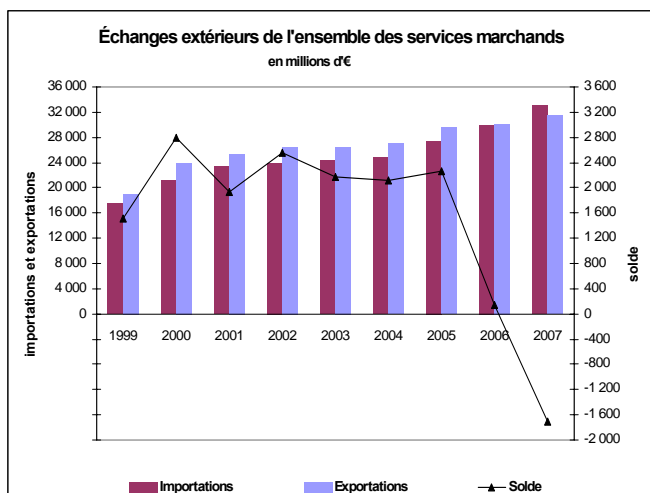
### Ralentissement de l'activité des services marchands

En 2007, l'activité des services marchands progresse de 2,6 % en volume, après trois années de forte croissance, entre + 3,1 % et + 3,7 %. Pour la première fois depuis 2000, elle ne tire pas la croissance de la production globale du pays, mais progresse au même rythme. Cependant, la hausse

des prix est légèrement plus forte pour les services marchands (+ 2,4 %) que pour l'ensemble de l'économie (+ 2,2 %).

Depuis plusieurs années, les importations des services marchands augmentent plus vite que leurs exportations. Excédentaire de 2,8 milliards d'euros au début de la décennie, presque nul en 2006 sous l'effet de l'inertie des exportations, le solde des échanges extérieurs de services

marchands présente en 2007 un déficit de 1,7 milliard.



Source : comptes des services, Insee.

L'activité des services marchands est soutenue par la demande finale, qui croît de 2,9 % en 2007 (après + 2,7 %) (tableau). La consommation finale des ménages absorbe un tiers des ressources (produites ou importées) en services marchands. Elle accélère doucement depuis 2005, favorisée par la croissance du pouvoir d'achat des ménages (+ 3,3 % en 2007 après + 2,6 % et + 1,6 % en 2005), sans toutefois retrouver son dynamisme de l'année 2000 (+ 4,6 %). Par contre la demande des entreprises, qui captent 60 % des ressources en services marchands, est moins dynamique en 2007 : les consommations intermédiaires des entreprises progressent de 2,4 % après + 3,7 % en 2006 ; leurs investissements, qui représentent une part moins importante (environ 6 % des ressources) ralentissent également.

### Les services aux entreprises lèvent le pied

Les six branches d'activité qui présentent les plus forts taux de croissance relèvent des services aux entreprises. Ces branches contribuent pour 1,6 point à la croissance de l'ensemble des services marchands (+ 2,6 %). Les activités d'architecture, d'ingénierie et de contrôle progressent de + 6,5 % en volume, et les activités informatiques de + 6,3 %. Celles de la branche de location sans opérateur atteint + 5,8 %. La croissance des trois autres branches, télécommunications, services professionnels et sélection et fourniture de personnel, se situe entre + 4,1 % et + 4,6 %. Cependant seules les activités d'architecture, d'ingénierie et de contrôle et les activités de location sans opérateur accélèrent, alors que les autres lèvent le pied. Même les activités liées aux technologies de l'information et de la communication (TIC) décélèrent ; elles continuent cependant de contribuer très largement à la croissance des services marchands. Certains

services aux entreprises arrivent à peine à assurer le niveau de production de l'année précédente (les activités de poste et de courrier, ou l'assainissement, la voirie et la gestion des déchets), et la branche de la sécurité, du nettoyage et des services divers aux entreprises régresse de 2,4 %.

### 2007, l'année de l'ingénierie et de la location

Les activités d'architecture d'ingénierie et de contrôle connaissent en 2007 la plus forte progression (+ 6,5 % en volume) grâce à la croissance de l'ingénierie et des études techniques (+ 7,2 %). Ce segment d'activité présente des évolutions annuelles inégales, mais suit une tendance haussière depuis 2000 (+ 5,2 % de croissance annuelle moyenne, en volume). Ses carnets de commande ont été alimentés en 2007 par les chantiers de construction ou de modernisation des secteurs de l'énergie nucléaire et parapétrolière mais aussi par les besoins de renouvellement des équipements de l'industrie des biens de consommation et de biens intermédiaires. L'accélération en volume des activités d'ingénierie et d'études techniques résulte aussi de la maîtrise des prix de production (+ 2,0 % en 2007 après + 3,4 %). Pour faire face à la demande, les importations augmentent plus que les exportations.

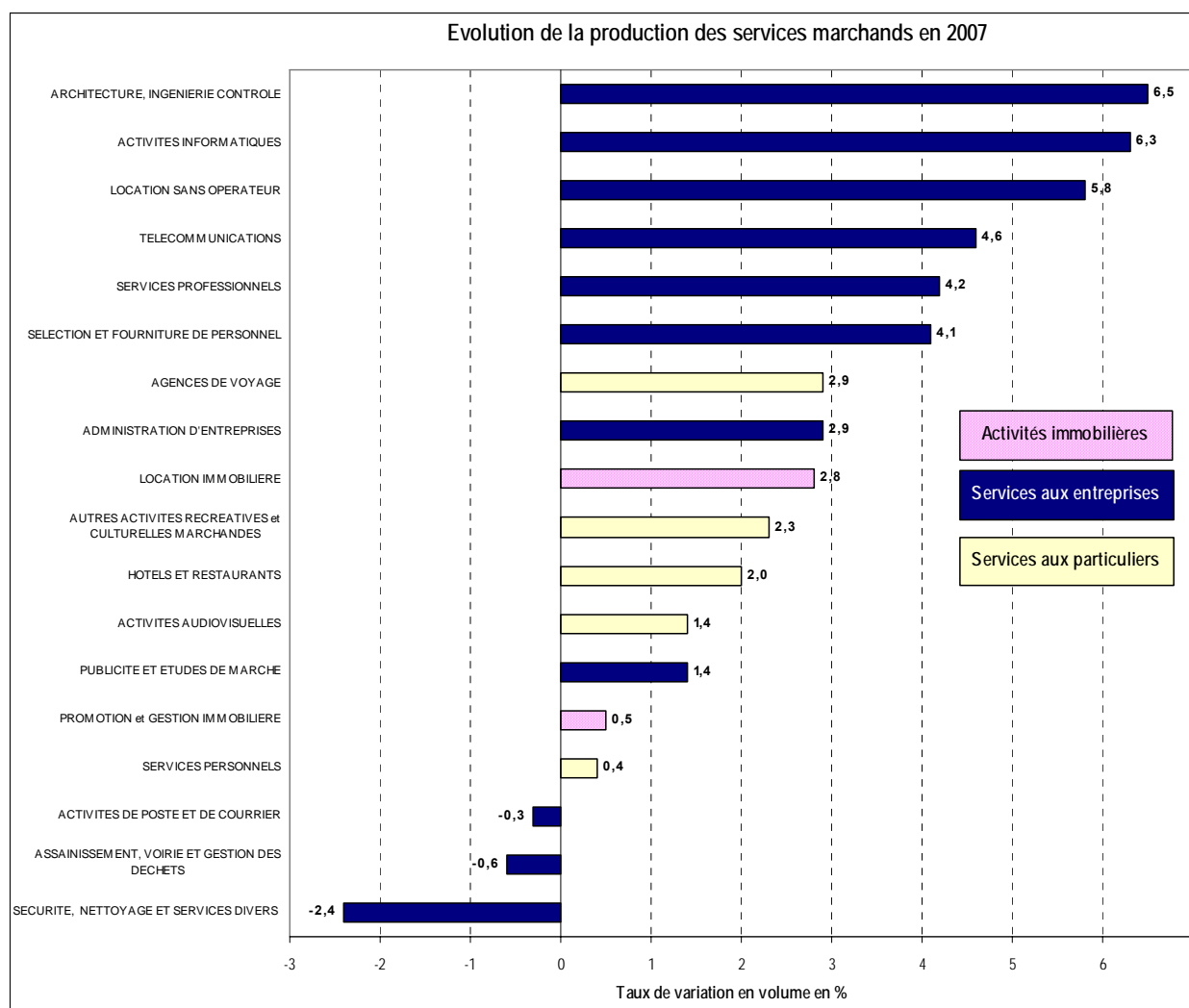
Les activités de location sans opérateur donnent un coup d'accélérateur et s'approchent des 6 % de croissance en 2007 (après + 3,4 %). Le segment de la location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique (location de grues et de machines de chantiers), encore soutenu par les nouvelles constructions, se maintient à un haut niveau de croissance (+ 7,4 % en volume après + 7,7 %) ; ce segment accomplit plus du tiers de la production de la branche. Avec + 4,2 % d'augmentation, les activités de location de véhicules automobiles augmentent un peu plus qu'en 2006. Les autres segments accélèrent sensiblement. En particulier, la location de camions, de bateaux et d'avions croît de près de 7 % après + 2 % en 2006.

### Moins d'allant pour les TIC.

Les activités liées aux technologies de l'information et de la communication continuent en 2007 de tirer la croissance des services marchands. Mais l'écart de croissance de ces activités par rapport à la moyenne s'est réduit. En effet, avec une baisse des prix moins prononcée qu'en 2006, la croissance des activités de télécommunications reste soutenue, + 4,6 % en volume, mais sensiblement moins qu'en 2006 (+ 7,2 %). Pour l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes), cette évolution résulte de la croissance du chiffre d'affaires généré par la téléphonie mobile (+ 5,7 %) et par internet (+ 22,3 %) altérée par la baisse des revenus liés à

la téléphonie fixe et aux services à valeur ajoutée comme les numéros surtaxés (respectivement -3,6 % et -2,1 %). La téléphonie mobile (qui pourvoit 42 % des revenus du secteur) a bénéficié de l'essor des usages « non voix », messagerie interpersonnelle, internet mobile et services multimédia. Le recul de la téléphonie fixe (un quart des revenus du secteur) provient de la baisse des revenus des communications (par rapport aux abonnements), conséquence du développement des communications téléphoniques via internet. Le recul est plus modéré pour les activités informatiques. Leur croissance, de +6,3 % en volume en 2007, est certes moins vive qu'en 2006 (+7,5 %) mais elle confirme le redressement de la branche, après le creux du début de la décennie. La moitié du chiffre d'affaires de la branche

informatique provient de la réalisation de logiciels. La croissance en volume de ce segment, de +8,2 %, s'appuie sur une baisse des prix et explique plus de 4 points de la croissance des activités informatiques. Selon le syndicat professionnel Syntec informatique, le fort développement des échanges inter et intra entreprises, l'adaptation des systèmes d'information aux contraintes réglementaires dans le secteur bancaire et induites par le plan « hôpitaux 2007 », les programmes de réformes touchant les administrations publiques, l'externalisation croissante de la R&D, le succès des systèmes embarqués et la sécurité ont constitué en 2007 les principaux facteurs de croissance du marché des logiciels, de l'infogérance et du conseil en technologie.



## Un dynamisme émoussé, voire fragilisé

Les activités des services professionnels et de sélection et fourniture de personnel participent elles aussi énergiquement à l'économie des services marchands, avec des taux de croissance un peu au-dessus de 4 %. Elles sont néanmoins en repli par rapport à 2006 où elles voisinaient + 6,5 % de croissance. Parmi ces activités, les services juridiques sont les seuls à conserver le même rythme de progression (+ 3,5 %).

Déjà en dessous de la moyenne des services marchands en 2006, la croissance des activités de publicité et études de marché n'est plus qu'à + 1,4 % en volume en 2007. Ce recul est dû au ralentissement du chiffre d'affaires du segment de la gestion de supports de publicité, conjugué à une croissance des prix accélérée.

## Le recul des services divers aux entreprises

La branche des services logistiques (sécurité, nettoyage et services divers d'appui aux entreprises) régresse en 2007, avec une croissance en volume de - 2,4 % (après + 3 %). Seules les activités de nettoyage gardent une forte croissance, malgré une légère décélération (+ 4,0 % en volume, après + 4,7 %). Les services divers aux entreprises, qui regroupent 80 % de la production de la branche, rompent notablement avec la croissance. Les baisses du chiffre d'affaires des activités de routage et des services annexes à la production, associées au maintien de la hausse des prix, expliquent leur repli de 3,2 % en volume.

Les activités de poste et courrier subissent la poussée du courrier électronique mais profitent de l'essor du commerce électronique. Avec une hausse des prix de 2,4 % ces activités fléchissent légèrement en volume. La production de la branche de l'assainissement, de la voirie et de la gestion des déchets n'a pas non plus réussi à atteindre, en volume, son niveau précédent.

## Regain pour les activités au service des ménages

Les agences de voyage se ressaisissent après une année en retrait. La croissance de leur activité, + 2,9 % en volume, est supérieure à la moyenne des services marchands. Été maussade favorisant les voyages à l'étranger, coupe du monde de rugby et allant du tourisme d'affaires peuvent expliquer ce redressement.

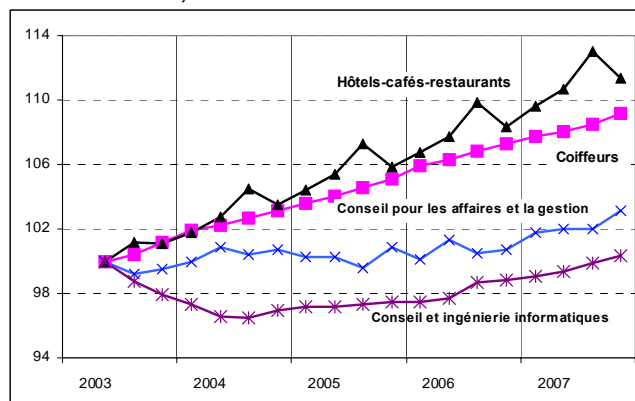
L'activité des autres branches de services aux particuliers accélère aussi en 2007, tout en restant sous la moyenne des services marchands. Les activités récréatives, culturelles et sportives marchandes non audiovisuelles progressent de 2,3 % (après + 1,8 %). Le mérite de cette accélération revient aux activités de spectacle (+ 3,1 %) et à celles des manèges forains et des parcs d'attractions (+ 6,7 %). Les jeux de hasard et d'argent restent un soutien essentiel de la

croissance de cette branche (+ 3,6 %). Par contre les activités liées aux sports et les autres activités récréatives marchandes renouent avec la récession : avec une baisse de production de 1,7 % en volume, elles freinent la croissance de la branche.

Les activités des hôtels-restaurants progressent de 2,0 % en volume en 2007 et gagnent un point et demi de croissance. Cette accélération est due en premier lieu au dynamisme de la restauration (44 % du chiffre d'affaires de la branche), dont la croissance passe de 0,3 % à 2,3 % en 2007. Elle répond aussi bien à la pression de la demande des ménages qu'à celle des entreprises. L'activité des hôtels de tourisme (+ 2,6 %), et plus précisément les performances des hôtels haut de gamme, participent sensiblement à l'essor de la branche hôtels-restaurants. La coupe du monde de rugby a eu en 2007 un effet sensible sur le tourisme en France et sur la fréquentation hôtelière. Non moins dynamique mais pesant moins dans la branche, l'activité des cantines d'entreprises progresse de 3,0 % alors qu'elle stagnait l'année précédente.

## Indice des prix

Base 100 en 2003, trimestre 2



Source : Insee, prix à la consommation et prix des services aux entreprises

Avec une progression de + 1,4 %, les activités audiovisuelles renouent avec la croissance, grâce en particulier au dynamisme de la production cinématographique (+ 5,8 % après - 4,8 %). Selon le Centre national de la cinématographie, la France a produit en 2007 vingt et un longs-métrages de plus qu'en 2006. À l'inverse les activités de distribution de films ou de projection de films perdent sensiblement du terrain (respectivement - 5,7 % et - 6,3 %). Les activités de radio stagnent, celles de télévision gardent le même rythme de croissance (+ 1,4 %).

L'accélération de l'activité des services personnels est moins prononcée. La croissance timide de + 0,4 % en volume suit deux années noires, avec une stagnation en 2005 et un recul en 2006 (- 0,4 %). Les activités qui régressaient en 2006, comme la blanchisserie teinturerie de détail, la coiffure ou les services funéraires sont presque stabilisées en 2007, avec une progression des prix contenue. Les activités de soins de beauté et entretien corporel (+ 1,5 %) soutiennent encore la croissance des services personnels.

### Les activités immobilières souffrent mais résistent à la crise financière

Avec une croissance en volume de 0,5 % après + 5,9 %, l'activité de la promotion et gestion immobilière marque en 2007 un net ralentissement. Principale conséquence de la crise des crédits hypothécaires à risques (subprimes) initiée aux USA, la remontée des taux d'intérêt a freiné la croissance de la promotion immobilière de logements. Celle-ci passe à + 1,5 % en volume après + 6,5 %. Les prix continuent d'augmenter, de 4 % soit moins qu'en 2006 (+ 7 %) surtout en

réponse à une demande toujours pressante et à l'augmentation des coûts de construction. La hausse des taux d'intérêt a été compensée par un allongement de la durée des crédits, et la demande des particuliers a été stimulée par la mise en place de dispositifs d'aide à l'accession à la propriété pour les ménages à revenus modestes (loi TEPA, PASS-foncier notamment). L'attentisme lié à la crise des subprimes et au ralentissement des prix des logements anciens semble avoir particulièrement touché les marchands de biens dont l'activité chute de 3,8 % en volume en 2007. Les investisseurs étrangers ont largement contribué à la croissance de la promotion immobilière hors logements, + 0,5 % en volume. Cette activité ralentit néanmoins, malgré le dynamisme de l'immobilier de commerces. L'activité des agences immobilières décélère aussi (+ 1,2 % en volume), avec une hausse des prix qui ralentit fortement pour les logements anciens et plus modestement pour les loyers. Les activités de location immobilière reconduisent en 2007 le même taux de croissance, + 2,8 % en volume, que l'année précédente.

## Equilibre ressources-emplois des services marchands

	2002			2003			2004			2005			2006*			2007*		
	valeur	volume	prix	valeur	volume	prix	valeur	volume	prix	valeur	volume	prix	valeur	volume	prix	valeur		
Production de la branche (1)	745 338	1,6	1,6	769 467	3,1	2,0	808 955	3,7	2,2	857 856	3,4	2,2	906 721	2,6	2,4	952 938		
Transferts** (2)	21 705	4,9	1,1	23 014	4,3	1,4	24 323	2,4	1,7	25 322	0,8	3,1	26 315	1,7	2,7	27 496		
Impôts moins subventions (3)	13 164	4,1	-0,1	13 690	11,0	0,8	15 313	5,6	1,1	16 345	4,2	5,7	17 996	0,3	0,7	18 174		
Importations (4)	23 977	-0,7	2,3	24 350	0,9	1,3	24 884	8,4	1,5	27 359	7,0	2,6	30 025	8,3	1,8	33 124		
<b>Total des ressources (1)+(2)+(3)+(4)</b>	<b>804 184</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	<b>830 521</b>	<b>3,2</b>	<b>1,9</b>	<b>873 475</b>	<b>3,9</b>	<b>2,2</b>	<b>926 882</b>	<b>3,5</b>	<b>2,3</b>	<b>981 057</b>	<b>2,7</b>	<b>2,4</b>	<b>1 031 732</b>		
Consommations intermédiaires*** (5)	438 983	0,9	1,6	449 938	3,2	1,8	472 685	4,0	1,6	499 388	3,7	2,0	528 092	2,4	2,2	552 766		
Consommation finale (6)	275 765	2,6	2,2	289 013	2,8	2,4	304 033	2,5	2,9	320 861	2,7	2,5	337 686	2,9	2,7	357 056		
Investissement (7)	62 905	3,6	-0,2	65 041	6,0	1,2	69 751	7,4	2,8	77 001	6,6	3,6	85 105	4,1	2,2	90 496		
Exportations (8)	26 531	-0,3	0,3	26 529	0,6	1,2	27 006	7,5	2,1	29 632	0,4	1,5	30 174	2,2	1,9	31 415		
<b>Total des emplois (5)+(6)+(7)+(8)</b>	<b>804 184</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	<b>830 521</b>	<b>3,2</b>	<b>1,9</b>	<b>873 475</b>	<b>3,9</b>	<b>2,2</b>	<b>926 882</b>	<b>3,5</b>	<b>2,3</b>	<b>981 057</b>	<b>2,7</b>	<b>2,4</b>	<b>1 031 732</b>		

valeur en millions d'euros - vol : taux de croissance en volume (%) - prix : taux de croissance du prix (%)

\* données provisoires

\*\* Cela comprend les transferts de produits fatals (exemple : publicité de la presse) et les productions marchandes des branches non marchandes.

\*\*\* La ligne consommation intermédiaire inclut les variations de stocks.

Source : comptes des services, Insee.

## La production

SERVICES MARCHANDS							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
			en %				
M	<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>		2,2	3,1	3,5	3,2	2,5
M1	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3	2,9	2,0	8,7	5,9	0,5
M2	Location immobilière	70.2	2,1	3,3	2,9	2,8	2,8
N	<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>		1,0	3,2	4,4	4,5	2,9
N1	Postes et télécommunications	64	2,2	1,8	5,0	6,0	3,6
N2	Conseils et assistance	72, 74.1 à 74.4	2,5	4,6	4,5	5,2	4,8
N3	Services opérationnels	71, 74.5 à 74.8, 90	-0,8	2,3	4,2	3,4	0,1
N4A	Recherche et développement	73	-2,4	-0,3	2,6	1,4	2,3
P	<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>		2,3	2,8	2,1	0,3	1,8
K08	Agences de voyage	63.3	1,8	5,2	2,4	-1,2	2,9
P1	Hôtels et restaurants	55	1,7	1,2	2,1	0,5	2,0
P2	Activités récréatives, culturelles et sportives	92	3,7	5,3	2,6	0,5	1,8
P31	Services personnels	93	1,3	2,6	0,0	-0,4	0,4
	<b>ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS</b>		1,6	3,1	3,7	3,4	2,6

SERVICES MARCHANDS								
Niveau de la production en VALEUR								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
			en millions d'€					
M	<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>		216 937	228 062	243 314	261024	279765	297218
M1	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3	23 636	25 343	27 338	30897	34336	35621
M2	Location immobilière	70.2	193 301	202 719	215 976	230127	245429	261597
N	<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>		407 558	415 410	434 095	460 002	486 333	509149
N1	Postes et télécommunications	64	58 099	59 614	61 190	64938	65748	67955
N2	Conseils et assistance	72, 74.1 à 74.4	185 649	190 095	200 443	212804	227781	242639
N3	Services opérationnels	71, 74.5 à 74.8, 90	140 983	142 924	149 232	157944	167622	172208
N4A	Recherche et développement	73	22 827	22 777	23 230	24316	25182	26367
P	<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>		120 843	125 995	131 546	136 830	140 623	146 571
K08	Agences de voyage	63.3	6 491	6 617	7 076	7447	7728	7960
P1	Hôtels et restaurants	55	65 655	68 524	70 944	74160	76292	80032
P2	Activités récréatives, culturelles et sportives	92	36 877	38 642	40 721	42 163	43 323	45 009
P31	Services personnels	93	11 820	12 212	12 805	13060	13280	13570
	<b>ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS</b>		745 338	769 467	808 955	857 856	906 721	952 938

SERVICES MARCHANDS							
Taux de croissance du PRIX de la production							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
			en %				
M	<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>		2,9	3,4	3,6	3,9	3,6
M1	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3	4,2	5,7	4,0	5,0	3,3
M2	Location immobilière	70.2	2,7	3,2	3,6	3,7	3,7
N	<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>		0,9	1,3	1,5	1,2	1,7
N1	Postes et télécommunications	64	0,4	0,8	1,1	-4,5	-0,3
N2	Conseils et assistance	72, 74.1 à 74.4	-0,1	0,8	1,5	1,7	1,6
N3	Services opérationnels	71, 74.5 à 74.8, 90	2,2	2,0	1,6	2,7	2,6
N4A	Recherche et développement	73	2,3	2,2	2,0	2,2	2,3
P	<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>		1,9	1,6	1,9	2,5	2,4
K08	Agences de voyage	63.3	0,1	1,7	2,8	5,0	0,1
P1	Hôtels et restaurants	55	2,6	2,3	2,4	2,4	2,9
P2	Activités récréatives, culturelles et sportives	92	1,0	0,1	0,9	2,2	2,1
P31	Services personnels	93	2,0	2,2	2,0	2,1	1,8
	<b>ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS</b>		1,6	2,0	2,2	2,2	2,4

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires



## La demande intérieure et l'investissement

SERVICES MARCHANDS							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
M	<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	5,1	3,7	2,4	0,9
	Demande de consommation finale		2,6	2,7	2,8	3,0	3,2
	Demande pour investissement		2,4	2,8	11,1	7,1	0,3
M1	<b>Promotion, gestion immobilière</b>		<b>70.1, 70.3</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,6	0,8	5,3	4,1	0,9
	Demande de consommation finale		3,5	2,4	4,1	0,5	1,4
	Demande pour investissement		2,4	2,8	11,1	7,1	0,3
M2	<b>Location immobilière</b>		<b>70.2</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,8	6,1	3,4	2,0	0,9
	Demande de consommation finale		2,6	2,7	2,8	3,0	3,2
N	<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,5	3,0	4,3	4,3	2,8
	Demande de consommation finale		4,4	3,6	3,9	5,2	4,3
	Demande pour investissement		4,0	6,4	6,1	7,8	5,4
N1	<b>Postes et télécommunications</b>		<b>64</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,2	-0,9	4,9	4,3	4,6
	Demande de consommation finale		6,8	5,0	5,0	8,2	5,2
N2	<b>Conseils et assistance</b>		<b>72, 74.1 à 74.4</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,9	4,8	4,7	5,0	4,8
	Demande de consommation finale		4,1	4,9	5,3	4,8	4,8
	Demande pour investissement		4,0	6,4	6,1	7,8	5,4
N3	<b>Services opérationnels</b>		<b>71, 74.5 à 74.8, 90</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,4	2,6	4,3	3,7	0,2
	Demande de consommation finale		0,4	0,3	0,9	-0,1	2,1
N4A	<b>Recherche et développement</b>		<b>73</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,7	0,0	1,4	2,7	2,4
P	<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,1	3,1	2,3	0,4	2,1
	Demande de consommation finale		1,7	2,5	1,3	1,1	1,7
	Demande pour investissement		4,3	17,0	8,7	-16,7	4,9
K08	<b>Agences de voyage</b>		<b>63.3</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	5,6	2,1	-1,3	2,9
	Demande de consommation finale		1,0	2,6	4,5	-0,4	2,9
P1	<b>Hôtels et restaurants</b>		<b>55</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	3,8	2,1	0,7	2,0
	Demande de consommation finale		1,5	0,8	1,7	0,7	1,9
P2	<b>Activités récréatives, culturelles et sportives</b>		<b>92</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,4	0,3	1,9	0,9	2,2
	Demande de consommation finale		2,7	6,7	1,8	2,5	1,6
	Demande pour investissement		4,3	17,0	8,7	-16,7	4,9
P31	<b>Services personnels</b>		<b>93</b>				
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,8	6,6	6,2	-0,5	1,3
	Demande de consommation finale		0,6	1,8	-1,8	-0,5	0,2
<b>ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	3,3	4,1	3,7	2,4
	Demande de consommation finale		2,6	2,8	2,5	2,7	2,9
	Demande pour investissement		3,6	6,0	7,4	6,6	4,1

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

SERVICES MARCHANDS								
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
<b>M</b>	<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		48 234	50464	55598	59263	63001	65888
	Demande de consommation finale		157 856	166146	175267	187150	199631	213036
	Demande pour investissement		14 049	14977	16323	18889	21453	22219
<b>M1</b>	<b>Promotion, gestion immobilière</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8 812	9548	10134	11058	11880	12250
	Demande de consommation finale		820	866	933	1003	1052	1108
	Demande pour investissement		14 049	14977	16323	18889	21453	22219
<b>M2</b>	<b>Location immobilière</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		39 422	40916	45464	48205	51121	53638
	Demande de consommation finale		157 036	165280	174334	186147	198579	211928
<b>N</b>	<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		352 418	358865	375148	396278	419890	440072
	Demande de consommation finale		35 541	37 099	38 841	40 896	42 193	44 248
	Demande pour investissement		46 602	47641	50684	55043	61010	65380
<b>N1</b>	<b>Postes et télécommunications</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		39 330	39 330	39 672	39 688	42 336	41 838
	Demande de consommation finale		17 904	17 904	19 080	20 124	21 298	22 219
<b>N2</b>	<b>Conseils et assistance</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		149 501	153500	162462	171588	183585	195903
	Demande de consommation finale		7 425	7602	7994	8427	8844	9281
	Demande pour investissement		46 602	47641	50684	55043	61010	65380
<b>N3</b>	<b>Services opérationnels</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		141 232	143468	150261	158990	169406	174194
	Demande de consommation finale		10 212	10417	10723	11209	11622	12294
<b>N4A</b>	<b>Recherche et développement</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		22 355	22225	22737	23508	24664	25848
<b>P</b>	<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		38 603	39 828	41 293	43 254	44 710	46 680
	Demande de consommation finale		82 368	85 768	89 925	92 815	95 862	99 772
	Demande pour investissement		2 254	2423	2744	3069	2642	2838
<b>K08</b>	<b>Agences de voyage</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 575	5692	6111	6410	6643	6843
	Demande de consommation finale		916	926	966	1037	1085	1117
<b>P1</b>	<b>Hôtels et restaurants</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		17 701	18631	19588	20528	21220	22289
	Demande de consommation finale		48 742	50690	52443	54549	56179	58879
<b>P2</b>	<b>Activités récréatives, culturelles et sportives</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		13 309	13350	13260	13789	14285	14910
	Demande de consommation finale		22 772	23 939	25 884	26 586	27 784	28 745
	Demande pour investissement		2 254	2423	2744	3069	2642	2838
<b>P31</b>	<b>Services personnels</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 018	2155	2334	2527	2562	2638
	Demande de consommation finale		9 938	10213	10632	10643	10814	11031
	<b>ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS</b>							
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		439 255	449 157	472 039	498 795	527 601	552 277
	Demande de consommation finale		275 765	289 013	304 033	320 861	337 686	357 056
	Demande pour investissement		62 905	65 041	69 751	77 001	85 105	90 496

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

SERVICES MARCHANDS							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
M	<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,2	4,8	2,8	3,9	3,7
	Demande de consommation finale		2,6	2,7	3,8	3,6	3,4
	Demande pour investissement		4,2	6,0	4,2	6,0	3,3
M1	<b>Promotion, gestion immobilière</b>	<b>70.1, 70.3</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,6	5,3	3,7	3,2	2,2
	Demande de consommation finale		2,0	5,2	3,3	4,4	3,8
	Demande pour investissement		4,2	6,0	4,2	6,0	3,3
M2	<b>Location immobilière</b>	<b>70.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,9	4,7	2,6	4,0	4,0
	Demande de consommation finale		2,6	2,7	3,8	3,6	3,4
N	<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	1,5	1,2	1,6	2,0
	Demande de consommation finale		0,0	1,0	1,3	-2,0	0,6
	Demande pour investissement		-1,7	0,0	2,3	2,8	1,7
N1	<b>Postes et télécommunications</b>	<b>64</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	1,0	1,3	-4,1	-0,1
	Demande de consommation finale		-0,2	0,5	0,6	-5,6	-0,8
N2	<b>Conseils et assistance</b>	<b>72, 74.1 à 74.4</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	1,0	0,9	1,9	1,8
	Demande de consommation finale		-1,7	0,3	0,2	0,1	0,1
	Demande pour investissement		-1,7	0,0	2,3	2,8	1,7
N3	<b>Services opérationnels</b>	<b>71, 74.5 à 74.8, 90</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	2,1	1,4	2,7	2,6
	Demande de consommation finale		1,6	2,6	3,6	3,8	3,6
N4A	<b>Recherche et développement</b>	<b>73</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	2,3	2,0	2,2	2,3
P	<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2	0,6	2,4	3	2,2
	Demande de consommation finale		2,4	2,2	1,9	2,2	2,4
	Demande pour investissement		3,1	-3,2	2,9	3,3	2,4
K08	<b>Agences de voyage</b>	<b>63.3</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,1	1,7	2,8	5,0	0,1
	Demande de consommation finale		0,1	1,7	2,8	5,0	0,1
P1	<b>Hôtels et restaurants</b>	<b>55</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,9	1,3	2,6	2,7	3,0
	Demande de consommation finale		2,5	2,7	2,3	2,3	2,8
P2	<b>Activités récréatives, culturelles et sportives</b>	<b>92</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,7	-1,0	2,1	2,6	2,2
	Demande de consommation finale		2,3	1,4	0,9	1,9	1,8
	Demande pour investissement		3,1	-3,2	2,9	3,3	2,4
P31	<b>Services personnels</b>	<b>93</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,9	1,6	1,9	1,9	1,6
	Demande de consommation finale		2,1	2,3	2,0	2,1	1,8
	<b>ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	1,8	1,5	2,0	2,2
	Demande de consommation finale		2,2	2,4	2,9	2,5	2,7
	Demande pour investissement		-0,2	1,2	2,8	3,6	2,2

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

## Les échanges extérieurs

		SERVICES MARCHANDS						
		Niveau des échanges extérieurs en VALEUR						
								en millions d'€
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N	<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>							
		Importations	21 523	22275	22648	25083	27956	31044
		Exportations	24 595	24611	24766	27489	28209	29528
		Solde	3 072	2336	2118	2406	253	-1516
N1	<b>Postes et télécommunications</b>							
		Importations	1 802	1760	1551	1709	1665	1956
		Exportations	2 266	2207	2466	2792	2966	3058
		Solde	464	447	915	1083	1301	1102
N11.A	<i>Postes nationales</i>							
		Importations	126	123	109	119	117	137
		Exportations	169	221	296	363	386	398
		Solde	43	98	187	244	269	261
N12.C	<i>Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles)</i>							
		Importations	1 508	1454	1322	1502	1488	1759
		Exportations	1 545	1368	1529	1799	1935	2015
		Solde	37	-86	207	297	447	256
N12.D	<i>Transmission d'émissions de radio et de télévision</i>							
		Importations	168	183	120	88	60	60
		Exportations	552	618	641	630	645	645
		Solde	384	435	521	542	585	585
N2	<b>Conseils et assistance</b>							
		Importations	12 054	12573	11628	12661	14014	15060
		Exportations	13 338	13229	12417	13291	13389	12942
		Solde	1 284	656	789	630	-625	-2118
N21.B	<i>Réalisation de logiciels</i>							
		Importations	1 735	1499	1494	1759	1901	1725
		Exportations	1 460	1297	1401	1580	1772	1498
		Solde	-275	-202	-93	-179	-129	-227
N22.C	<i>Conseil pour les affaires et la gestion</i>							
		Importations	2 856	3446	2611	2692	2532	3368
		Exportations	4 131	3871	3320	3486	3260	2897
		Solde	1 275	425	709	794	728	-471
N25.B	<i>Ingénierie, études techniques</i>							
		Importations	7 463	7628	7523	8210	9581	9967
		Exportations	7 747	8061	7696	8225	8357	8547
		Solde	284	433	173	15	-1224	-1420
N3	<b>Services opérationnels</b>							
		Importations	6 496	6721	8013	9079	10403	11871
		Exportations	6 427	6552	7058	8155	8476	9661
		Solde	-69	-169	-955	-924	-1927	-2210
N33.C	<i>Activités photographiques</i>							
		Importations	86	106	95	84	85	35
		Exportations	33	34	21	36	37	34
		Solde	-53	-72	-74	-48	-48	-1
N33.D	<i>Services divers aux entreprises hors activités photographiques</i>							
		Importations	6 410	6615	7918	8995	10318	11871
		Exportations	6 394	6518	7037	8119	8439	9661
		Solde	-16	-97	-881	-876	-1879	-2210

SERVICES MARCHANDS								
Niveau des échanges extérieurs en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N4A	Recherche et développement							
		Importations	1 171	1221	1456	1634	1874	2157
		Exportations	2 564	2623	2825	3251	3378	3867
		Solde	1 393	1402	1369	1617	1504	1710
P	SERVICES AUX PARTICULIERS							
P2	Activités récréatives, culturelles et sportives							
		Importations	2 454	2075	2236	2276	2069	2045
		Exportations	1 936	1918	2240	2143	1965	1853
		Solde	-518	-157	4	-133	-104	-192
P21.A	Production de films							
		Importations	231	60	197	191	188	186
		Exportations	113	42	94	89	90	76
		Solde	-118	-18	-103	-102	-98	-110
P21.E	Activités de télévision							
		Importations	1 714	1568	1451	1471	1287	1229
		Exportations	1 076	1139	1308	1138	777	731
		Solde	-638	-429	-143	-333	-510	-498
P2A.A	Activités de spectacle (partie marchande)							
		Importations	509	447	588	614	594	630
		Exportations	747	737	838	916	1098	1046
		Solde	238	290	250	302	504	416
<b>ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS</b>								
		Importations	23 977	24 350	24 884	27 359	30 025	33 124
		Exportations	26 531	26 529	27 006	29 632	30 174	31 415
		Solde	2 554	2 179	2 122	2 273	149	-1 709

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

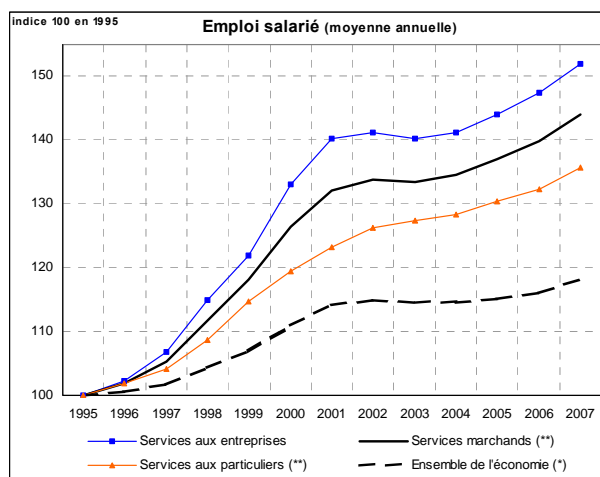
## L'emploi

L'EMPLOI SALARIÉ EN MOYENNE ANNUELLE (données brutes en milliers)						Variations en milliers		Variations en %	
Secteurs d'activités	2003	2004	2005	2006	2007	2006	2007	2006	2007
<b>Services marchands</b>	4 779,1	4 815,5	4 905,6	5 008,3	5 156,3	102,7	148,0	2,1	3,0
Activités immobilières	267,1	270,4	278,3	282,7	290,6	4,4	7,9	1,6	2,8
Services aux entreprises	3 181,4	3 203,9	3 265,2	3 343,9	3 447,4	78,7	103,5	2,4	3,1
Postes et télécommunications	531,4	518,3	513,1	503,9	489,7	-9,2	-14,2	-1,8	-2,8
Conseils et assistance	1 212,4	1 226,3	1 255,9	1 294,3	1 347,4	38,4	53,1	3,1	4,1
Services opérationnels	1 289,3	1 309,0	1 342,2	1 387,9	1 449,8	45,6	61,9	3,4	4,5
dont intérim	554,8	571,3	593,1	620,0	658,0	26,9	37,9	4,5	6,1
Services aux particuliers (hors serv. domestiques)	1 330,5	1 341,2	1 362,1	1 381,8	1 418,3	19,6	36,5	1,4	2,6
Hôtels et restaurants	799,6	810,1	826,2	841,6	865,7	15,4	24,1	1,9	2,9
Activités récréatives, culturelles et sportives	349,7	348,5	351,5	353,1	358,8	1,5	5,8	0,4	1,6
Services personnels (hors services domestiques)	181,2	182,6	184,4	187,1	193,8	2,7	6,7	1,5	3,6
<b>Autres activités tertiaires (*)</b>	5 358,0	5 391,8	5 430,8	5 487,0	5 600,6	56,1	113,6	1,0	2,1
<b>Industrie</b>	4 013,6	3 909,7	3 820,0	3 750,4	3 700,7	-69,6	-49,7	-1,8	-1,3
<b>Construction</b>	1 268,8	1 292,4	1 325,2	1 382,0	1 441,4	56,8	59,4	4,3	4,3
<b>Ensemble de l'économie marchande (**)</b>	15 419,6	15 409,4	15 481,6	15 627,7	15 899,0	146,1	271,4	0,9	1,7

(\*) : Hors administration, éducation, santé et action sociale, y compris services domestiques

(\*\*) : Hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale

Source : section « Synthèse et conjoncture de l'emploi », Insee.



(\*) : Hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, y compris services domestiques

(\*\*\*) : Hors services domestiques

Source : section « Synthèse et conjoncture de l'emploi », Insee

## La durée du travail

Durée annuelle moyenne du travail des salariés à TEMPS PLEIN								
(a)								
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>	<b>2 077</b>	<b>2 004</b>	<b>1 957</b>	<b>1 871</b>	<b>1 860</b>	<b>1 851</b>	<b>1 859</b>	<b>1 853</b>
Promotion, gestion immobilière	2 072	2 009	1 978	1 886	1 877	1 864	1 871	1 838
Location immobilière	2 085	1 998	1 929	1 846	1 833	1 835	1 840	1 861
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>2 017</b>	<b>1 973</b>	<b>1 936</b>	<b>1 821</b>	<b>1 803</b>	<b>1 799</b>	<b>1 814</b>	<b>1 797</b>
<b>Postes et télécommunications</b>	<b>2 027</b>	<b>2 019</b>	<b>2 012</b>	<b>1 821</b>	<b>1 792</b>	<b>1 761</b>	<b>1 828</b>	<b>1 846</b>
Activités de postes et de courrier	2 040	2 041	2 044	1 790	1 759	1 700	1 812	1 831
Télécommunications	2 009	1 988	1 965	1 863	1 841	1 846	1 853	1 869
<b>Conseils et assistance</b>	<b>2 042</b>	<b>1 983</b>	<b>1 944</b>	<b>1 866</b>	<b>1 859</b>	<b>1 858</b>	<b>1 865</b>	<b>1 864</b>
Activités informatiques	2 049	1 979	1 937	1 855	1 849	1 854	1 860	1 852
Services professionnels	2 026	1 988	1 952	1 872	1 863	1 859	1 867	1 865
Administration d'entreprises	2 044	1 980	1 941	1 882	1 873	1 869	1 876	1 881
Publicité et études de marché	2 111	1 981	1 944	1 851	1 851	1 841	1 838	1 849
Architecture, ingénierie, contrôle	2 024	1 985	1 944	1 864	1 858	1 857	1 868	1 867
<b>Recherche et développement</b>	<b>2 013</b>	<b>1 955</b>	<b>1 931</b>	<b>1 873</b>	<b>1 866</b>	<b>1 869</b>	<b>1 877</b>	<b>1 870</b>
<b>Services opérationnels</b>	<b>1 972</b>	<b>1 931</b>	<b>1 877</b>	<b>1 767</b>	<b>1 743</b>	<b>1 750</b>	<b>1 747</b>	<b>1 709</b>
Location sans opérateur	2 041	1 947	1 923	1 856	1 843	1 818	1 847	1 842
Sélection et fourniture de personnel	1 926	1 969	1 863	1 743	1 704	1 723	1 711	1 652
Services logistiques	1 986	1 907	1 880	1 776	1 766	1 768	1 764	1 747
Assainissement	1 974	1 904	1 871	1 780	1 767	1 771	1 767	1 776
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>	<b>2 052</b>	<b>2 009</b>	<b>1 988</b>	<b>1 895</b>	<b>1 880</b>	<b>1 866</b>	<b>1 868</b>	<b>1 863</b>
Hôtels et restaurants	2 065	2 039	2 021	1 932	1 914	1 893	1 894	1 887
Agences de voyages	2 004	1 946	1 920	1 842	1 836	1 836	1 836	1 832
Activités audiovisuelles	2 083	1 970	1 944	1 863	1 855	1 859	1 881	1 880
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	2 060	1 968	1 943	1 841	1 828	1 822	1 821	1 823
Services personnels	1 987	1 966	1 948	1 826	1 815	1 806	1 807	1 807
<b>ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS</b>	<b>2 030</b>	<b>1 984</b>	<b>1 950</b>	<b>1 841</b>	<b>1 825</b>	<b>1 818</b>	<b>1 829</b>	<b>1 816</b>

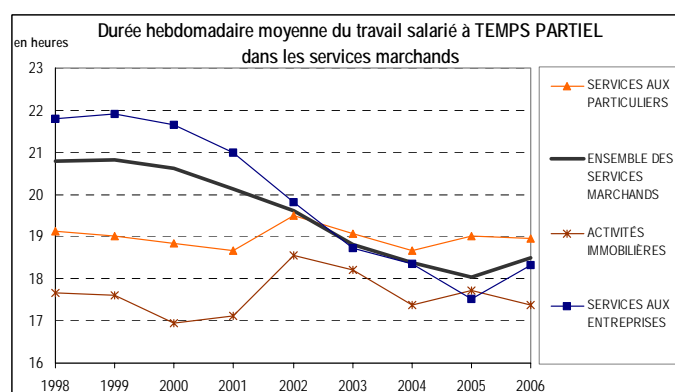
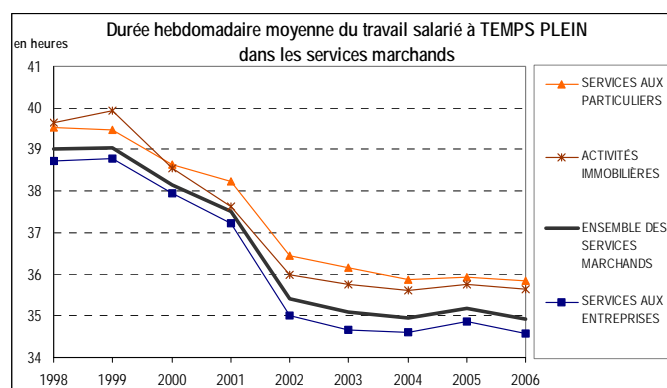
Source : déclarations annuelles de données sociales, Insee.

Durée annuelle moyenne du travail des salariés à TEMPS PARTIEL								
(b)								
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>	<b>915</b>	<b>881</b>	<b>891</b>	<b>965</b>	<b>946</b>	<b>903</b>	<b>921</b>	<b>903</b>
Promotion, gestion immobilière	856	837	834	938	914	860	883	1 027
Location immobilière	1 090	994	1 030	1 045	1 036	1 005	1 032	862
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>1 139</b>	<b>1 126</b>	<b>1 091</b>	<b>1 030</b>	<b>974</b>	<b>955</b>	<b>912</b>	<b>953</b>
<b>Postes et télécommunications</b>	<b>1 146</b>	<b>1 159</b>	<b>1 151</b>	<b>1 199</b>	<b>976</b>	<b>977</b>	<b>1 120</b>	<b>1 287</b>
Activités de postes et de courrier	1 122	1 140	1 124	1 180	968	984	1 104	1 296
Télécommunications	1 326	1 279	1 273	1 298	1 025	906	1 163	1 261
<b>Conseils et assistance</b>	<b>1 025</b>	<b>1 026</b>	<b>1 023</b>	<b>1 121</b>	<b>1 105</b>	<b>1 080</b>	<b>1 095</b>	<b>1 102</b>
Activités informatiques	1 127	1 097	1 102	1 159	1 159	1 163	1 174	1 169
Services professionnels	1 088	1 087	1 064	1 149	1 132	1 105	1 110	1 125
Administration d'entreprises	1 078	1 111	1 101	1 176	1 145	1 144	1 163	1 159
Publicité et études de marché	835	819	828	962	942	919	913	938
Architecture, ingénierie, contrôle	1 075	1 070	1 072	1 150	1 138	1 081	1 127	1 138
<b>Recherche et développement</b>	<b>1 089</b>	<b>1 097</b>	<b>1 104</b>	<b>1 129</b>	<b>1 167</b>	<b>1 163</b>	<b>1 176</b>	<b>1 870</b>
<b>Services opérationnels</b>	<b>1 163</b>	<b>1 146</b>	<b>1 100</b>	<b>957</b>	<b>918</b>	<b>891</b>	<b>814</b>	<b>814</b>
Location sans opérateur	1 014	982	961	956	897	814	870	822
Sélection et fourniture de personnel	1 243	1 232	1 165	952	908	882	790	762
Services logistiques	981	959	966	962	930	904	837	857
Assainissement	999	950	952	991	887	856	851	781
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>	<b>988</b>	<b>979</b>	<b>970</b>	<b>1 013</b>	<b>991</b>	<b>971</b>	<b>988</b>	<b>986</b>
Hôtels et restaurants	1 058	1 065	1 055	1 066	1 041	1 028	1 039	1 047
Agences de voyages	1 008	997	992	1 053	1 033	1 032	1 056	1 076
Activités audiovisuelles	818	754	732	816	879	805	823	808
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	802	783	768	885	841	825	843	832
Services personnels	1 110	1 100	1 092	1 117	1 095	1 055	1 064	1 070
<b>ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS</b>	<b>1 083</b>	<b>1 072</b>	<b>1 047</b>	<b>1 020</b>	<b>978</b>	<b>956</b>	<b>938</b>	<b>962</b>

Source : déclarations annuelles de données sociales, Insee.

Taux de temps partiel (b)/(a)								
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>	<b>0,44</b>	<b>0,44</b>	<b>0,46</b>	<b>0,52</b>	<b>0,51</b>	<b>0,49</b>	<b>0,50</b>	<b>0,49</b>
Promotion, gestion immobilière	0,41	0,42	0,42	0,50	0,49	0,46	0,47	0,56
Location immobilière	0,52	0,50	0,53	0,57	0,57	0,55	0,56	0,46
<b>SERVICES AUX ENTREPRISES</b>	<b>0,56</b>	<b>0,57</b>	<b>0,56</b>	<b>0,57</b>	<b>0,54</b>	<b>0,53</b>	<b>0,50</b>	<b>0,53</b>
<b>Postes et télécommunications</b>	<b>0,57</b>	<b>0,57</b>	<b>0,57</b>	<b>0,66</b>	<b>0,54</b>	<b>0,55</b>	<b>0,61</b>	<b>0,70</b>
Activités de postes et de courrier	0,55	0,56	0,55	0,66	0,55	0,58	0,61	0,71
Télécommunications	0,66	0,64	0,65	0,70	0,56	0,49	0,63	0,67
<b>Conseils et assistance</b>	<b>0,50</b>	<b>0,52</b>	<b>0,53</b>	<b>0,60</b>	<b>0,59</b>	<b>0,58</b>	<b>0,59</b>	<b>0,59</b>
Activités informatiques	0,55	0,55	0,57	0,62	0,63	0,63	0,63	0,63
Services professionnels	0,54	0,55	0,54	0,61	0,61	0,59	0,59	0,60
Administration d'entreprises	0,53	0,56	0,57	0,62	0,61	0,61	0,62	0,62
Publicité et études de marché	0,40	0,41	0,43	0,52	0,51	0,50	0,50	0,51
Architecture, ingénierie, contrôle	0,53	0,54	0,55	0,62	0,61	0,58	0,60	0,61
<b>Recherche et développement</b>	<b>0,54</b>	<b>0,56</b>	<b>0,57</b>	<b>0,60</b>	<b>0,63</b>	<b>0,62</b>	<b>0,63</b>	<b>1,00</b>
<b>Services opérationnels</b>	<b>0,59</b>	<b>0,59</b>	<b>0,59</b>	<b>0,54</b>	<b>0,53</b>	<b>0,51</b>	<b>0,47</b>	<b>0,48</b>
Location sans opérateur	0,50	0,50	0,50	0,52	0,49	0,45	0,47	0,45
Sélection et fourniture de personnel	0,65	0,63	0,63	0,55	0,53	0,51	0,46	0,46
Services logistiques	0,49	0,50	0,51	0,54	0,53	0,51	0,47	0,49
Assainissement	0,51	0,50	0,51	0,56	0,50	0,48	0,48	0,44
<b>SERVICES AUX PARTICULIERS</b>	<b>0,48</b>	<b>0,49</b>	<b>0,49</b>	<b>0,53</b>	<b>0,53</b>	<b>0,52</b>	<b>0,53</b>	<b>0,53</b>
Hôtels et restaurants	0,51	0,52	0,52	0,55	0,54	0,54	0,55	0,55
Agences de voyages	0,50	0,51	0,52	0,57	0,56	0,56	0,58	0,59
Activités audiovisuelles	0,39	0,38	0,38	0,44	0,47	0,43	0,44	0,43
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	0,39	0,40	0,40	0,48	0,46	0,45	0,46	0,46
Services personnels	0,56	0,56	0,56	0,61	0,60	0,58	0,59	0,59
<b>ENSEMBLE DES SERVICES MARCHANDS</b>	<b>0,53</b>	<b>0,54</b>	<b>0,54</b>	<b>0,55</b>	<b>0,54</b>	<b>0,53</b>	<b>0,51</b>	<b>0,53</b>

Source : déclarations annuelles de données sociales, Insee.



Source : déclarations annuelles de données sociales, Insee.



**L'ACTIVITÉ ET LES PRIX PAR  
BRANCHE DÉTAILLÉE :  
l'année 2007**



## Simple coup de frein ou amorce d'un retournement ?

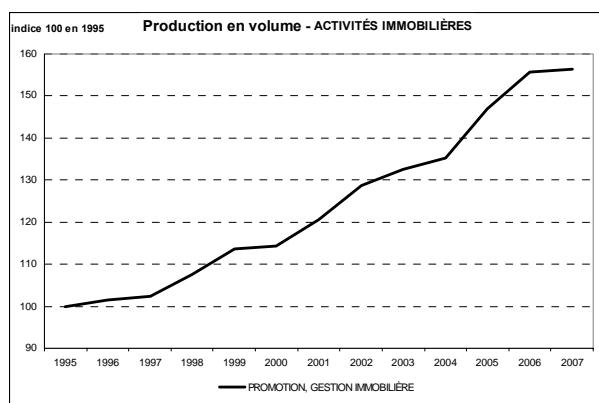
La promotion et gestion immobilière a souffert en 2007 des turbulences financières générées par la crise des *subprimes*. Son activité reste à un niveau éminent mais à peine plus élevé que l'année précédente : elle augmente de + 0,5 % en volume, après + 5,9 %, en 2006. Cette croissance bénéficie d'une progression des prix réduite à + 3,3 %. La promotion immobilière de logements est la plus dynamique, avec une croissance en volume de + 1,5 %, alors que l'activité des marchands de biens régresse de 3,8 %.

La location immobilière maintient un rythme de croissance équivalent à celui de 2006, + 2,8 % en volume, malgré le repli de la location d'immeubles non résidentiels.

Avec une croissance en volume de 0,5 %, l'activité de la **promotion et gestion immobilière** marque un net ralentissement en 2007. Ses performances de 2006, + 5,9 %, étaient déjà en recul par rapport à 2005 (+ 8,7 %). Les prix sont eux aussi en repli : ils augmentent de 3,3 % après + 5 % l'année précédente. Depuis 2003, l'évolution des prix oscillait entre + 4 % et + 5,7 %. La promotion et gestion immobilière était un des moteurs de la croissance des services marchands en 2006 : il expliquait alors 0,2 point des 3,4 % d'augmentation de leur activité. En 2007 sa contribution à la croissance, de 0,02 point sur + 2,6 %, est minime.

En termes de créations d'entreprises, l'immobilier était le secteur le plus dynamique depuis 2002, alors qu'en 2007 c'est le secteur pour lequel la hausse est la plus faible (+ 3 %).

Si les ventes de logements neufs, ou les investissements en immobilier d'entreprise n'ont jamais été aussi élevés qu'en 2007, nombreux sont les signes de ralentissement de l'activité. Cependant, ce coup de frein impulsé notamment par la crise des crédits hypothécaires à risque ou *subprimes*, ne semblait pas en 2007 présager une profonde crise immobilière.



Source : comptes des services, Insee

La *promotion immobilière de logements* a subi en 2007 un fort ralentissement de son activité, avec une croissance de + 1,5 % en volume, après + 6,5 % en 2006, année particulièrement dynamique. Selon le SESP<sup>1</sup>, les ventes de logements neufs ont progressé de seulement 0,9 % (+ 4 % en 2006) ; ce résultat recouvre en outre une baisse des ventes trimestrielles à partir du second trimestre 2007. Dans le même temps, les mises en vente ont moins baissé et se sont même redressées en fin d'année ; il en résulte fin 2007 une augmentation des stocks de 30 %, aussi bien pour les maisons individuelles que pour les logements collectifs, et un allongement de 3 à 4 mois du délai moyen d'écoulement des stocks. Le nombre de logements autorisés a quant à lui baissé de 4,7 % en 2007, même si le SESP souligne que le nombre d'autorisations peut être sous-estimé en raison d'un problème de transmission de données depuis le 1<sup>er</sup> octobre, suite à la réforme des permis de construire. De son côté, la Banque de France annonce une baisse de la production totale de crédits à l'habitat des ménages de 5,5 % en 2007. La cotation en bourse des promoteurs immobiliers a chuté à partir du 2<sup>e</sup> trimestre 2007 ; l'indice boursier sectoriel était sur une tendance haussière depuis 2003 ; il est passé de 500 (en moyenne mobile) fin 2002 à près de 1900 en avril 2007, et a chuté de 500 points au cours des huit mois suivants.

Cependant, si l'on peut voir derrière ces résultats moroses, une conséquence de la crise des crédits à risque initiée aux Etats-Unis, le marché immobilier français a été relativement épargné, soutenu par une demande toujours vive. D'une part les banques sont plus restrictives que dans d'autres pays sur leurs conditions de prêts, limitant l'accès au crédit des ménages à risque ;

<sup>1</sup> Service économie, statistiques et prospective du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

d'autre part les prêts à taux variables sont en France très peu développés. Les turbulences financières générées par la crise des *subprimes* a eu pour principale conséquence la remontée des taux d'intérêts, notamment à partir de l'été 2007 : le taux d'intérêt global moyen est passé de 4 % à 4,7 % au cours de l'année 2007 (Banque de France). Cette hausse a cependant été limitée grâce à la concurrence qui sévit entre les banques mais surtout à l'intervention de la BCE (Banque Centrale Européenne). La BCE a d'une part injecté des liquidités sur le marché (plus de 200 milliards d'euros en août 2007, dont une partie a été retirée ensuite), mais elle a aussi bloqué au même moment son taux directeur à 4 % alors qu'il progressait régulièrement depuis 2003 (1 % en juin 2003, 2,5 % en décembre 2006). Cependant les prix de l'immobilier neuf n'ont pas chuté avec la crise. Ils ont ralenti, mais continuent d'augmenter, principalement en réponse à une demande toujours pressante et à l'augmentation des coûts de construction. Ces coûts répercutent les évolutions du prix des matières premières et celles de la réglementation technique (RT2005 portant sur le renforcement de la performance énergétique globale des bâtiments, ou loi sur l'accessibilité des logements). La croissance moyenne des prix de production est passée de 7 % en 2006 à + 4 % en 2007. Selon le SESP, le prix de vente moyen d'un appartement a augmenté de 5,8 % entre la fin 2006 et la fin 2007, celui des maisons individuelles a baissé de 2,9 %. Pour financer l'achat de logements neufs, la hausse modérée des taux d'intérêt a été compensée par un allongement de la durée des crédits, d'une ampleur cependant moindre qu'en 2006. L'observatoire du financement des marchés résidentiels estime à 8 mois cet étirement, et souligne par ailleurs l'augmentation des apports personnels, liée à la croissance des opérations financées partiellement par la revente d'un autre bien immobilier ; ces apports plus importants concourent eux aussi à compenser l'augmentation des taux de crédit.

Au-delà des effets mécaniques de la crise des *subprimes*, l'effet psychologique n'est peut-être pas négligeable ; l'inquiétude suscitée à l'été 2007 a pu freiner la demande des ménages, tout comme un certain attentisme dû à l'élection, au mois de mai, d'un nouveau président de la république.

À l'inverse, la palette des dispositifs d'aides aux ménages à revenus modestes pour devenir propriétaire de leur logement s'est élargie en 2007, pour stimuler la demande des ménages. La loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (loi TEPA) du 21 août 2007 instaure un crédit d'impôt de 20% des intérêts d'emprunts immobiliers destinés à financer une résidence

principale, pendant cinq ans<sup>2</sup>. Elle est applicable pour les emprunts souscrits à partir du 22 août 2007. La loi de finances 2008 a porté ce crédit d'impôt à 40 % la première année. Ces mesures d'aide à l'accession à la propriété des ménages aux revenus modestes, viennent en complément du dispositif du prêt à taux zéro (PTZ) mis en place en 2005 et dont le plafond de ressources a été majoré de 15 000 euros à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007. Le PASS-FONCIER entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007 traduit lui aussi la volonté des politiques publiques de favoriser l'accession sociale à la propriété. Ce dispositif permet de différer l'acquisition du foncier pendant toute la période de remboursement des prêts souscrits pour la construction du logement.

Les dispositifs d'aide à l'investissement locatif parmi lesquels le « Robien recentré » et le « Borloo populaire » (entrés en vigueur en septembre 2006) ou le Girardin pour les DOM, continuent d'avoir du succès en raison des avantages fiscaux qu'ils offrent (amortissement de l'achat).

La *promotion immobilière hors logement* connaît une croissance modérée en 2007, + 0,5 % en volume. L'activité de ce secteur reste à un haut niveau, mais ralentit sensiblement. Cette moyenne recouvre des performances contrastées selon les domaines d'activité, et les commerces sont les grands gagnants de l'année. Le chiffre d'affaires des professionnels de la promotion immobilière d'infrastructure (qui inclut en particulier les locaux et centres commerciaux, hôteliers, artisanaux et industriels) a augmenté de 8% alors qu'il a baissé de 5% pour les bureaux. Globalement les prix ont ralenti, progressant de 4 % après + 7 % l'année précédente. Cependant, selon le SESP, 2007 reste très dynamique pour la construction de locaux d'entreprises avec une augmentation globale de 6,2 % des locaux commencés en 2007. Les équipements collectifs de transport, parkings et autres, les locaux d'hébergement (dont les hôtels), les équipements collectifs de santé, les entrepôts de stockage non agricole, les bâtiments industriels ont connu les plus fortes progressions ; plus modestement les surfaces de bureau commencées ont augmenté de 7,6 %, celles des commerces de 1,3 %.

Les investisseurs ont quant à eux plébiscité le marché de l'immobilier d'entreprise français qui semble ne pas avoir souffert de la crise des *subprimes*. Ils ont augmenté de 16 % leurs investissements en 2007 (sources : CB Richard Ellis, et Cushman & Wakefield), avec une appétence plus forte pour les commerces, les entrepôts et locaux d'activité. Les investisseurs

<sup>2</sup> dans la limite d'un plafond de 3.750 euros pour une personne célibataire, veuve ou divorcée et de 7.500 euros pour un couple soumis à imposition commune

étrangers ont largement pris leur part, finançant 60 % des transactions. Plusieurs raisons peuvent expliquer ces performances : la France occupe une position attractive sur le marché européen ; Paris profite encore de sa renommée ; les bons résultats de l'hôtellerie ont encouragé les investisseurs dans ce domaine ; l'augmentation des loyers peut d'une part pousser les entreprises à déménager ou à passer à l'acquisition, mais permet aussi à l'investissement locatif d'être rentable. L'immobilier de commerce a bénéficié plus particulièrement des politiques de rénovation des centres-villes, du succès grandissant des centres commerciaux thématiques, des centres mixtes, associant culture, loisirs et commerces, ou encore des centres regroupant différents commerces non pas autour d'une grande surface alimentaire, mais autour d'une ou plusieurs enseignes phares du secteur de l'équipement. L'ardeur de l'immobilier de commerce est aussi soutenue par la croissance de la consommation des ménages, avec des dépenses en achats de produits manufacturés particulièrement dynamiques, + 4,4 % en 2007 après + 2,9 %.

L'immobilier des entrepôts a quant à lui profité de la concentration de la filière logistique, mais aussi du renouvellement du parc lié à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, et de l'amélioration des techniques d'entreposage.

Les marchands de biens immobiliers ont le plus souffert de la crise : leur activité a chuté de 3,8 % en volume en 2007. La croissance de ce secteur, de + 16,7 % en 2002, se maintenait depuis au-dessus de 10 %. L'année 2006 avait déjà enregistré un net ralentissement, avec une croissance de + 1,1 %. Les marchands de biens semblent avoir été les plus pénalisés par l'attentisme du marché.

Comme la promotion immobilière de logements, les agences immobilières tirent elles aussi leur épingle du jeu, avec une croissance de + 1,2 % en volume. Ce résultat traduit cependant un ralentissement de l'activité, après les performances exceptionnelles de 2006.

L'observatoire du financement des marchés résidentiels compte pour sa part une progression des montants de crédits pour l'achat de logements anciens de 4,8 %, avec une croissance de 3,8 % du coût moyen des transactions (+ 8,8 % en 2006).

Les prix des logements anciens, mesurés par l'indice notaire-INSEE, ralentissent fortement : leur progression passe de + 12,2 % en 2006 à + 6,6 % en 2007. L'indice FNAIM indique une baisse de la croissance des prix de l'ancien dans les mêmes proportions : + 3,8 % en 2007 après + 7,1 %.

La prospérité des agences immobilières pourrait connaître un retournement. Le nombre de créations d'entreprises du secteur est en baisse de 6 % en 2007. Les pouvoirs publics ont mené, fin 2006-début 2007, des actions de contrôles pour le respect des règles de la concurrence et la répression des fraudes dans ce secteur. De plus le rapport Attali, dans son objectif de relance de la consommation, plaide pour que la commission des agences soit abaissée (elle peut atteindre 6 % actuellement en France contre 3,2 % en suède ou 1,5 % au Royaume-Uni).

La croissance de l'activité des administrateurs d'immeubles est stable, de + 0,8 % en 2007 en volume après + 0,5 %. La production de ce secteur a été accompagnée d'une légère décélération des prix.

Les activités de **location immobilière** reconduisent en 2007 le même taux de croissance, + 2,8 % en volume, que l'année précédente. Ce secteur détient la plus forte contribution (0,7 point) à la croissance des services marchands.

L'activité de location de logement poursuit son accélération engagée en 2002 avec une croissance en volume de + 3,3 % en 2007, après + 3,1 %. L'enquête « loyers et charges » de l'INSEE montre le ralentissement des loyers : leur progression s'établit à + 2,8 % en 2007, après 3,1 % l'année précédente. L'augmentation est plus forte dans le secteur libre, (+ 3,0 %) que dans le secteur locatif social (+ 2,6 %). Ce frein sur la croissance des loyers se répercute sur celle des prix de production de la branche qui passe de + 3,9 % en 2005 à + 3,6 % puis + 3,5 % en 2007.

L'activité de location immobilière hors logement poursuit sa décélération amorcée en 2002 : son activité croît de 0,9 % en volume en 2007, après + 2,0 %. Le coût de la location pourrait inciter les professionnels à se tourner vers l'achat de leurs locaux.

## La production

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
M	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	70	2,2	3,1	3,5	3,2	2,5
M01	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3	2,9	2,0	8,7	5,9	0,5
M01.A	Promotion immobilière de logements	70.1A	3,5	1,8	4,8	6,5	1,5
M01.B	Promotion immobilière hors logements	70.1B, 70.1C, 70.1D	-2,5	11,1	17,2	5,4	0,5
M01.C	Marchands de biens immobiliers	70.1F	10,8	13,0	18,7	1,1	-3,8
M01.D	Agences immobilières	70.3A	5,1	-3,6	4,1	13,8	1,2
M01.E	Administration d'immeubles	70.3C, 70.3D, 70.3E	3,3	-4,0	3,5	0,5	0,8
M02	Location immobilière	70.2	2,1	3,3	2,9	2,8	2,8
M02.A	Location de logements	70.2A	2,5	2,6	2,8	3,1	3,3
M02.B	Location immobilière hors logement	70.2B, 70.2C	0,5	6,1	3,3	2,0	0,9

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES								
Niveau de la production en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
M	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	70	216 937	228 062	243 314	261024	279765	297218
M01	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3	23 636	25 343	27 338	30897	34336	35621
M01.A	Promotion immobilière de logements	70.1A	3 872	4 128	4 406	4727	5390	5687
M01.B	Promotion immobilière hors logements	70.1B, 70.1C, 70.1D	5 951	5 976	6 960	8360	9433	9856
M01.C	Marchands de biens immobiliers	70.1F	1 832	2 090	2 475	3008	3256	3256
M01.D	Agences immobilières	70.3A	5 214	5 877	6 210	7053	8290	8615
M01.E	Administration d'immeubles	70.3C, 70.3D, 70.3E	6 767	7 272	7 287	7749	7967	8207
M02	Location immobilière	70.2	193 301	202 719	215 976	230127	245429	261597
M02.A	Location de logements	70.2A	154 662	162 717	171 450	183134	195540	209016
M02.B	Location immobilière hors logement	70.2B, 70.2C	38 639	40 002	44 526	46988	49889	52581

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
M	ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	70	2,9	3,4	3,6	3,9	3,6
M01	Promotion, gestion immobilière	70.1, 70.3	4,2	5,7	4,0	5,0	3,3
M01.A	Promotion immobilière de logements	70.1A	3,0	4,8	2,4	7,0	4,0
M01.B	Promotion immobilière hors logements	70.1B, 70.1C, 70.1D	3,0	4,8	2,5	7,0	4,0
M01.C	Marchands de biens immobiliers	70.1F	3,0	4,8	2,4	7,1	4,0
M01.D	Agences immobilières	70.3A	7,2	9,6	9,1	3,3	2,7
M01.E	Administration d'immeubles	70.3C, 70.3D, 70.3E	4,0	4,4	2,7	2,3	2,2
M02	Location immobilière	70.2	2,7	3,2	3,6	3,7	3,7
M02.A	Location de logements	70.2A	2,6	2,7	3,9	3,6	3,5
M02.B	Location immobilière hors logement	70.2B, 70.2C	3,0	4,9	2,1	4,1	4,5

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

## La demande intérieure et l'investissement

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
<b>M</b>	<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>	<b>70</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	5,1	3,7	2,4	0,9
	Demande de consommation finale des ménages		2,6	2,7	2,8	3,0	3,2
	Demande pour investissement		2,4	2,8	11,1	7,1	0,2
	<i>dont : entreprises</i>		-0,7	8,0	17,0	4,9	-0,1
	<i>ménages</i>		5,2	-1,7	6,6	9,3	0,5
<b>M01</b>	<b>Promotion, gestion immobilière</b>	<b>70.1, 70.3</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,6	0,8	5,3	4,1	0,8
	Demande de consommation finale des ménages		3,5	2,4	4,1	0,5	1,4
	Demande pour investissement		2,4	2,8	11,1	7,1	0,2
	<i>dont : entreprises</i>		-0,7	8,0	17,0	4,9	-0,1
	<i>ménages</i>		5,2	-1,7	6,6	9,3	0,5
<b>M01.A</b>	<i>Promotion immobilière de logements</i>	<i>70.1A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,3	31,1	4,9	6,4	1,5
	Demande pour investissement		3,5	-3,3	4,8	6,6	1,5
	<i>dont : ménages</i>		3,5	-3,3	4,8	6,6	1,5
<b>M01.B</b>	<i>Promotion immobilière hors logements</i>	<i>70.1B, 70.1C, 70.1D</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,9	55,3	18,0	5,4	0,4
	Demande pour investissement		-2,4	7,6	17,1	5,3	0,5
	<i>dont : entreprises</i>		-2,4	7,6	17,1	5,3	0,5
<b>M01.C</b>	<i>Marchands de biens immobiliers</i>	<i>70.1F</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10,5	13,3	19,0	1,4	-3,9
	Demande pour investissement		10,8	13,0	18,6	1,1	-3,8
	<i>dont : entreprises</i>		10,8	13,0	18,6	1,0	-3,8
	<i>ménages</i>		10,7	13,0	18,7	1,2	-3,9
<b>M01.D</b>	<i>Agences immobilières</i>	<i>70.3A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,4	-4,5	4,2	15,0	1,3
	Demande de consommation finale des ménages		9,5	2,9	12,6	5,9	1,7
	Demande pour investissement		4,6	-3,8	3,2	14,2	1,1
	<i>dont : entreprises</i>		5,8	-5,1	3,7	15,1	0,9
	<i>ménages</i>		5,2	-4,8	3,9	15,0	1,1
<b>M01.E</b>	<i>Administration d'immeubles</i>	<i>70.3C, 70.3D, 70.3E</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,6	-4,5	4,1	0,9	0,8
	Demande de consommation finale des ménages		-0,6	3,3	-3,8	-4,3	1,1
<b>M02</b>	<b>Location immobilière</b>	<b>70.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,8	6,1	3,4	2,0	0,9
	Demande de consommation finale des ménages		2,6	2,7	2,8	3,0	3,2
<b>M02.A</b>	<i>Location de logements</i>	<i>70.2A</i>					
	Demande de consommation finale des ménages		2,6	2,6	2,8	3,0	3,3
<b>M02.B</b>	<i>Location immobilière hors logement</i>	<i>70.2B, 70.2C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,8	6,1	3,4	2,0	0,9
	Demande de consommation finale des ménages		-0,7	15,4	-0,3	-3,3	0,5

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES								
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
M	<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>	<b>70</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		48234	50464	55598	59263	63001	65913
	Demande de consommation finale des ménages		157856	166146	175267	187150	199631	213036
	Demande pour investissement		14049	14977	16323	18889	21453	22278
	<i>dont : entreprises</i>		6425	6579	7452	8945	10038	10424
	<i>ménages</i>		7408	8177	8596	9664	11123	11552
M01	<b>Promotion, gestion immobilière</b>	<b>70.1, 70.3</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8812	9548	10134	11058	11880	12275
	Demande de consommation finale des ménages		820	866	933	1003	1052	1108
	Demande pour investissement		14049	14977	16323	18889	21453	22278
	<i>dont : entreprises</i>		6425	6579	7452	8945	10038	10424
	<i>ménages</i>		7408	8177	8596	9664	11123	11552
M01.A	<i>Promotion immobilière de logements</i>	<i>70.1A</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		577	614	844	906	1032	1089
	Demande pour investissement		3302	3521	3570	3829	4366	4604
	<i>dont : ménages</i>	3302		3521	3570	3829	4366	4604
M01.B	<i>Promotion immobilière hors logements</i>	<i>70.1B, 70.1C, 70.1D</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		445	445	724	874	986	1030
	Demande pour investissement		5531	5559	6266	7516	8472	8850
	<i>dont : entreprises</i>	5531		5559	6266	7516	8472	8850
M01.C	<i>Marchands de biens immobiliers</i>	<i>70.1F</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		86	98	116	141	153	153
	Demande pour investissement		1747	1993	2360	2868	3104	3104
	<i>dont : entreprises</i>	757		864	1023	1243	1345	1345
	<i>ménages</i>	990		1129	1337	1625	1759	1759
M01.D	<i>Agences immobilières</i>	<i>70.3A</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1416	1603	1678	1913	2270	2357
	Demande de consommation finale des ménages		336	377	413	472	517	543
	Demande pour investissement		3469	3904	4127	4676	5511	5720
	<i>dont : entreprises</i>	137		156	163	186	221	229
	<i>ménages</i>	3116		3527	3689	4210	4998	5189
M01.E	<i>Administration d'immeubles</i>	<i>70.3C, 70.3D, 70.3E</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6288	6788	6766	7224	7439	7646
	Demande de consommation finale des ménages		484	489	526	531	535	565
M02	<b>Location immobilière</b>	<b>70.2</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		39422	40916	45464	48205	51121	53638
	Demande de consommation finale des ménages		157036	165280	174334	186147	198579	211928
M02.A	<i>Location de logements</i>	<i>70.2A</i>						
	Demande de consommation finale des ménages		156481	164715	173677	185478	197915	211244
M02.B	<i>Location immobilière hors logement</i>	<i>70.2B, 70.2C</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		39422	40916	45464	48200	51121	53638
	Demande de consommation finale des ménages		555	565	657	669	664	684

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires



ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
M	<b>ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES</b>	<b>70</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,2	4,8	2,8	3,9	3,7
	Demande de consommation finale des ménages		2,6	2,7	3,8	3,6	3,4
	Demande pour investissement		4,2	6,0	4,2	6,0	3,6
	<i>dont : entreprises</i>		3,1	4,9	2,6	6,9	4,0
	<i>ménages</i>		4,9	6,9	5,5	5,3	3,4
M01	<b>Promotion, gestion immobilière</b>	<b>70.1, 70.3</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,6	5,3	3,7	3,2	2,5
	Demande de consommation finale des ménages		2,0	5,2	3,3	4,4	3,8
	Demande pour investissement		4,2	6,0	4,2	6,0	3,6
	<i>dont : entreprises</i>		3,1	4,9	2,6	6,9	3,9
	<i>ménages</i>		4,9	6,9	5,5	5,3	3,4
M01.A	<i>Promotion immobilière de logements</i>	<i>70.1A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	4,8	2,4	7,1	4,0
	Demande pour investissement		3,0	4,8	2,4	7,0	3,9
	<i>dont : ménages</i>		3,0	4,8	2,4	7,0	3,9
M01.B	<i>Promotion immobilière hors logements</i>	<i>70.1B, 70.1C, 70.1D</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,0	4,8	2,3	7,1	4,0
	Demande pour investissement		3,0	4,8	2,5	7,0	4,0
	<i>dont : entreprises</i>		3,0	4,8	2,5	7,0	4,0
M01.C	<i>Marchands de biens immobiliers</i>	<i>70.1F</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,2	4,5	2,2	7,0	4,1
	Demande pour investissement		3,0	4,8	2,4	7,1	4,0
	<i>dont : entreprises</i>		3,0	4,8	2,5	7,2	3,9
	<i>ménages</i>		3,0	4,8	2,4	7,0	4,0
M01.D	<i>Agences immobilières</i>	<i>70.3A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,4	9,6	9,4	3,2	2,5
	Demande de consommation finale des ménages		2,4	6,4	1,5	3,4	3,2
	Demande pour investissement		7,6	9,9	9,8	3,2	2,7
	<i>dont : entreprises</i>		7,6	10,1	10,1	3,3	2,7
	<i>ménages</i>		7,6	9,9	9,8	3,2	2,7
M01.E	<i>Administration d'immeubles</i>	<i>70.3C, 70.3D, 70.3E</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,2	4,4	2,6	2,1	2,0
	Demande de consommation finale des ménages		1,7	4,2	4,9	5,3	4,4
M02	<b>Location immobilière</b>	<b>70.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,9	4,7	2,6	4,0	4,0
	Demande de consommation finale des ménages		2,6	2,7	3,8	3,6	3,4
M02.A	<i>Location de logements</i>	<i>70.2A</i>					
	Demande de consommation finale des ménages		2,6	2,7	3,9	3,6	3,4
M02.B	<i>Location immobilière hors logement</i>	<i>70.2B, 70.2C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,9	4,7	2,6	4,0	4,0
	Demande de consommation finale des ménages		2,5	0,8	2,1	2,6	2,5

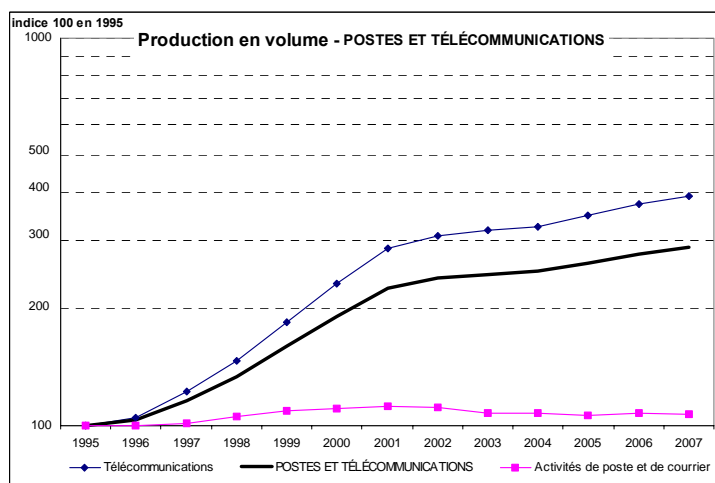
Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

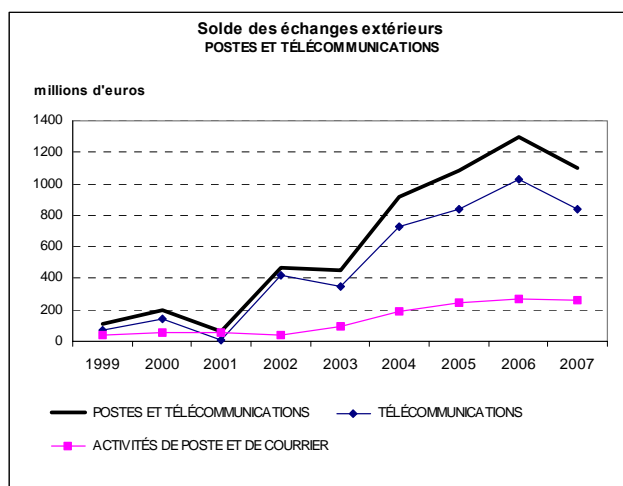


## Des consommateurs toujours plus « branchés »

L'activité de l'ensemble de la branche postes et télécommunications ralentit tout en se maintenant au-dessus de l'ensemble des services aux entreprises : elle augmente de 3,6 % en 2007, après + 6 % en 2006 et + 5 % en 2005. L'engouement pour l'Internet à haut débit et le succès de la Voix sur IP, la baisse des prix des SMS ou encore la réduction du délai de portabilité des numéros de mobile sont autant de facteurs favorisant la croissance de la branche. Cette évolution s'accompagne d'une diminution timide des prix dans l'ensemble des services de télécommunications, - 0,9 %, tandis que ceux des activités de postes et de courrier augmentent de + 2,4 %.



Source : comptes des services



Source : comptes des services

La production en volume des **services de télécommunications** s'accroît en 2007 à un rythme de 4,6 %, moins dynamique que de celui de 2006 (+ 7,2 %). Dans un contexte de baisse des prix de l'ensemble des télécommunications moins prononcée qu'en 2006 (- 0,9 % en 2007 après - 6,0 %), les recettes de l'ensemble des services de télécommunications affichent une

croissance en valeur nettement plus élevée qu'en 2006 (+ 3,6 % en 2007 après + 0,8 %).

L'évolution globale des services de télécommunications est marquée par celles des trois segments principaux du marché des clients finals.

En 2007, la téléphonie mobile (téléphonie et transport de données) génère 42 % des revenus des opérateurs sur le marché final (source Arcep<sup>3</sup>). La croissance des revenus de ce segment atteint + 5,7 % en 2007 (+ 4,0 % en 2006). Cette évolution est alimentée par la forte augmentation des revenus liés aux usages « non voix » (+ 17,4 % contre + 16,3 % en 2006), c'est-à-dire à l'envoi de messages interpersonnels et à l'accès à l'internet mobile et aux services multimédias. Néanmoins, avec un poids de 85,3 %, la voix demeure la principale source de revenus de la téléphonie mobile.

Ce segment représente un parc de 55,3 millions de clients (lignes) en décembre 2007, soit une

<sup>3</sup> Arcep : Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

croissance annuelle de 7,1 % proche de celle de 2006 (+ 7,4 %).

Ce segment représente un parc de 55,3 millions de clients (lignes) en décembre 2007, soit une croissance annuelle de 7,1 % proche de celle de 2006 (+ 7,4 %).

Ce rythme de croissance est entretenu par le développement des MVNO<sup>4</sup>. Avec une croissance de 87% en 2007, soit un tiers des recrutements tous opérateurs confondus, ce type d'opérateur comptait 2,6 millions de clients à la fin de l'année 2007, soit près de 5 % de la clientèle « mobiles » en métropole.

Le volume de communications, mesuré en minutes au départ de mobiles, augmente de 6,0 % en 2007 (après + 15,1 % en 2006). Ce ralentissement est imputable à la décélération brutale du trafic "on-net"<sup>5</sup> des opérateurs mobiles. En effet, ce segment perd presque 20 points de croissance en un an, passant d'une évolution de + 24 % en 2006 à + 4,9 % en 2007. Il reste toutefois majoritaire avec 53 % du volume total des communications mobiles (54 % en 2006). Le trafic vers un poste fixe représente un cinquième du volume total et baisse de 1,8 %. Enfin, le volume de communications à destination d'un autre opérateur mobile progresse de 14,1 % sur la même période.

Le nombre de messages interpersonnels émis augmente quant à lui de 24 % sur la même période (+ 19,2 % en 2006). Chaque client émet en moyenne 29 SMS par mois en 2007 soit quatre de plus qu'en 2006.

Ces évolutions sont liées au développement d'offres d'« abondance » (appels illimités à certaines heures ou vers certains numéros, forfaits SMS,...) qui permettent aux consommateurs de communiquer plus longtemps tout en maîtrisant leur facture. Cela se traduit en termes de coûts pour les clients par une légère baisse de la facture moyenne mensuelle hors taxe (- 1,4 % soit 0,40 euro) (source Arcep).

Le nombre de numéros mobiles portés<sup>6</sup> a presque doublé en un an (+ 88 %). Cette forte progression résulte de la mise en application, depuis le 21 mai 2007, d'une procédure simplifiée de portabilité des numéros mobiles (délai de portage ramené de deux mois à moins de dix jours).

Parmi les faits marquants sur le segment de la téléphonie mobile on retiendra la mise en place à l'été 2007 d'un règlement européen dit

« eurotarif »<sup>7</sup> visant à réduire le coût des appels passés depuis un mobile à l'étranger. Ce règlement aurait permis de diminuer jusqu'à 60 % le prix de ces appels. L'eurotarif constitue désormais la norme pour les prix de l'itinérance dans l'Union Européenne.

Les revenus de la téléphonie fixe diminuent de 3,6 % en 2007. Tendanciellement à la baisse, la part du fixe dans l'ensemble des communications électroniques est passée de 28 % en 2006 à 26 % en 2007 sur le marché final (source Arcep).

Parmi ces revenus, les revenus des accès et des abonnements croissent de 4,8 % et renforcent leur prépondérance (57 % en 2007 après 51 % en 2006) devant les revenus de communications. Cette évolution est le résultat d'une hausse du prix de l'abonnement mensuel de France Télécom de 6,7 % au 1<sup>er</sup> juillet 2007 et de la progression très rapide du nombre d'abonnements à la voix sur IP<sup>8</sup> (+ 63 % en 2007). Celle-ci compense très largement la baisse du nombre des abonnements sur des accès à bas débit sur des lignes analogiques ou numériques ou sur le câble (- 9 % sur un an). Avec 10,8 millions d'abonnés téléphonant par ADSL à la fin 2007 (6,6 millions en 2006), la part de la VoIP<sup>9</sup> dans la téléphonie fixe a été multipliée par quatre en deux ans, passant de 10 % à près de 40% entre 2005 et 2007.

En revanche, comme en 2006, les revenus de communications contribuent fortement à la tendance de l'ensemble des revenus de la téléphonie fixe en affichant une baisse de 11,6 % en 2007 (- 12,6 % en 2006). Ce repli s'explique par la substitution de plus en plus importante du volume de minutes émises en RTC<sup>10</sup> (- 17% sur un an) par de la téléphonie sur des accès IP. Ces communications IP sont la plupart du temps incluses dans la facturation du forfait Internet haut débit.

Grâce au développement rapide des services de téléphonie sur IP, le volume de communications au départ de lignes fixes est pratiquement stable depuis deux ans (+ 0,1 % en 2007 après - 0,2 % en 2006). En effet, le trafic IP représente 32 % du trafic total au départ des lignes fixes en 2007 contre 18 % un an auparavant. Sur la fin de l'année 2007, il a atteint 38 % du trafic total, selon l'Arcep. Cet essor s'explique en partie par la multiplication des offres de téléphonie illimitée, notamment vers l'international : désormais, la plupart des fournisseurs d'accès à Internet

<sup>4</sup> MVNO : Mobile Virtual Network Operators. Ce sont des opérateurs qui ne possèdent pas d'infrastructure de réseau mobile et qui louent des capacités à un opérateur mobile existant afin de commercialiser leurs services sous leur propre marque : télé2, Virgin mobile, NRJ, par exemple.

<sup>5</sup> Communications émises vers le même opérateur.

<sup>6</sup> la portabilité est le fait de garder le même numéro de téléphone lors d'un changement d'opérateur.

<sup>7</sup> Ce règlement prévoit que le prix hors TVA d'un appel émis depuis l'Union européenne vers un autre pays de l'Union ne doit pas dépasser 49 centimes d'euro par minute, et 24 centimes pour un appel reçu à l'étranger en 2007, alors qu'ils atteignaient auparavant, en moyenne, respectivement 1,10 euro et 58 centimes/minutes.

<sup>8</sup> Internet Protocol.

<sup>9</sup> Voix sur IP.

<sup>10</sup> Réseau Téléphonique Commuté

proposent à leurs clients de téléphoner vers plus de quarante pays en ne déboursant que le prix de leur abonnement mensuel.

Le nombre de lignes en dégroupage<sup>11</sup> total a augmenté de 73 % en un an pour atteindre 3,8 millions de lignes en décembre 2007. Cette croissance a débuté au milieu de l'année 2005, avec l'extension des zones ouvertes au dégroupage, et s'est faite au détriment du dégroupage partiel. Les clients des opérateurs alternatifs (Neuf Cegetel, Free ou Alice) pour l'accès à Internet qui conservaient un abonnement téléphonique auprès de France Télécom en optant pour le dégroupage partiel sont de plus en plus nombreux à opter pour le dégroupage total.

Les revenus issus du segment « Internet » affichent une croissance plus forte qu'en 2006 (+ 22,3 % en 2007 après + 19 % en 2006) et portent sa part dans les services de communications électroniques à près de 11 % en 2007 contre 9 % un an auparavant (source Arcep). La diffusion des accès à haut débit se poursuit au détriment de celle des accès à bas débit : les revenus du premier représentent près de 90 % des revenus Internet (+ 7 points par rapport à 2006) tandis que la part des accès bas débit est divisée par deux (4,5 % en 2007 contre 9 % en 2006).

En terme de volume, le constat est assez proche : toujours selon l'Arcep, alors que le nombre d'abonnements à Internet a progressé de 12 % en un an, la proportion d'abonnements à Internet bas débit a diminué de moitié au profit des abonnements à Internet haut débit.

La progression du nombre d'abonnements à Internet haut débit en 2007 se maintient à un taux élevé de + 22,5 % (+ 34,2 % en 2006 et + 44,3 % en 2005). Celle-ci résulte de l'attractivité des offres multi-services proposées par les fournisseurs d'accès utilisant la technologie DSL, et notamment du triple play (télévision, téléphonie fixe, Internet). La part de l'ADSL avoisine 95 % des abonnements à internet haut débit à la fin 2007, soit 14,8 millions d'abonnés.

Parmi les faits marquants sur le segment de l'Internet en 2007 on retiendra :

- selon l'institut Médiamétrie, près de quatre Français sur dix ont effectué des achats en ligne en 2007, contre trois sur dix en 2006.
- 5,2 millions d'internautes ont visité des sites spécialisés dans les retrouvailles d'anciens camarades de classe en décembre 2007.

<sup>11</sup> Le dégroupage est une opération technique permettant l'ouverture du réseau téléphonique local à la concurrence. En effet, les opérateurs tiers, qui ne disposent pas de la boucle locale appartenant à l'opérateur télécom historique du pays, peuvent ainsi accéder à cette boucle locale, soit en partie par le biais du dégroupage partiel, soit en totalité par le biais du dégroupage total

L'audience de ces sites, dont les leaders en France sont Copainsdavant.com et Trombi.com, a plus que doublé en un an.

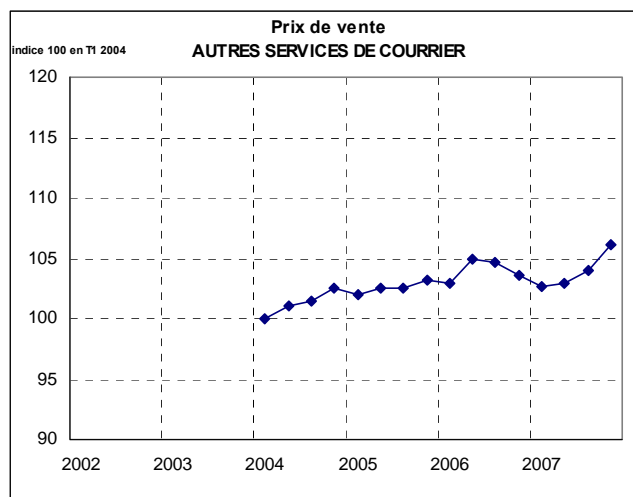
- 9,3 millions de Français ont déjà regardé une émission de TV en ligne, et 9,2 millions ont déjà écouté la radio sur Internet.
- Médiamétrie souligne par ailleurs l'engouement des Français pour les sites de partage de vidéo. A la fin 2007, près de 11 millions d'internautes ont visité l'un des deux sites leaders, à savoir YouTube et Dailymotion.

Parmi les autres composantes du marché des télécommunications, les services à valeur ajoutée (hors services de renseignement, 170 millions d'euros en 2007)<sup>12</sup>, qui comprennent notamment les numéros surtaxés, ont généré un chiffre d'affaires de 2,4 milliards d'euros en 2007. Soit 2 milliards d'euros pour les services « voix et télématiques » en baisse de 7,3 % et 400 millions d'euros pour les services « données » (achats de contenu, jeux télévisés, etc) en progression de 30 %.

<sup>12</sup> Ils correspondent à l'ensemble des sommes facturées par les opérateurs aux clients, y compris les sommes reversées par les opérateurs aux sociétés fournisseurs de services. Les services à valeur ajoutée de type "donnée" incluent par exemple : services kiosque "Gallery", services d'alerte, de "chat", services de type météo, jeux télévisés, astrologie, téléchargement de sonneries, etc...

En 2007, les **activités de postes et de courrier** semblent fléchir avec une évolution en volume de - 0,3 % (contre + 0,8 % en 2006). Dans un contexte de hausse des prix de l'ordre de 2,4 %, la branche progresse de 2,1 % en valeur.

Le recul en volume est imputable notamment à la diminution des quantités de courrier traitées consécutive au développement du courrier électronique et à la rationalisation des envois par certains grands émetteurs de courrier. Néanmoins, le déploiement de l'offre commerciale enrichie dans un contexte d'amélioration de la qualité de service a ralenti la baisse des volumes. Le segment colis a, quant à lui, connu une hausse du trafic stimulée par l'essor du commerce électronique qui génère plus de 10 % du chiffre d'affaires.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee

## La production

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N1	POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	64	2,2	1,8	5,0	6,0	3,6
N11	Activités de poste et de courrier	64.1	-3,1	0,2	-1,2	0,8	-0,3
N11.A	Postes nationales	64.1A	-3,2	0,1	-1,5	0,7	-0,5
N11.B	Autres activités de courrier	64.1C	-2,6	3,2	5,9	2,7	3,6
N12	Télécommunications	64.2	3,5	2,2	6,5	7,2	4,6
N12.C	Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles)	64.2C	3,8	2,2	7,2	7,4	4,7
N12.D	Transmission d'émissions de radio et de télévision	64.2D	-3,8	3,2	-7,9	3,4	1,1

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS								
Niveau de la production en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N1	POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	64	58 099	59 614	61 190	64 938	65 748	67 935
N11	Activités de poste et de courrier	64.1	11 501	11 725	12 131	12 463	12 849	13 118
N11.A	Postes nationales	64.1A	11 004	11 219	11 609	11 903	12 265	12 515
N11.B	Autres activités de courrier	64.1C	497	506	522	560	583	603
N12	Télécommunications	64.2	46 598	47 889	49 059	52 475	52 899	54 817
N12.C	Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles)	64.2C	44 398	45 782	46 881	50 389	50 743	52 570
N12.D	Transmission d'émissions de radio et de télévision	64.2D	2 200	2 107	2 177	2 086	2 156	2 247

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N1	POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	64	0,4	0,8	1,1	-4,5	-0,3
N11	Activités de poste et de courrier	64.1	5,3	3,3	3,9	2,3	2,4
N11.A	Postes nationales	64.1A	5,3	3,4	4,1	2,3	2,5
N11.B	Autres activités de courrier	64.1C	4,5	0,0	1,3	1,4	-0,1
N12	Télécommunications	64.2	-0,7	0,2	0,5	-6,0	-0,9
N12.C	Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles)	64.2C	-0,7	0,2	0,3	-6,2	-1,1
N12.D	Transmission d'émissions de radio et de télévision	64.2D	-0,4	0,1	4,1	0,0	3,1

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

## La demande intérieure

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS							
Taux de croissance de la demande intérieure en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N1	<b>POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS</b>	<b>64</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,2	-0,9	4,9	4,3	4,6
	Demande de consommation finale		6,8	5	5	8,2	5,2
N11	<b>Activités de poste et de courrier</b>	<b>64.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-4,1	-0,6	-0,1	0,8	-0,2
	Demande de consommation finale		-1,3	-0,2	-3	-0,6	0,6
N11.A	<i>Postes nationales</i>	<i>64.1A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-4,2	-0,8	0,1	0,2	-0,4
	Demande de consommation finale		-1,3	-0,2	-5,8	2,3	0,6
N11.B	<i>Autres activités de courrier</i>	<i>64.1C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,6	3,2	7,1	1,2	3,6
N12	<b>Télécommunications</b>	<b>64.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,5	-1,1	6,6	5,5	5
	Demande de consommation finale		7,6	5,5	5,7	9	5,6
N12.C	<i>Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles)</i>	<i>64.2C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	-1	7,6	5,7	5,1
	Demande de consommation finale		7,6	5,5	5,7	9	5,6
N12.D	<i>Transmission d'émissions de radio et de télévision</i>	<i>64.2D</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-6,9	-1,8	-11,1	1,8	2,6

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS								
Niveau de la demande intérieure en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N1	<b>POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS</b>	<b>64</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		39 330	39 672	39 688	42 192	42 235	43 739
	Demande de consommation finale		17 904	19 080	20 124	21 260	21 727	22 673
N11	<b>Activités de poste et de courrier</b>	<b>64.1</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9 529	9 636	9 899	10 280	10 600	10 835
	Demande de consommation finale		1 639	1 701	1 755	1 778	1 808	1 864
N11.A	<i>Postes nationales</i>	<i>64.1A</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9 032	9 130	9 377	9 770	10 016	10 232
	Demande de consommation finale		1 639	1 701	1 755	1 728	1 808	1 864
N11.B	<i>Autres activités de courrier</i>	<i>64.1C</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		497	506	522	568	583	603
N12	<b>Télécommunications</b>	<b>64.2</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		29 801	30 036	29 789	31 912	31 635	32 904
	Demande de consommation finale		16 265	17 379	18 369	19 482	19 919	20 809
N12.C	<i>Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles)</i>	<i>64.2C</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		27 985	28 364	28 132	30 368	30 064	31 242
	Demande de consommation finale		16 265	17 379	18 369	19 482	19 919	20 809
N12.D	<i>Transmission d'émissions de radio et de télévision</i>	<i>64.2D</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 816	1 672	1 656	1 544	1 571	1 662

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires



POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N1	<b>POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS</b>	<b>64</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	1,0	1,3	-4,1	-0,1
	Demande de consommation finale		-0,2	0,5	0,6	-5,6	-0,8
N11	<b>Activités de poste et de courrier</b>	<b>64.1</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,4	3,3	3,9	2,3	2,4
	Demande de consommation finale		5,2	3,4	4,4	2,3	2,5
N11.A	<i>Postes nationales</i>	<i>64.1A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,5	3,5	4,1	2,3	2,6
	Demande de consommation finale		5,2	3,4	4,5	2,3	2,5
N11.B	<i>Autres activités de courrier</i>	<i>64.1C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,5	0,0	1,6	1,4	-0,1
N12	<b>Télécommunications</b>	<b>64.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,7	0,2	0,5	-6,0	-0,9
	Demande de consommation finale		-0,7	0,2	0,3	-6,2	-1,1
N12.C	<i>Télécommunications (hors transmissions audiovisuelles)</i>	<i>64.2C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,7	0,2	0,3	-6,3	-1,1
	Demande de consommation finale		-0,7	0,2	0,3	-6,2	-1,1
N12.D	<i>Transmission d'émissions de radio et de télévision</i>	<i>64.2D</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,1	0,9	4,8	0,0	3,1

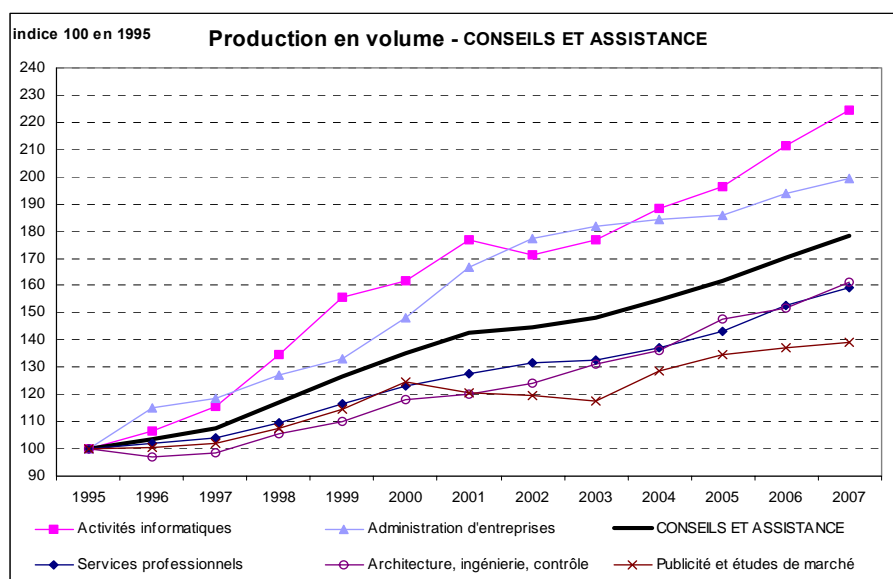
Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires



## L'ingénierie devance les services informatiques

Les activités de conseils et assistance contribuent pour moitié à la croissance des services marchands. Leur production augmente à un rythme légèrement inférieur à celui à l'année précédente : + 4,8 % en 2007, après + 5,2 %. Elle s'est accompagnée d'une hausse des prix de 1,6 %, très proche elle aussi de celle de 2006. La croissance de la branche conseils et assistance revient pour une grande part aux activités informatiques, qui progressent de 6,3 %, avec des prix atones. Cependant ces activités ralentissent, comme celles de la publicité et des services professionnels (notamment les activités comptables et le conseil pour les affaires et la gestion). À l'inverse, les activités d'architecture, ingénierie, contrôle accélèrent ; leur croissance, après + 2,9 % en 2006, atteint + 6,5 % en 2007, alors que la hausse des prix faiblit sensiblement (+ 2,4 % en 2007 après + 3,3 %).



Source :comptes des services, Insee

La reprise du marché des **services informatiques** observée depuis 2004 se prolonge en 2007. La production en volume s'accroît de 6,3 % après 7,5 % en 2006 et 4,4 % en 2005. Dans une situation de quasi-stabilité des prix (+ 0,1 % en 2007 et + 0,2 % en 2006), le dynamisme du marché français reste essentiellement lié à la croissance des volumes. Comme en 2006, la progression observée en 2007 est soutenue principalement par les investissements en logiciels (+ 7,5 %) et les consommations des entreprises et des administrations publiques (+ 5,9 %).

Selon le syndicat professionnel Syntec Informatique, les logiciels, les services

d'infogérance (en particulier la tierce maintenance applicative) et le conseil en technologies ont été les principaux moteurs de la croissance des activités informatiques. Le fort développement des échanges inter et intra entreprises, et la nécessaire adaptation des systèmes d'information aux contraintes réglementaires<sup>13</sup> ont constitué les principaux facteurs de croissance du marché français des logiciels. Ces contraintes réglementaires, la dématérialisation et la sécurité

<sup>13</sup>Il s'agit notamment des pressions réglementaires dans le secteur bancaire (SEPA et MIFID) et du plan « hôpital 2007 » visant en particulier à moderniser le système d'information des établissements de santé, à rénover leur mode de financement et accroître leur autonomie de gestion.

ont favorisé par ailleurs l'essor des services d'infogérance. Enfin, l'externalisation croissante de la R&D, le succès des systèmes embarqués et la sécurité sont autant de facteurs ayant stimulé les activités de conseil en technologie.

Tous les secteurs clients ont accru leurs investissements en 2007, selon le Syntec.

Le secteur bancaire a été l'un des secteurs les plus porteurs en 2007 en termes d'investissements, dans la foulée d'une année 2006 déjà très dynamique. L'obligation de s'adapter aux nouvelles réglementations (Sepa, Mifid)<sup>14</sup> ainsi que la rationalisation et la réduction des coûts ont été les principaux moteurs de l'investissement bancaire.

Les investissements en logiciels des opérateurs de télécommunications poursuivent leur dynamique de croissance amorcée en 2004 grâce notamment à trois évolutions technologiques en cours : convergence voix (fixe et mobile)-données (ADSL, IP)<sup>15</sup> et des services associés ; progression des débits de transmissions sans fil (Wifi<sup>16</sup>, GPRS<sup>17</sup>, UMTS<sup>18</sup>) ; variété de nouveaux services et de contenus, ADSL et M2M<sup>19</sup>.

Les nombreux programmes de réformes touchant les administrations publiques (modernisation des institutions, développement de services pour les citoyens, simplification des procédures, etc.) conjugués aux bouleversements réglementaires dans le domaine de la santé et dans les collectivités locales, accélèrent depuis quelques années le développement de la sous-traitance informatique (source Pierre Audouin Consultants).

<sup>14</sup> SEPA Single Euro Payments Area - Espace Unique de Paiements en Euros, et MIFID Markets in Financial Instruments Directive - directive concernant les marchés d'instruments financiers (MIF, en anglais).

Le projet SEPA est un projet européen dont l'ambition est de créer une gamme unique de moyens de paiement en euros, commune à l'ensemble des pays européens.

L'objectif de la directive MIF est de participer à la construction d'un marché de capitaux plus intégré, plus profond et plus efficace pour abaisser le coût du capital, générer de la croissance et renforcer sa compétitivité internationale ; et ce en maintenant une logique de protection des investisseurs (Source Wikipédia).

<sup>15</sup> La convergence voix-données désigne une plate-forme informatique mutualisée, qui transporte à la fois la voix sous forme de paquets et les données, jusque là distinct entre le réseau informatique et le réseau téléphonique.

<sup>16</sup> Norme 'courte portée' (quelques dizaines de mètres) permettant l'accès sans fil aux réseaux data et associé à un débit de 54 Mbps.

<sup>17</sup> Le GPRS est une norme de transmission de données dont le débit maximum est plus élevé que celui des GSM classique. Il dispose d'une portée nationale grâce aux antennes relais mises en places par les opérateurs.

<sup>18</sup> L'UMTS est une norme définissant la téléphonie de 3<sup>ème</sup> génération. Elle permet d'atteindre des débits de transfert de données plus important que la téléphonie de 2<sup>ème</sup> génération (GSM/GPRS). Sa portée est également nationale mais seulement 40% du territoire est couvert.

<sup>19</sup> Le concept de machine to machine, abrégé par le signe M2M utilise les télécommunications et l'informatique pour permettre des communications entre machines, et ceci sans intervention humaine.

Le transfert de compétence qu'opère l'Etat vers les collectivités locales s'accompagne d'un mouvement fort d'investissement dans les infrastructures informatiques de ces entités. Pour faire face aux nouvelles responsabilités (santé, social, infrastructures routières), les directions de systèmes d'information doivent réaliser en interne et de plus en plus souvent en externe des progiciels de gestion complexes qu'il faut intégrer à un système d'information lui-même en évolution. Parmi les chantiers majeurs qui occupent les directions des collectivités locales, figurent la convergence IP et la généralisation de l'administration électronique, c'est-à-dire la dématérialisation des actes de gestion et des services proposés aux administrés (source JDN Solutions).

Parallèlement à cette croissance du marché informatique, les activités poursuivent leur mutation. Selon une récente étude du cabinet Pierre Audouin Consultants pour le Syntec Informatique, le marché du logiciel « libre » a connu un fort développement en 2007 (+ 66 %). Ce marché est dynamisé depuis plusieurs années par les programmes de modernisation de l'Etat. Cet effet d'entraînement a été d'autant plus bénéfique que le logiciel libre possède une longue expérience dans des secteurs dépendants des commandes publiques comme les systèmes embarqués dans l'aérospatial et la défense.

Face à la demande croissante de services d'infogérance, les prestataires de services informatiques privilégient davantage l'implantation de centres de services à distance (on évoque alors l'essor de « l'outsourcing »<sup>20</sup>). Ainsi, en 2007, Accenture a ouvert un nouveau centre de services en République Tchèque, IBM aux Emirats Arabes Unis et en France, et Sogeti<sup>21</sup> en Inde.

Cette démarche de délocalisation est presque toujours motivée par le différentiel de coût de la main d'œuvre défavorable à la France. Néanmoins, ce différentiel est amené à se réduire sur certaines destinations telles que l'Inde en raison de la forte augmentation des salaires des informaticiens (+ 15 % par an pour les Indiens). La conséquence directe de ce phénomène conjugué à la pénurie grandissante d'ingénieurs indiens est l'essor du « nearshore » au détriment de « l'offshore ». En effet, en 2007, à l'image de l'entreprise Atos Origin avec le lancement de son projet d'ouverture d'un centre de services au Maroc, 23 % des SSII françaises se sont tournées vers le Maghreb (contre 16 % en 2005) (Source Xerfi).

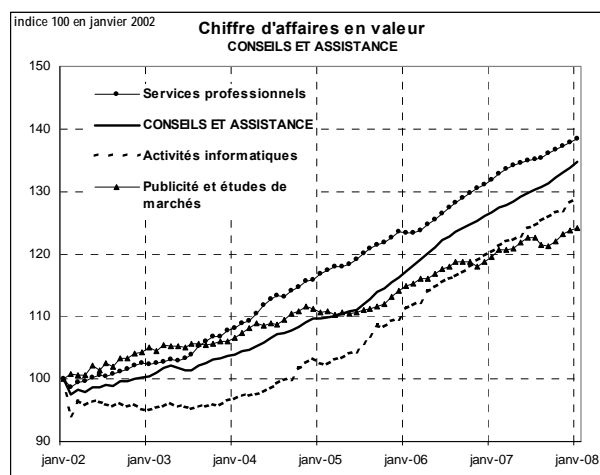
<sup>20</sup> L'outsourcing désigne le transfert de tout ou partie d'une fonction d'une entreprise vers un partenaire externe. Elle consiste très souvent en la sous-traitance des activités non essentielles et non stratégiques (celles qui sont les moins productrices de revenus pour l'entreprise initiale). Il s'agit d'un outil de gestion stratégique (source Wikipédia).

<sup>21</sup> Filiale de Capgemini.

Les acquisitions ont vu leur nombre s'accroître considérablement en 2006 et en 2007 et se sont concentrées sur des entreprises de tailles plus petites qu'au début de la décennie. Deux objectifs ont porté ces opérations : pour certaines compagnies, le rachat de sociétés de conseils devait permettre d'augmenter le capital humain et/ou de gagner des parts de marché. Pour d'autres, il s'agissait de développer les compétences et le champ d'intervention en rachetant par exemple des éditeurs de logiciels à destination des entreprises comme cela a été le cas pour la plupart des acquisitions du groupe Hewlett Packard en 2007<sup>22</sup> (source Xerfi).

Les partenariats entre SSI<sup>23</sup> et éditeurs de logiciels ont été nombreux en 2007. Ces rapprochements permettent aux sociétés de services informatiques d'étendre leurs compétences et aux éditeurs de logiciels de valoriser leurs produits. A l'image du partenariat entre IBM et Sogeti fin 2006 dans le domaine du test logiciel, dont l'essor est porté par l'industrialisation croissante de la fonction informatique, ce type d'opération peut aussi conduire à la mise sur le marché de nouveaux produits (Source Xerfi).

Parmi les développements qui ont marqué l'année 2007, on pourra également citer les applications bureautiques disponibles en ligne, notamment en mode web : les offres de suites bureautiques hébergées accessibles en mode web se sont multipliées. Ces applications peuvent désormais s'affranchir du navigateur, et fonctionner en mode déconnecté. Les services Google Apps tentent de séduire les grandes entreprises tandis que Zoho vise clairement les PME et les TPE. Comme IBM avec sa suite Lotus Symphony, certains autres acteurs espèrent concurrencer Microsoft en misant sur la gratuité des logiciels.



indice de valeur CVS-CJO

indice 100 en janvier 2002 (moyenne mobile d'ordre 3)

Source : indices de chiffre d'affaires, Insee.

Ces indices mensuels sont publiés par l'Insee dans les *Informations rapides* et sur le site Insee ([www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb](http://www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb)) rubrique *indices de chiffre d'affaires - ICA* au niveau des classes NAF et à des niveaux plus agrégés, selon des regroupements ad-hoc ou selon la NES.

<sup>22</sup> En 2007, le groupe Hewlett Packard a racheté des éditeurs de logiciels couvrant les domaines de la gestion des transactions, l'Internet, la sécurité informatique ou encore l'automatisation des centres de données.

<sup>23</sup> Société de Services en Ingénierie Informatique.

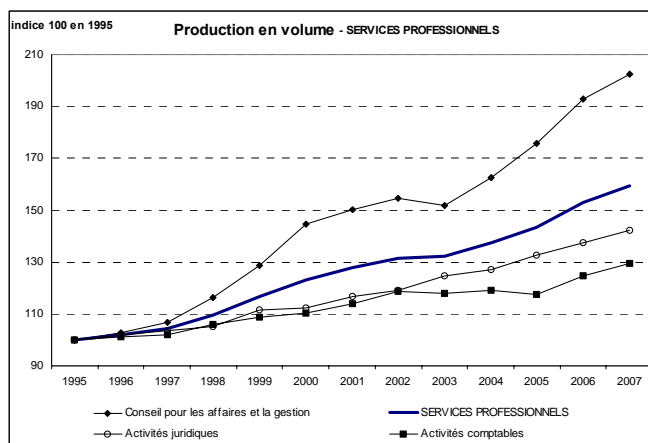
En 2007, la production des **services professionnels** ralentit, avec une croissance de 4,2 % en volume. Cette progression, moins forte que celle des années 2005 (+ 4,4 %) et 2006 (+ 6,6%), reste supérieure à celles des années 2001 à 2004. Elle s'est accompagnée d'une augmentation des prix de + 2,0 %, proche de celle de 2005, et de 2006. Cependant, cette augmentation reste modérée, comparée à l'augmentation des prix soutenue du début de la décennie (+ 3,2 % par an en moyenne).

La croissance des services professionnels est tirée principalement par la branche conseil pour les affaires et la gestion dont l'activité croît de 5,0 %. Cette augmentation reste inférieure aux progressions remarquables des trois dernières années (respectivement + 7,2 %, + 7,9 % et + 9,8%). La croissance de la demande des entreprises est très dynamique (+ 10,4 %), en augmentation régulière depuis 2002. En revanche, les exportations poursuivent leur baisse (déjà constatée en 2006) et pour la première fois, le solde du commerce extérieur de cette branche est négatif. La croissance s'est accompagnée d'une augmentation des prix de + 1,6 %. Le secteur du conseil reste l'un des premiers recruteurs de cadres en France.

La croissance des activités juridiques se maintient à + 3,5 % en volume, malgré une augmentation des prix de + 2,8 % plus forte qu'en 2006 (+ 1,3 %). Les avocats et les cabinets de conseils juridiques génèrent un peu plus de la moitié du chiffre d'affaires de la branche. La bonne tenue de l'immobilier d'entreprises et des fusions-acquisitions a favorisé l'activité des avocats qui représente plus de la moitié de l'activité totale des professions juridiques. Le marché moins dynamique de l'immobilier reste suffisamment porteur pour les notaires, dont le chiffre d'affaires représente environ un tiers de la branche. Les notaires sont les seuls professionnels incontournables de l'immobilier. En effet, ils accomplissent des formalités obligatoires pour lesquelles ils perçoivent des frais de dossier (coût d'un essai cadastral, frais de géomètre, honoraires d'un huissier si cela est nécessaire). Ils perçoivent divers droits ou taxes (frais de timbres, droits d'enregistrement, taxe de publicité foncière). De plus, les notaires perçoivent un pourcentage fixe du prix des transactions.

Les activités comptables sont encore dynamiques même si leur croissance, de + 3,8 % en 2007, est moins vive que celle de l'année précédente (+ 5,9 %). L'environnement est favorable à la profession. Au niveau démographique, l'arrivée à l'âge de la retraite des baby-boomers (500 000 patrons à la retraite en 10-15 ans selon le cabinet d'étude PRECEPTA) augmente les transmissions d'entreprises. Au cours des dernières années les

nouvelles réglementations (Loi de sécurité financière de 2003 ou l'IFRS *International Financial Reporting Standards*, par exemple) ont globalement été sources de revenus pour la profession. Les prix des services comptables, que sont l'audit et le commissariat aux comptes ainsi que l'expertise, ralentissent : ils augmentent de 1,6 % en 2007, après + 2,0 % l'année précédente et + 4,1 % en 2005.



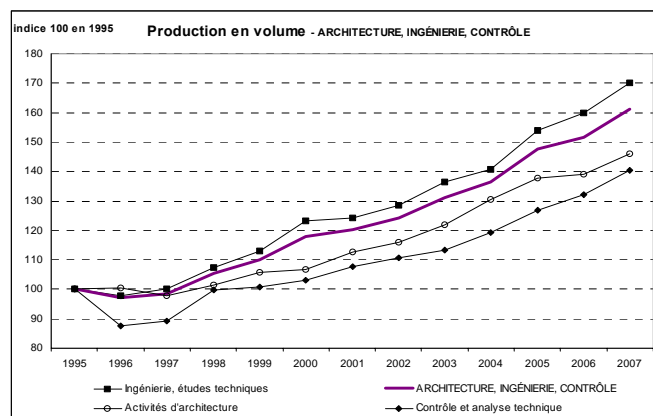
L'activité de la **publicité et études de marché** progresse seulement de 1,4 % en volume poursuivant le ralentissement engagé depuis 2005 (sa croissance était de + 9,7 % en 2004). Au sein de cette branche, le segment des études de marché et sondages (qui ne réalise que 14 % du chiffre d'affaires total) suit une tendance inverse, avec une accélération de son activité.

La croissance des entreprises de gestion de supports de publicité décélère depuis 2004 et baisse de 1,3 % en 2007. Ce repli s'est accompagné d'une forte croissance des prix (+ 2,7 %), après plusieurs années erratiques. Les dépenses de communication des annonceurs sont en baisse pour la radio, la presse, ainsi que pour le marketing direct (source IREP<sup>24</sup>-France Pub 2007). Elles augmentent fortement pour la publicité par le cinéma et plus encore pour la publicité par internet.

En 2007, la croissance de l'activité de la branche agences, conseil en publicité, + 1,2 %, poursuit le ralentissement engagé en 2006 après deux années de conjoncture favorable (+ 4,6 % en moyenne). Alors que les prix des services des agences publicitaires (conseil et achat médias) baissaient de 2002 à 2004, ils accélèrent ensuite pour atteindre + 2,5 % en 2007.

La branche des études de marché et sondages est encore plus dynamique qu'en 2006 puisqu'elle croît de + 8,7 % en volume. La croissance des prix atteint + 1,2 %, en augmentation par rapport à l'année précédente. Cette activité se distingue des entreprises de publicité par un marché plus atomisé et par des taux de croissance généralement moins soumis aux aléas de la conjoncture. Les donneurs d'ordre hésitent à tailler dans ce budget du fait du raccourcissement du cycle de vie des produits, des modifications de plus en plus fréquentes de comportements des ménages et de l'intensification de la concurrence due à la globalisation des marchés, autant de facteurs qui stimulent la demande adressée aux instituts.

Les activités de la branche **architecture, ingénierie, contrôle** qui progressent de 6,5 % en 2007, sont plus dynamiques qu'en 2006 (+ 2,9 %) mais moins qu'en 2005 (+ 8,3 %), année exceptionnelle. Les prix des services de cette branche ont augmenté de 2,4 % marquant une accalmie après l'accélération de ces trois dernières années. Les deux segments d'activité ingénierie-études techniques et contrôle-analyse technique réalisent 85 % de la production de la branche et sont particulièrement performants.



Les activités d'architecture (exercées essentiellement par les architectes, les métresseurs et les géomètres) progressent de 2,8 % en 2007. La production de cette branche dépend en grande partie de l'activité du marché du bâtiment et travaux publics, son principal débouché. Les professionnels du secteur ont bénéficié du dynamisme de la construction de bâtiments non résidentiels. Après avoir enregistré un taux record en 2006, les autorisations de construction de logements ont baissé de 4,7 % en 2007 (après + 10 %) et les mises en chantier ont peu augmenté, + 0,3 % (source SESP<sup>25</sup>). La reprise du secteur est donc essentiellement soutenue par la demande des entreprises.

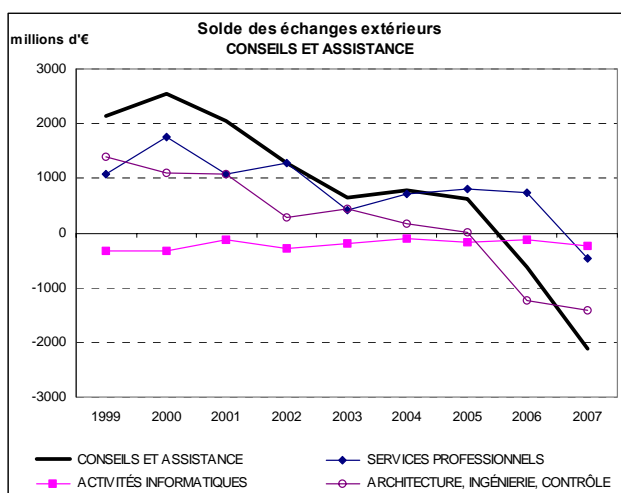
L'activité de l'ingénierie, études techniques (qui réalise les trois-quarts du chiffre d'affaires de la branche architecture, ingénierie, contrôle) progresse fortement en 2007 (+ 7,2 %). Ce secteur profite de l'externalisation des services d'ingénierie de ses clients. Avec une progression de 2,0 %, les prix augmentent moins qu'en 2005 et 2006. La conjoncture de cette branche est fortement liée à celle de l'industrie, de l'énergie et du bâtiment. Le marché de la construction étant plus modéré en 2007 qu'il ne l'a été en 2006, les carnets de

<sup>24</sup> Association interprofessionnelle d'ouverture, de débats, d'approfondissement de la connaissance en Publicité, Communication, Médias et Marketing.

<sup>25</sup> Services Economie, Statistiques et Prospective du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire.

commande des services d'ingénierie ont été soutenus par le marché de l'énergie, via le lancement de nombreux projets, notamment dans le nucléaire et le parapétrolier : études sur la modernisation des chaudières des 34 réacteurs nucléaires français, construction de raffineries, de puits d'exploration-production (source Xerfi). Enfin, les secteurs biens de consommation et des biens intermédiaires se sont montrés très dynamiques, notamment avec une accélération des dépenses allouées au renouvellement et à la modernisation des équipements. Pour faire face à la demande, les importations augmentent plus que les exportations : le solde des échanges extérieurs de cette branche, ne cesse de baisser depuis 2000 ; il devient négatif en 2006, et se creuse un peu plus en 2007.

La production du contrôle et analyse technique progresse plus favorablement en 2007 qu'en 2006 (+ 6,3 % après + 3,6 %), et retrouve l'évolution de 2005. Cette bonne orientation est en lien avec le niveau soutenu de l'activité dans le bâtiment et notamment l'immobilier d'entreprise (diagnostic construction, diagnostic de performance énergétique). Le secteur bénéficie de l'externalisation des services d'analyses, d'essais et d'inspections techniques de ses clients, du renforcement des contrôles (par exemple les contrôles sanitaires de plus en plus stricts liés aux crises alimentaires type grippe aviaire) et des politiques de développement durable (normes ISO notamment). Dans ce contexte, les prix augmentent de + 1,8 %.



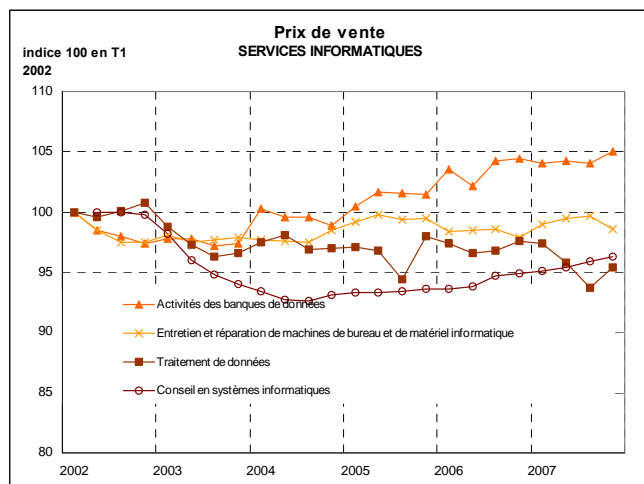


# Les prix de vente

CONSEILS ET ASSISTANCE																							
Indices de prix de vente																							
Branche	Code NAF	base 100 en	2003				2004				2005				2006				2007				
			T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	
Conseil en systèmes informatiques	72.1Z	T2 02	98,2	96,0	94,8	94,0	93,4	92,7	92,6	93,1	93,3	93,3	93,4	93,6	93,6	93,8	94,7	94,9	95,1	95,4	95,9	96,3	
Traitement de données	72.3Z	T1 02	98,8	97,3	96,3	96,6	97,5	98,1	96,9	97,0	97,1	96,8	94,4	98,0	97,4	96,6	96,8	97,6	97,4	95,8	93,7	95,4	
Activités des banques de données	72.4Z	T1 02	97,8	97,8	97,2	97,4	100,3	99,6	99,6	98,9	100,5	101,7	101,6	101,5	103,5	102,2	104,2	104,4	104,0	104,2	104,0	105,0	
Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique	72.5Z	T1 02	98,1	97,5	97,7	97,9	97,7	97,6	97,5	98,5	99,2	99,8	99,4	99,5	98,4	98,5	98,6	97,9	99,0	99,5	99,7	98,6	
Services comptables (annuel)	74.1C	T1 02	111,2	111,2	111,2	111,2	115,1	115,1	115,1	115,1	119,9	119,9	119,9	119,9	122,1	122,1	122,1	122,1	124,0	124,0	124,0	124,0	
Conseil pour les affaires et la gestion	74.1G	T2 03		100,0	99,2	99,5	100,0	100,9	100,4	100,7	100,3	100,3	99,6	100,9	100,1	101,3	100,5	100,7	101,8	102,0	102,0	103,1	
Publicité	74.4	T4 01	98,0	97,6	97,5	97,1	97,0	97,0	97,2	97,5	97,9	98,3	98,8	99,1	99,4	100,0	100,6	101,7	102,6	102,8	102,9	103,0	
Services d'ingénierie (semestriel puis trimestriel depuis T3 2005)	74.2C	2000	104,2	104,2	104,4	104,4	105,7	105,7	106,2	106,2	106,7	106,7	107,5	108,2	107,9	110,7	111,7	111,2	109,0	112,1	113,6	114,3	

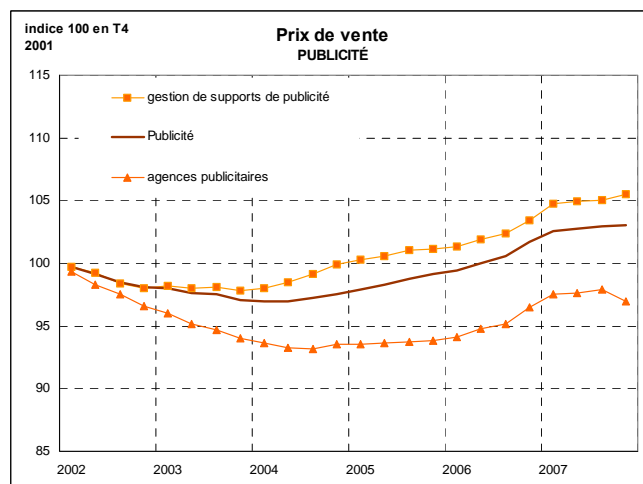
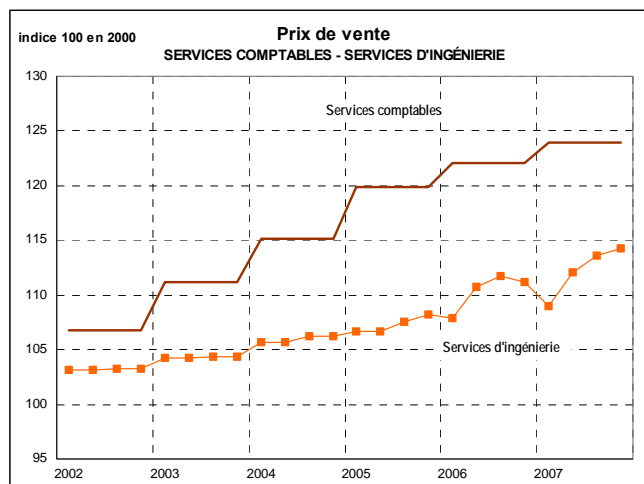
Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

Notices explicatives sur <http://indicespro.insee.fr>

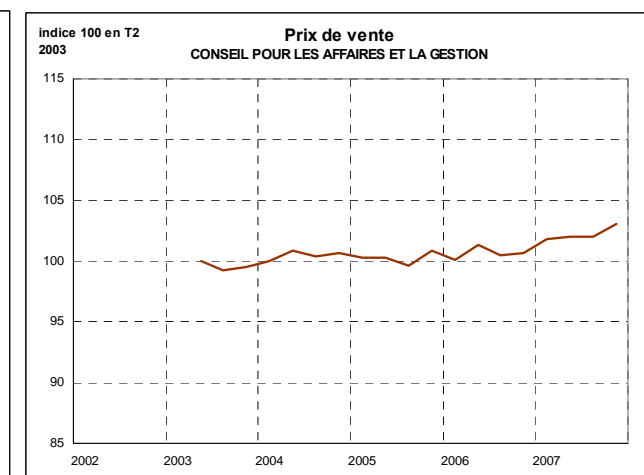


Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

## La production

CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N2	CONSEILS ET ASSISTANCE	72, 74.1 à 74.4	2,5	4,6	4,5	5,2	4,8
N21	Activités informatiques	72	3,3	6,4	4,4	7,5	6,3
N21.A	Conseil en systèmes informatiques	72.1Z	2,9	12,5	1,8	7,7	3,5
N21.B	Réalisation de logiciels	72.2A, 72.2C	1,5	6,3	8,3	8,3	8,2
N21.C	Traitement de données	72.3Z	7,9	10,2	12,4	6,9	7,8
N21.D	Activités de banques de données	72.4Z	-5,6	12,1	4,3	7,0	3,0
N21.E	Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique	72.5Z	7,6	-8,7	-16,5	3,9	1,5
N22	Services professionnels	74.1A, 74.1C, 74.1G	0,7	3,7	4,4	6,6	4,2
N22.A	Activités juridiques	74.1A	4,8	1,9	4,5	3,4	3,5
N22.B	Activités comptables	74.1C	-0,6	0,8	-1,2	5,9	3,8
N22.C	Conseil pour les affaires et la gestion	74.1G	-1,9	7,2	7,9	9,8	5,0
N23	Administration d'entreprises	74.1J	2,4	1,3	0,9	4,3	2,9
N24	Publicité et études de marché	74.1E, 74.4	-1,9	9,7	4,3	2,2	1,4
N24.A	Études de marché et sondages	74.1E	1,1	-0,9	-0,5	5,4	8,7
N24.B	Gestion de supports de publicité	74.4A	-1,5	26,7	6,4	2,4	-1,3
N24.C	Agences, conseil en publicité	74.4B	-2,8	4,9	4,3	1,5	1,2
N25	Architecture, ingénierie, contrôle	74.2, 74.3	5,6	4,0	8,3	2,9	6,5
N25.A	Activités d'architectes, géomètres	74.2A, 74.2B	5,2	7,0	5,5	1,5	2,8
N25.B	Ingénierie, études techniques	74.2C	6,1	3,2	9,2	3,0	7,2
N25.C	Contrôle et analyse technique	74.3	2,4	5,3	6,3	3,6	6,3
N4	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	73	-2,4	-0,3	2,6	1,4	2,3

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT								
Niveau de la production en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N2	CONSEILS ET ASSISTANCE	72, 74.1 à 74.4	185 649	190 095	200 443	212 804	227 781	242 639
N21	Activités informatiques	72	55 222	54 725	57 020	59 795	64 416	68 566
N21.A	Conseil en systèmes informatiques	72.1Z	12 638	12 353	13 487	13 797	14 992	15 755
N21.B	Réalisation de logiciels	72.2A, 72.2C	27 334	26 351	27 196	29 598	32 217	34 599
N21.C	Traitement de données	72.3Z	7 504	7 868	8 683	9 686	10 235	11 057
N21.D	Activités de banques de données	72.4Z	971	908	1 038	1 101	1 204	1 249
N21.E	Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique	72.5Z	6 775	7 245	6 613	5 614	5 769	5 905
N22	Services professionnels	74.1A, 74.1C, 74.1G	43 427	44 551	47 677	50 808	55 089	58 560
N22.A	Activités juridiques	74.1A	14 577	15 443	16 595	17 817	18 649	19 842
N22.B	Activités comptables	74.1C	11 512	11 892	12 416	12 767	13 790	14 549
N22.C	Conseil pour les affaires et la gestion	74.1G	17 338	17 216	18 666	20 224	22 650	24 169
N23	Administration d'entreprises	74.1J	33 806	35 368	36 578	37 640	40 168	42 306
N24	Publicité et études de marché	74.1E, 74.4	17 012	16 785	18 316	19 295	20 005	20 771
N24.A	Études de marché et sondages	74.1E	2 283	2 360	2 388	2 423	2 565	2 822
N24.B	Gestion de supports de publicité	74.4A	4 248	4 294	5 451	5 911	6 141	6 226
N24.C	Agences, conseil en publicité	74.4B	10 481	10 131	10 477	10 961	11 299	11 723
N25	Architecture, ingénierie, contrôle	74.2, 74.3	36 182	38 666	40 852	45 266	48 103	52 436
N25.A	Activités d'architecture	74.2A, 74.2B	5 472	5 818	6 323	6 751	7 124	7 707
N25.B	Ingénierie, études techniques	74.2C	26 786	28 741	30 133	33 756	35 948	39 244
N25.C	Contrôle et analyse technique	74.3	3 924	4 107	4 394	4 759	5 031	5 485
N4	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	73	22 827	22 777	23 230	24 316	25 182	26 367

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N2	CONSEILS ET ASSISTANCE	72, 74.1 à 74.4	-0,1	0,8	1,5	1,7	1,6
N21	Activités informatiques	72	-4,1	-2,0	0,4	0,2	0,1
N21.A	Conseil en systèmes informatiques	72.1Z	-5,0	-2,9	0,5	0,9	1,5
N21.B	Réalisation de logiciels	72.2A, 72.2C	-5,0	-2,9	0,5	0,5	-0,7
N21.C	Traitement de données	72.3Z	-2,8	0,1	-0,8	-1,1	0,2
N21.D	Activités de banques de données	72.4Z	-1,0	2,0	1,7	2,2	0,7
N21.E	Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique	72.5Z	-0,6	0,0	1,7	-1,1	0,9
N22	Services professionnels	74.1A, 74.1C, 74.1 G	1,9	3,2	2,1	1,8	2,0
N22.A	Activités juridiques	74.1A	1,1	5,5	2,7	1,3	2,8
N22.B	Activités comptables	74.1C	3,9	3,6	4,1	2,0	1,6
N22.C	Conseil pour les affaires et la gestion	74.1 G	1,2	1,1	0,4	2,0	1,6
N23	Administration d'entreprises	74.1J	2,2	2,1	2,0	2,3	2,3
N24	Publicité et études de marché	74.1E, 74.4	0,6	-0,5	1,0	1,4	2,4
N24.A	Études de marché et sondages	74.1E	2,2	2,1	2,0	0,4	1,2
N24.B	Gestion de supports de publicité	74.4A	2,6	0,2	1,9	1,5	2,7
N24.C	Agences, conseil en publicité	74.4B	-0,6	-1,4	0,3	1,6	2,5
N25	Architecture, ingénierie, contrôle	74.2, 74.3	1,2	1,6	2,3	3,3	2,4
N25.A	Activités d'architecture	74.2A, 74.2B	1,1	1,6	1,2	4,0	4,8
N25.B	Ingénierie, études techniques	74.2C	1,1	1,6	2,6	3,4	2,0
N25.C	Contrôle et analyse technique	74.3	2,2	1,6	1,9	2,0	1,8
N4	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	73	2,3	2,2	2,0	2,2	2,3

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

## La demande intérieure et l'investissement

CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
						en %	
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N2	CONSEILS ET ASSISTANCE	72, 74.1 à 74.4					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,9	4,8	4,7	5,0	4,8
	Demande de consommation finale		4,1	4,9	5,3	4,8	4,8
	Demande pour investissement		4,0	6,4	6,1	7,8	5,4
	dont : entreprises		3,7	6,3	5,7	9,0	6,5
	ménages		4,2	7,1	8,2	5,7	1,2
N21	Activités informatiques	72					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,9	4,9	4,2	7,5	5,9
	Demande de consommation finale		-1,7	7,8	1,5	5,0	7,7
	Demande pour investissement		3,7	7,0	5,3	8,0	7,5
	dont : entreprises		3,6	6,9	5,4	8,5	7,6
N21.A	Conseil en systèmes informatiques	72.1Z					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,6	12,4	1,7	8,1	3,3
	Demande pour investissement		3,4	12,5	2,0	6,9	4,0
	dont : entreprises		3,4	12,5	2,0	6,9	4,0
N21.B	Réalisation de logiciels	72.2A, 72.2C					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-5,4	3,6	16,7	8,7	9,9
	Demande de consommation finale		-5,4	12,7	-2,6	3,0	9,8
	Demande pour investissement		3,8	5,7	6,1	8,3	8,3
	dont : entreprises		3,7	5,1	6,6	9,0	8,7
N21.C	Traitement de données	72.3Z					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7,9	10,3	12,5	6,9	7,8
	Demande de consommation finale		0,0	2,8	2,6	5,0	7,1
N21.D	Activités de banques de données	72.4Z					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-4,5	11,7	2,9	16,2	1,9
	Demande de consommation finale		3,3	7,5	6,9	11,5	10,0
N21.E	Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique	72.5Z					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8,0	-9,2	-17,3	4,2	1,4
	Demande de consommation finale		-2	2,4	0,3	-1	1,6
N22	Services professionnels	74.1A, 74.1C, 74.1 G					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,2	4,6	4,5	6,3	6,5
	Demande de consommation finale		7,4	4,9	6,5	4,9	4,9
	Demande pour investissement		4,2	6,9	6,6	6,5	1,4
	dont : entreprises		4,5	7,5	-0,9	11,1	2,8
	ménages		4,1	7,3	8,7	5,7	0,9
N22.A	Activités juridiques	74.1A					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6,7	6,7	5,6	0,0	2,3
	Demande de consommation finale		7,9	5,2	6,7	5,0	4,9
	Demande pour investissement		4,2	6,9	6,6	6,5	1,4
	dont : entreprises		4,5	7,5	-0,9	11,1	2,8
	ménages		4,1	7,3	8,7	5,7	0,9
N22.B	Activités comptables	74.1C					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,6	0,8	-1,4	6,0	3,8
	Demande de consommation finale		-0,8	1,4	3,8	2,6	4,2
N22.C	Conseil pour les affaires et la gestion	74.1 G					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,7	5,8	7,8	10,4	10,5
N23	Administration d'entreprises	74.1J					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,4	1,3	0,9	4,3	2,9
N24	Publicité et études de marché	74.1E, 74.4					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,6	8,6	4,6	2,3	0,1
	Demande de consommation finale		-14,1	-7,1	-1,4	2,7	0,3

CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
						en %	
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N24.A	<i>Études de marché et sondages</i>	74.1E					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	-1,0	-0,5	5,5	8,9
N24.B	<i>Gestion de supports de publicité</i>	74.4A					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,1	13,6	5,6	2,5	-2,2
	Demande de consommation finale		-14,1	-7,1	-1,4	2,7	0,3
N24.C	<i>Agences, conseil en publicité</i>	74.4B					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,7	4,9	4,4	1,3	1,3
N25	<b>Architecture, ingénierie, contrôle</b>	<b>74.2, 74.3</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		<b>1,8</b>	<b>6,5</b>	<b>10,8</b>	<b>3,6</b>	<b>7,5</b>
	Demande de consommation finale		<b>-8,5</b>	<b>4,5</b>	<b>2,5</b>	<b>4,8</b>	<b>0,7</b>
	Demande pour investissement		<b>4,2</b>	<b>5,0</b>	<b>7,2</b>	<b>8,4</b>	<b>5,2</b>
	<i>dont : entreprises</i>		<b>3,6</b>	<b>5,1</b>	<b>7,5</b>	<b>9,4</b>	<b>5,5</b>
	<i>ménages</i>		<b>4,7</b>	<b>6,2</b>	<b>5,9</b>	<b>5,6</b>	<b>2,8</b>
N25.A	<i>Activités d'architecture</i>	74.2A, 74.2B					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,6	5,2	10,8	-14,4	2,6
	Demande pour investissement		5,5	7,4	4,4	5,0	2,8
	<i>dont : entreprises</i>		5,2	9,3	2,8	5,6	2,8
	<i>ménages</i>		4,7	6,2	5,9	5,6	2,8
N25.B	<i>Ingénierie, études techniques</i>	74.2C					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	6,3	11,8	4,7	7,9
	Demande pour investissement		3,6	3,8	8,8	10,1	6,4
	<i>dont : entreprises</i>		3,2	3,9	8,9	10,5	6,3
N25.C	<i>Contrôle et analyse technique</i>	74.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5,5	7,6	6,3	3,3	6,6
	Demande de consommation finale		-8,5	4,5	2,5	4,8	0,7
N4	<b>RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT</b>	<b>73</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,7	0,0	1,4	2,7	2,4

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT								
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N2	<b>CONSEILS ET ASSISTANCE</b>	<b>72, 74.1 à 74.4</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		149 501	153 500	162 462	171 588	183 585	195 903
	Demande de consommation finale		7 425	7 602	7 994	8 427	8 844	9 281
	Demande pour investissement		46 602	47 641	50 684	55 043	61 010	65 380
	<i>dont : entreprises</i>		31 542	31 900	33 629	36 316	40 299	43 399
	<i>ménages</i>		8 624	9 227	10 296	11 537	13 039	13 769
N21	<b>Activités informatiques</b>	<b>72</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		30 493	30 300	31 338	32 553	35 039	37 280
	Demande de consommation finale		1 089	1 071	1 147	1 158	1 211	1 293
	Demande pour investissement		24 214	23 864	24 782	26 446	28 669	30 723
	<i>dont : entreprises</i>		19 004	1 8711	19 419	20 771	22 595	24 266
N21.A	<i>Conseil en systèmes informatiques</i>	<i>72.1Z</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8 086	7 882	8 604	8 794	9 631	10 098
	Demande pour investissement		4 552	4 471	4 883	5 003	5 361	5 658
	<i>dont : entreprises</i>		4 552	4 471	4 883	5 003	5 361	5 658
N21.B	<i>Réalisation de logiciels</i>	<i>72.2A, 72.2C</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 700	6 918	6 959	7 954	8 739	9 542
	Demande de consommation finale		425	395	427	399	397	420
	Demande pour investissement		19 662	19 393	19 899	21 443	23 312	25 065
	<i>dont : entreprises</i>		14 452	14 240	14 536	15 768	17 234	18 608
N21.C	<i>Traitement de données</i>	<i>72.3Z</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 468	7 832	8 645	9 646	10 193	11 012
	Demande de consommation finale		36	36	38	40	42	45
N21.D	<i>Activités de banques de données</i>	<i>72.4Z</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		761	717	819	856	1 015	1 041
	Demande de consommation finale		331	346	377	409	461	510
N21.E	<i>Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique</i>	<i>72.5Z</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		6 478	6 951	6 308	5 304	5 458	5 587
	Demande de consommation finale		297	294	305	310	311	318
N22	<b>Services professionnels</b>	<b>74.1A, 74.1C, 74.1 G</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		37 168	39 230	42 005	44 612	48 378	52 629
	Demande de consommation finale		5 527	5 757	6 032	6 432	6 749	7 091
	Demande pour investissement		9 241	9 921	11 118	12 241	13 938	14 734
	<i>dont : entreprises</i>		1 913	2 059	2 320	2 355	2 800	3 000
	<i>ménages</i>		6 975	7 481	8 412	9 467	10 700	11 250
N22.A	<i>Activités juridiques</i>	<i>74.1A</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9 778	10 662	11 737	12 538	12 799	13 582
	Demande de consommation finale		5 171	5 400	5 665	6 046	6 348	6 671
	Demande pour investissement		9 241	9 921	11 118	12 241	13 938	14 734
	<i>dont : entreprises</i>		1 913	2 059	2 320	2 355	2 800	3 000
	<i>ménages</i>		6 975	7 481	8 412	9 467	10 700	11 250
N22.B	<i>Activités comptables</i>	<i>74.1C</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		11 156	11 535	12 049	12 381	13 389	14 129
	Demande de consommation finale		356	357	367	386	401	420
N22.C	<i>Conseil pour les affaires et la gestion</i>	<i>74.1 G</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		16 234	17 033	18 219	19 693	22 192	24 918
N23	<b>Administration d'entreprises</b>	<b>74.1J</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		33 806	35 368	36 578	37 640	40 168	42 306
N24	<b>Publicité et études de marché</b>	<b>74.1E, 74.4</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		24 837	24 684	26 664	27 896	28 958	29 616
	Demande de consommation finale		277	281	293	296	309	311
N24.A	<i>Études de marché et sondages</i>	<i>74.1E</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 308	2 358	2 383	2 418	2 562	2 823

CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT								
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N24.B	<i>Gestion de supports de publicité</i>	74.4A						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		12 032	12 159	13 765	14 466	15 064	15 030
	Demande de consommation finale		277	281	293	296	309	311
N24.C	<i>Agences, conseil en publicité</i>	74.4B						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10 497	10 167	10 516	11 012	11 332	11 763
N25	<b>Architecture, ingénierie, contrôle</b>	<b>74.2, 74.3</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		23 197	23 918	25 877	28 887	31 042	34 072
	Demande de consommation finale		532	493	522	541	575	586
	Demande pour investissement		13 147	13 856	14 784	16 356	18 403	19 923
	dont : entreprises		10 625	11 130	11 890	13 190	14 904	16 133
	ménages		1 649	1 746	1 884	2 070	2 339	2 519
N25.A	<i>Activités d'architecture</i>	74.2A, 74.2B						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 018	1 066	1 138	1 225	916	1 020
	Demande pour investissement		4 454	4 752	5 184	5 526	6 208	6 687
	dont : entreprises		2 396	2 548	2 828	2 941	3 323	3 579
	ménages		1 649	1 746	1 884	2 070	2 339	2 519
N25.B	<i>Ingénierie, études techniques</i>	74.2C						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		18 554	18 944	20 460	23 026	25 234	27 696
	Demande pour investissement		8 693	9 104	9 599	10 830	12 195	13 236
	dont : entreprises		8 229	8 582	9 062	10 249	11 581	1 554
N25.C	<i>Contrôle et analyse technique</i>	74.3						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 625	3 908	4 277	4 636	4 891	5 356
	Demande de consommation finale		532	493	522	541	575	586
N4	<b>RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT</b>	<b>73</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		22 355	22 225	22 737	23 508	24 664	25 848

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N2	<b>CONSEILS ET ASSISTANCE</b>	<b>72, 74.1 à 74.4</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,7	1,0	0,9	1,9	1,8
	Demande de consommation finale		-1,7	0,3	0,2	0,1	0,1
	Demande pour investissement		-1,7	0,0	2,3	2,8	1,7
	<i>dont : entreprises</i>		-2,5	-0,8	2,2	1,8	1,1
	<i>ménages</i>		2,6	4,2	3,6	6,9	4,3
N21	<b>Activités informatiques</b>	<b>72</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-3,4	-1,4	-0,3	0,2	0,5
	Demande de consommation finale		0,0	-0,7	-0,5	-0,4	-0,8
	Demande pour investissement		-5,0	-2,9	1,4	0,4	-0,3
	<i>dont : entreprises</i>		-5,0	-2,9	1,5	0,2	-0,2
N21.A	<i>Conseil en systèmes informatiques</i>	<i>72.1Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-5,0	-2,9	0,5	1,3	1,5
	Demande pour investissement		-5,0	-2,9	0,5	0,2	1,5
	<i>dont : entreprises</i>		-5,0	-2,9	0,5	0,2	1,5
N21.B	<i>Réalisation de logiciels</i>	<i>72.2A, 72.2C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-5,0	-2,9	-2,1	1,1	-0,6
	Demande de consommation finale		-1,7	-4,0	-4,1	-3,4	-3,7
	Demande pour investissement		-5,0	-2,9	1,6	0,4	-0,7
	<i>dont : entreprises</i>		-5,0	-2,9	1,8	0,2	-0,7
N21.C	<i>Traitement de données</i>	<i>72.3Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,8	0,1	-0,8	-1,1	0,2
	Demande de consommation finale		0,0	2,7	2,6	0,0	0,0
N21.D	<i>Activités de banques de données</i>	<i>72.4Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,4	2,2	1,5	2,2	0,6
	Demande de consommation finale		1,2	1,3	1,5	1,1	0,6
N21.E	<i>Entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique</i>	<i>72.5Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,7	-0,1	1,7	-1,2	0,9
	Demande de consommation finale		1,0	1,3	1,3	1,3	0,6
N22	<b>Services professionnels</b>	<b>74.1A, 74.1C, 74.1 G</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,3	2,4	1,6	2,0	2,1
	Demande de consommation finale		-3,0	-0,1	0,1	0,0	0,2
	Demande pour investissement		3,0	4,8	3,3	6,9	4,2
	<i>dont : entreprises</i>		3,0	4,8	2,4	7,0	4,2
	<i>ménages</i>		3,0	4,8	3,5	6,9	4,2
N22.A	<i>Activités juridiques</i>	<i>74.1A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	3,2	1,2	2,1	3,7
	Demande de consommation finale		-3,3	-0,2	0,0	0,0	0,2
	Demande pour investissement		3,0	4,8	3,3	6,9	4,2
	<i>dont : entreprises</i>		3,0	4,8	2,4	7,0	4,2
	<i>ménages</i>		3,0	4,8	3,5	6,9	4,2
N22.B	<i>Activités comptables</i>	<i>74.1C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,0	3,7	4,2	2,0	1,6
	Demande de consommation finale		1,1	1,4	1,3	1,3	0,5
N22.C	<i>Conseil pour les affaires et la gestion</i>	<i>74.1 G</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,2	1,1	0,3	2,1	1,6
N23	<b>Administration d'entreprises</b>	<b>74.1J</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	2,1	2,0	2,3	2,3
N24	<b>Publicité et études de marché</b>	<b>74.1E, 74.4</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	-0,6	0,0	1,5	2,1
	Demande de consommation finale		18,1	12,3	2,4	1,6	0,3
N24.A	<i>Études de marché et sondages</i>	<i>74.1E</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	2,1	2,0	0,4	1,2



CONSEILS ET ASSISTANCE, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N24.B	<i>Gestion de supports de publicité</i>	74.4A					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	-0,4	-0,5	1,6	2,0
	Demande de consommation finale		18,1	12,3	2,4	1,6	0,3
N24.C	<i>Agences, conseil en publicité</i>	74.4B					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,5	-1,4	0,3	1,6	2,5
N25	<b>Architecture, ingénierie, contrôle</b>	<b>74.2, 74.3</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	1,6	0,8	3,7	2,1
	Demande de consommation finale		1,2	1,4	1,1	1,4	1,2
	Demande pour investissement		1,1	1,6	3,2	3,8	2,9
	<i>dont : entreprises</i>		1,1	1,6	3,2	3,3	2,6
	<i>ménages</i>		1,1	1,6	3,8	7,0	4,8
N25.A	<i>Activités d'architecture</i>	74.2A, 74.2B					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	1,5	-2,9	-12,6	4,8
	Demande pour investissement		1,1	1,6	2,1	7,0	4,8
	<i>dont : entreprises</i>		1,1	1,6	1,2	7,0	4,8
	<i>ménages</i>		1,1	1,6	3,8	7,0	4,8
N25.B	<i>Ingénierie, études techniques</i>	74.2C					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,1	1,6	0,7	4,7	2,0
	Demande pour investissement		1,1	1,6	3,7	2,3	2,0
	<i>dont : entreprises</i>		1,1	1,6	3,8	2,3	2,0
N25.C	<i>Contrôle et analyse technique</i>	74.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	1,7	2,0	2,2	2,0
	Demande de consommation finale		1,2	1,4	1,1	1,4	1,2
N4	<b>RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT</b>	<b>73</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	2,3	2,0	2,2	2,3

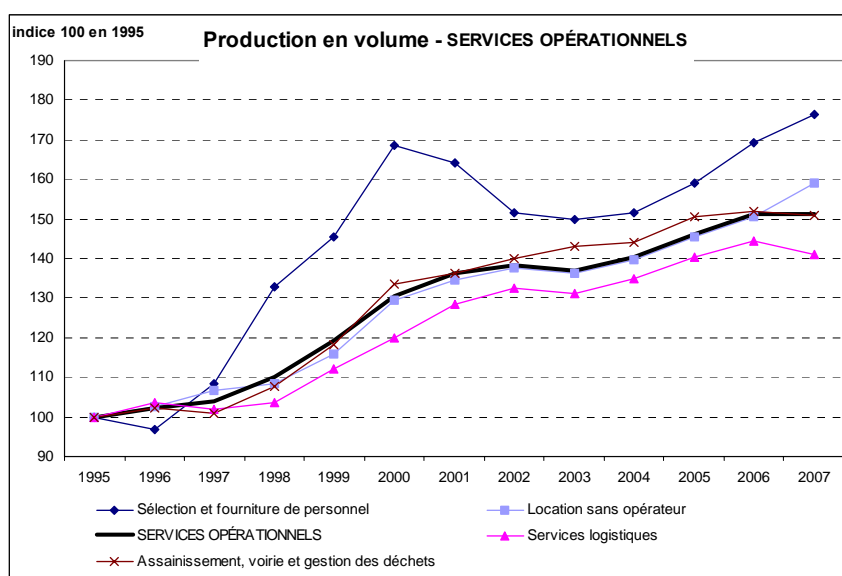
Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires



## La location sans opérateur s'affirme

En 2007, la production en volume des services opérationnels reste au même niveau que l'année précédente. Seules les activités de location accélèrent : avec + 5,8 % de croissance en volume, elles gagnent 2,4 points sur 2006. Les prix, stables ou bien très ralentis selon les segments de la location, expliquent peut-être cette performance. Les trois autres branches connaissent en 2007 un ralentissement d'activité. La croissance des activités de sélection et mise à disposition de personnel reste cependant élevée (+ 4,1 % après + 6,4 %), alors que l'assainissement (- 0,6 %) et les services logistiques (- 2,4 %) régressent. Ces derniers sont constitués à 80 % des « services divers aux entreprises », dont la croissance, déjà freinée en 2006, passe de 2,8 % à - 3,2 % en 2007, et dont les prix progressent à un rythme constant.



Source :comptes des services, Insee

Avec une augmentation de la production de 5,8 % en volume en 2007, les activités de **location sans opérateur** confirment leur dynamisme. Après le ralentissement de la croissance en 2001, qui avait même débouché en 2003 sur une baisse de la production (en valeur et en volume), celle-ci a retrouvé depuis 2004 une évolution positive. Parallèlement, les prix augmentent faiblement en 2007 (0,6 %), après une forte progression en 2006 (2,8 %). En valeur, la production de la branche dépasse 26,5 milliards d'euros, soit 6,5 % de plus qu'en 2006. Toutes les branches de la location participent à cette accélération de la croissance, et plus particulièrement la location d'autres matériels de transport que les voitures, et la location de biens personnels et domestiques.

La location d'autres matériels de transport, soutenue par la demande des entreprises,

augmente sa production en volume de 6,8 %, contre + 2,0 % seulement en 2006. Cette activité comprend la location de camions, remorques, wagons, conteneurs, caravanes, auto-caravanes, motos, cars, mais aussi de matériels de transport par eau, matériels de pêche et d'appareils de transport aérien (sans pilote). Les segments de la location d'autres matériels de transport terrestre et d'appareils de transport aérien participent essentiellement à cette augmentation.

La production de la location de véhicules automobiles augmente de 4,2 %, conservant le même rythme qu'en 2006. Cependant, l'augmentation des prix de la branche location, + 1,4 %, ralentit après la forte progression de l'année précédente (+ 4,6 %). La consommation des ménages a fortement soutenu cette activité,

en progressant deux fois plus qu'en 2006, mais elle ne représente qu'une faible part de la demande totale, la consommation des entreprises étant sept fois plus élevée. Celle-ci est plus stable, elle progresse d'environ 4 % ces deux dernières années.

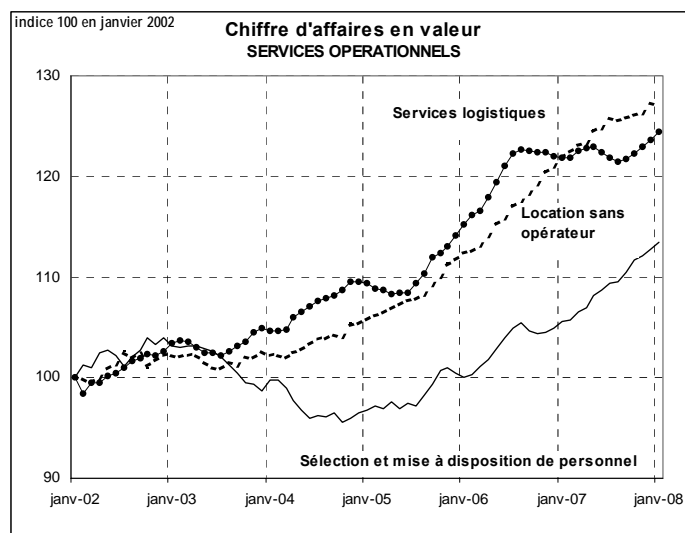
La branche loueur du CNPA (Conseil national des professions de l'automobile) a constaté une stabilisation du marché de la location de voitures courte durée avec 2,85 millions de locataires et 7,41 millions de locations. Le premier semestre 2007 a été moins porteur que le premier semestre 2006, notamment en raison de l'attente des entreprises par rapport aux élections présidentielle et législatives. Le CNPA indique qu'un locataire sur cinq a loué pour la première fois, et plus d'un quart des nouveaux locataires sont des jeunes de 18-25 ans. La part des locations pour motif personnel connaît une forte hausse, passant de 50 à 55% de l'ensemble. À l'inverse, les locations effectuées dans un cadre professionnel sont en recul.

Le temps des croissances à deux chiffres du début des années 2000 est révolu pour le secteur de la location longue durée. Après les années décevantes de 2004 et 2005, le chiffre d'affaires progresse plus en 2007 qu'en 2006. D'après les professionnels, les opérateurs proposent des offres ciblées sur les très petites entreprises (TPE) et sur les petites et moyennes entreprises (PME), le marché des grands comptes étant arrivé à maturité.

L'activité de la location de machines de bureau et de matériel informatique est en récession depuis 2002, plus marquée en 2005 et 2006. Pour cette année, la production de la branche se redresse, avec une activité en volume quasiment stable. Depuis 2004, les prix n'augmentent plus.

Branche d'activité la plus dynamique de la location sans opérateur et pesant le plus (plus de 9 milliards d'euros en valeur et volume), la location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique augmente sa production de 7,4 %, aussi fortement qu'en 2006 (+ 7,7 %). La croissance des prix est plus faible en 2007 (+ 0,8 %) qu'en 2006 (+ 1,2 %), année qui suivait une période de baisse ou de stagnation. Cette activité a probablement profité de la bonne santé du secteur de la construction, notamment dans l'immobilier d'entreprise, ainsi que de la vitalité du marché de l'entretien. De plus, le taux de TVA réduit sur les travaux d'amélioration de l'habitat, prorogé jusqu'en 2010, a sans doute joué un rôle moteur.

L'activité de la location de biens personnels et domestiques<sup>26</sup> augmente en valeur de 6,8 %. Comme les prix sont en baisse de 0,2%, il en résulte pour 2007 une progression de sa production en volume (+ 7 %). Les ménages ont fortement recouru aux services de location de biens personnels et domestiques. Leur consommation a augmenté en volume de 9,3 % alors qu'elle avait baissé de 0,2 % en 2006.



indice de valeur CVS-CJO  
indice 100 en janvier 2002 (moyenne mobile d'ordre 3)  
Source : indices de chiffre d'affaires, Insee.

Ces indices mensuels sont publiés par l'Insee dans les *Informations rapides* et sur le site Insee ([www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb](http://www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb) rubrique *indices de chiffre d'affaires - ICA*) au niveau des classes NAF et à des niveaux plus agrégés, selon des regroupements ad-hoc ou selon la NES.

<sup>26</sup> Location de linge, mais aussi de matériel médical et paramédical, équipements récréatifs et de loisirs (bateaux de plaisance, articles de sport, instruments de musique, etc.), équipements domestiques (plantes vertes, vaisselle, bijoux, mobilier d'appoint, etc.), matériels et supports audiovisuels, matériel de bricolage et jardinage, vêtements, costumes de scène, etc.

La bonne progression de la **sélection et fourniture de personnel** (+ 4,1 %) est fortement liée à celle du travail temporaire (+ 4,0 %) puisque celui-ci représente 88 % de l'ensemble de la branche. Cette progression est moins importante que celle des deux dernières années (autour de + 6 % pour le travail temporaire). Selon la Dares<sup>27</sup>, après une forte augmentation au premier trimestre 2007, le volume du travail en équivalents temps plein progresse faiblement au deuxième trimestre (+ 0,5 %), diminue considérablement au troisième trimestre (- 3,1 %) avant de progresser de + 3,6 % au quatrième trimestre. Au total, le nombre d'intérimaires en équivalents temps plein s'établit à 645 700 au quatrième trimestre 2007 (soit + 4,7 % par rapport au quatrième trimestre 2006). Cet effectif représente 3,6 % de l'ensemble des salariés.

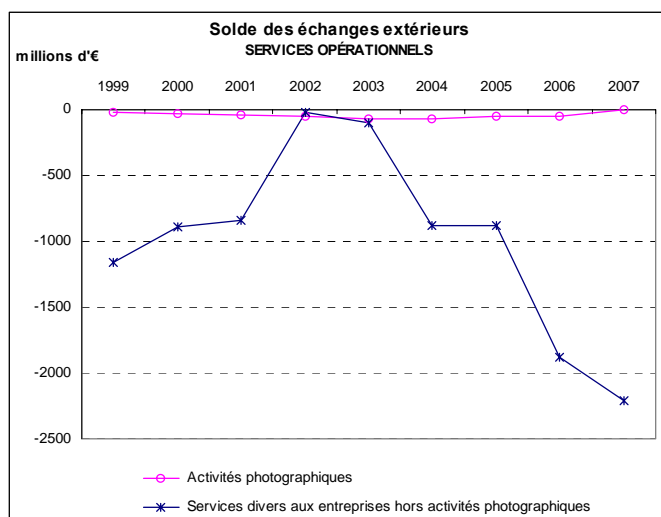
L'activité de la sélection et mise à disposition de personnel (placement des hôtesse ou des mannequins, gestion de ressources humaines, conseil en recrutement), augmente de 5,2 % en 2007, soutenue par l'importance de la demande de cadres confirmés. L'arrivée massive à l'âge de la retraite des baby-boomers a fait exploser les besoins des entreprises en cadres en 2006 ; la demande en cadres reste soutenue en 2007.

Les **services logistiques** n'ont pas renouvelé leur performance de 2006 qui consolidait la reprise de la croissance de ses branches. Leur production baisse de 2,4 % en volume, et s'est accompagnée d'une évolution des prix de + 2,6 %, supérieure à l'évolution annuelle moyenne des six années précédentes. La baisse d'activité est limitée par le recours croissant des entreprises aux activités de nettoyage industriel. Mais ce segment ne pèse que 12 % dans les services logistiques.

Les activités de nettoyage industriel continuent leur croissance, réalisant la meilleure progression des services logistiques : + 4 % en 2007 en volume. Ce marché, qui ne semble pas avoir atteint le maximum de son potentiel, a progressé chaque année entre 3 et 5 % depuis 2003. La croissance des prix de production, + 2,6 % en 2007, est presque aussi élevée qu'en 2006 (+ 2,8 %). De 2000 à 2005, la croissance des prix avait oscillé entre + 1,8 % et + 2,5 %. Les dispositifs mis en oeuvre en 2006 pour faciliter l'embauche de jeunes salariés ont permis d'accompagner 130 000, selon l'ANPE. Fin 2007, ces contrats d'apprentissage et de professionnalisation ont été complétés par la signature d'accords entre les fédérations professionnelles et le Conseil National des Missions Locales : le partenariat est destiné à structurer des programmes d'actions complets à l'échelle territoriale. Recrutant 19 000 personnes par an, la branche doit faire face au vieillissement de ses salariés.

En 2007 les activités d'enquêtes et sécurité régressent de 2,3 %, alors que leur activité avait fait un bond de + 5,5 % l'année précédente, après + 4,3 % en 2005. Mais la hausse des prix dans ce secteur atteint 6,2 % alors qu'ils n'avaient pas dépassé + 3,6 % d'augmentation depuis 2000. En valeur la croissance n'est plus que de 3,7 % alors que le chiffre d'affaires progressait de + 7,6 % et + 8,6 % en 2005 et 2006. La période de croissance à deux chiffres du début de la décennie semble être définitivement terminée.

Pour la sixième année consécutive, les activités photographiques baissent. L'année 2007 semble pourtant être la fin d'un long purgatoire, avec - 1,8 %, juste après - 9 % en 2006 et - 13 % en 2005. En huit ans la production de ces services a chuté de près de 30 % en volume. Les prix repartent légèrement à la hausse (+ 0,5 %) après une année de baisse. En termes d'évolution de chiffre d'affaires, la plus forte récession aura été observée en 2005.

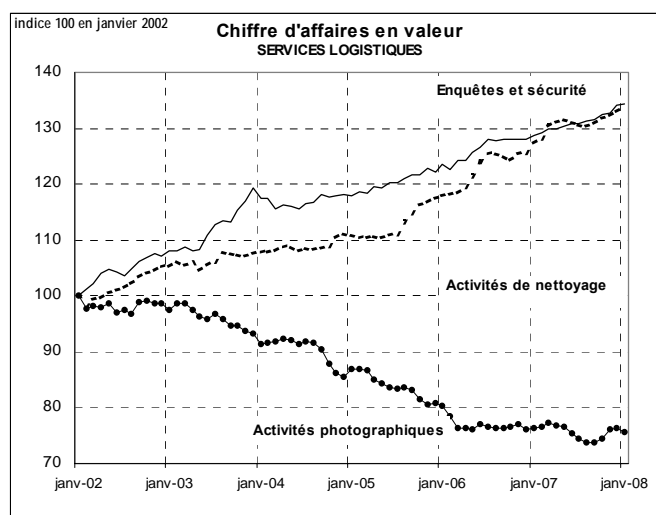


Source : comptes des services, Insee

<sup>27</sup> Dares : direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques.

Les *services divers aux entreprises (hors activités photographiques)*<sup>28</sup>, qui portent 80 % de l'activité des services logistiques, ont vu le volume de leur activité régresser de - 3,2 % en 2007. Les trois années précédentes se situaient entre + 2,8 % et + 4,5 %. Les prix se maintiennent à + 2,3 % ; un point de chiffre d'affaires a donc été perdu en 2007. Le sous-ensemble « services annexes à la production », représentant les 3/4 des services logistiques, subit une évolution contrastée : après avoir augmenté de 12 % en 2006, son activité régresse de 2 % en 2007. Les activités de secrétariat et traduction, des centres d'appel et le conditionnement à façon progressent une nouvelle fois, de 4 % à 6 % ; en revanche le routage perd du terrain pour la troisième année consécutive.

Depuis 2003, le déficit des échanges extérieurs ne cesse de se creuser : en 2007 le solde tombe à - 2,2 milliards, malgré près de 10 milliards d'exportations. Ces services incluent des activités financières de recouvrement de facture, qui peuvent expliquer les flux importants. Ils comprennent aussi les services de centre d'appels. Ces statistiques du commerce extérieur, élaborées par la Banque de France, ne peuvent pas fournir de détails suffisamment fiables pour séparer ces activités.



indice de valeur CVS-CJO  
 indice 100 en janvier 2002 (moyenne mobile d'ordre 3)  
 Source : indices de chiffre d'affaires, Insee.

Ces indices mensuels sont publiés par l'Insee dans les *Informations rapides* et sur le site Insee ([www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb](http://www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb)) rubrique *indices de chiffre d'affaires - ICA* au niveau des classes NAF et à des niveaux plus agrégés, selon des regroupements ad-hoc ou selon la NES.

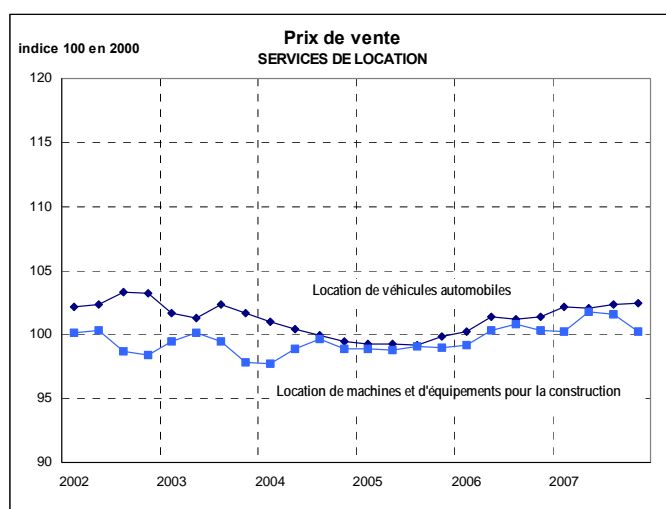
<sup>28</sup> Conditionnement à façon, secrétariat et traduction, routage, centres d'appel, organisation de foires et salons, services annexes à la production.

## Les prix de vente

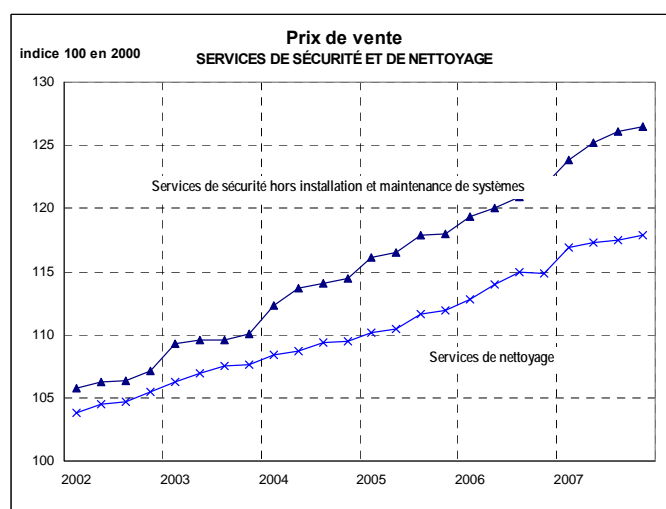
SERVICES OPÉRATIONNELS																							
Indices de prix de vente																							
Branche	Code NAF	base 100 en	2003				2004				2005				2006				2007				
			T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	
Services de sécurité hors installation et maintenance de systèmes	74.6Z	2000	109,3	109,6	109,6	110,1	112,3	113,7	114,1	114,5	116,1	116,5	117,9	118,0	119,3	120,0	120,9	121,8	123,8	125,2	126,1	126,5	
Services de nettoyage	74.7Z	2000	106,3	106,9	107,5	107,6	108,4	108,7	109,4	109,5	110,2	110,5	111,6	111,9	112,8	114,0	115,0	114,9	116,9	117,3	117,5	117,9	
Location de véhicules automobiles courte durée	71.1	2000	101,7	101,3	102,3	101,7	101,0	100,4	99,9	99,5	99,3	99,3	99,2	99,8	100,2	101,4	101,2	101,4	102,2	102,1	102,3	102,4	
Location de machines et équipements pour la construction	71.3C	2000	99,5	100,1	99,5	97,8	97,7	98,9	99,6	98,9	98,9	98,8	99,1	99,0	99,2	100,3	100,8	100,3	100,2	101,8	101,6	100,2	
Sélection et fourniture de personnel	74.5	T1 04					100,0	101,2	101,9	103,3	102,9	103,4	104,8	105,7	105,5	106,5	107,0	107,7	108,3	109,9	109,7	110,5	

Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

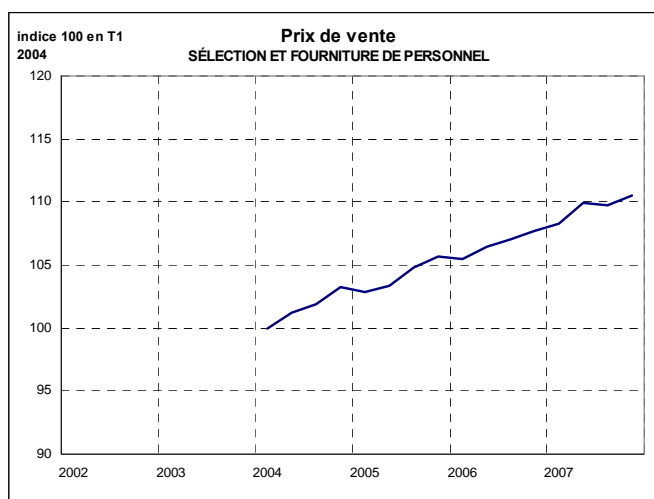
Notices explicatives sur <http://indicespro.insee.fr>



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.



Source : indices de prix dans les services aux entreprises, Insee.

## La production

SERVICES OPÉRATIONNELS								
Taux de croissance de la production en VOLUME								en %
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *	
N3	SERVICES OPÉRATIONNELS	71, 74.5 à 74.8, 90	-0,8	2,3	4,2	3,4	0,1	
N31	Location sans opérateur	71	-1,0	2,4	4,2	3,4	5,8	
N31.A	Location de véhicules automobiles	71.1	1,8	0,3	5,2	4,0	4,2	
N31.B	Location d'autres matériels de transport	71.2	1,5	2,7	7,9	2,0	6,8	
N31.C	Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique	71.3A, 71.3C, 71.3G	-4,6	7,3	10,3	7,7	7,4	
N31.D	Location de machines de bureau et de matériel informatique	71.3E	-2,5	-5,8	-22,3	-12,3	-0,2	
N31.E	Location de biens personnels et domestiques	71.4	0,4	3,0	5,3	3,2	7,0	
N32	Sélection et fourniture de personnel	74.5	-1,2	1,0	5,1	6,4	4,1	
N32.A	Sélection et mise à disposition de personnel	74.5A	2,1	-0,5	-0,1	10,0	5,2	
N32.B	Travail temporaire	74.5B	-1,6	1,2	5,8	6,0	4,0	
N33	Services logistiques	74.6 à 74.8	-1,1	2,9	3,9	3,0	-2,4	
N33.A	Enquêtes et sécurité	74.6Z	4,5	0,4	4,3	5,5	-2,3	
N33.B	Activités de nettoyage	74.7Z	3,9	3,5	3,1	4,7	4,0	
N33.C	Activités photographiques	74.8A, 74.8B	-3,1	-4,6	-13,1	-8,5	-1,8	
N33.D	Services divers aux entreprises hors activités photographiques	74.8D, 74.8F, 74.8G, 74.8H, 74.8J, 74.8K	-2,1	3,4	4,5	2,8	-3,2	
N34	Assainissement, voirie et gestion des déchets	90	2,3	0,5	4,6	0,9	-0,6	
N34.A	Collecte et traitement des eaux usées	90.0A	4,4	17,2				
N34.B	Enlèvement et traitement des ordures ménagères et autres travaux d'assainissement et de voiries	90.0B, 90.0G	0,6	7,2				
N34.C	Traitement des autres déchets solides	90.0E	1,4	7,7				

SERVICES OPÉRATIONNELS								
Niveau de la production en VALEUR								en millions d'€
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
N3	SERVICES OPÉRATIONNELS	71, 74.5 à 74.8, 90	140 983	142 924	149 232	157 944	167 622	172 208
N31	Location sans opérateur	71	22 078	21 934	22 432	23 450	24 940	26 564
N31.A	Location de véhicules automobiles	71.1	5 920	6 039	6 027	6 384	6 942	7 335
N31.B	Location d'autres matériels de transport	71.2	3 438	3 496	3 589	3 874	4 122	4 400
N31.C	Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique	71.3A, 71.3C, 71.3G	6 941	6 612	7 062	7 800	8 502	9 208
N31.D	Location de machines de bureau et de matériel informatique	71.3E	2 708	2 673	2 518	1 956	1 716	1 713
N31.E	Location de biens personnels et domestiques	71.4	3 071	3 114	3 236	3 436	3 659	3 908
N32	Sélection et fourniture de personnel	74.5	22 420	22 782	23 676	24 947	27 246	29 210
N32.A	Sélection et mise à disposition de personnel	74.5A	2 644	2 775	2 841	2 911	3 313	3 624
N32.B	Travail temporaire	74.5B	19 776	20 007	20 835	22 036	23 933	25 586
N33	Services logistiques	74.6 à 74.8	84 086	85 045	89 404	94 776	99 792	99 956
N33.A	Enquêtes et sécurité	74.6Z	5 138	5 536	5 754	6 189	6 721	6 971
N33.B	Activités de nettoyage	74.7Z	8 637	9 182	9 667	10 168	10 941	11 673
N33.C	Activités photographiques	74.8A, 74.8B	2 489	2 454	2 358	2 066	1 884	1 860
N33.D	Services divers aux entreprises hors activités photographiques	74.8D, 74.8F, 74.8G, 74.8H, 74.8J, 74.8K	67 822	67 873	71 625	76 353	80 247	79 452
N34	Assainissement, voirie et gestion des déchets	90	12 399	13 163	13 720	14 771	15 644	16 478
N34.A	Collecte et traitement des eaux usées	90.0A	5 249	5 667	6 843			
N34.B	Enlèvement et traitement des ordures ménagères et autres travaux d'assainissement et de voiries	90.0B, 90.0G	5 463	5 745	6 433			
N34.C	Traitement des autres déchets solides	90.0E	1 687	1 751	1 887			

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires



SERVICES OPÉRATIONNELS								
Taux de croissance du PRIX de la production								
en %								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *	
N3	<b>SERVICES OPÉRATIONNELS</b>	71, 74.5 à 74.8, 90	2,2	2,0	1,6	2,7	2,6	
N31	<b>Location sans opérateur</b>	71	0,3	-0,2	0,4	2,8	0,6	
N31.A	<i>Location de véhicules automobiles</i>	71.1	0,2	-0,5	0,7	4,6	1,4	
N31.B	<i>Location d'autres matériels de transport</i>	71.2	0,2	0,0	0,0	4,3	0,0	
N31.C	<i>Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique</i>	71.3A, 71.3C, 71.3G	-0,2	-0,5	0,2	1,2	0,8	
N31.D	<i>Location de machines de bureau et de matériel informatique</i>	71.3E	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	
N31.E	<i>Location de biens personnels et domestiques</i>	71.4	1,0	0,9	0,9	3,2	-0,2	
N32	<b>Sélection et fourniture de personnel</b>	74.5	2,8	2,9	0,3	2,6	2,9	
N32.A	<i>Sélection et mise à disposition de personnel</i>	74.5A	2,8	2,9	2,6	3,5	4,0	
N32.B	<i>Travail temporaire</i>	74.5B	2,8	2,9	0,0	2,5	2,8	
N33	<b>Services logistiques</b>	74.6 à 74.8	2,3	2,1	2,0	2,3	2,6	
N33.A	<i>Enquêtes et sécurité</i>	74.6Z	3,1	3,5	3,1	2,9	6,2	
N33.B	<i>Activités de nettoyage</i>	74.7Z	2,3	1,8	2,0	2,8	2,6	
N33.C	<i>Activités photographiques</i>	74.8A, 74.8B	1,8	0,7	0,8	-0,3	0,5	
N33.D	<i>Services divers aux entreprises hors activités photographiques</i>	74.8D, 74.8F, 74.8G, 74.8H, 74.8J, 74.8K	2,2	2,1	2,0	2,2	2,3	
N34	<b>Assainissement, voirie et gestion des déchets</b>	90	3,8	3,7	2,9	5,0	5,9	
N34.A	<i>Collecte et traitement des eaux usées</i>	90.0A	3,4	3,0	4,6	4,6		
N34.B	<i>Enlèvement et traitement des ordures ménagères et autres travaux d'assainissement et de voiries</i>	90.0B, 90.0G	4,5	4,5				
N34.C	<i>Traitement des autres déchets solides</i>	90.0E	2,4	0,1				

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

## La demande intérieure et l'investissement

		SERVICES OPÉRATIONNELS					
		Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME					en %
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
<b>N3</b>	<b>SERVICES OPÉRATIONNELS</b>	<b>71, 74.5 à 74.8, 90</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,4	2,6	4,3	3,7	0,1
	Demande de consommation finale		0,4	0,3	0,9	-0,1	2,1
<b>N31</b>	<b>Location sans opérateur</b>	<b>71</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,5	2,7	4,4	3,2	5,5
	Demande de consommation finale		-1,5	2,2	4,7	0,6	8,1
<b>N31.A</b>	<i>Location de véhicules automobiles</i>	<i>71.1</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,1	1,3	5,6	4,2	4,0
	Demande de consommation finale		-6,3	-6,3	2,8	2,5	5,7
<b>N31.B</b>	<i>Location d'autres matériels de transport</i>	<i>71.2</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,5	2,7	8,0	2,0	6,8
	Demande de consommation finale		-4,0	-8,3	4,5	0,0	4,2
<b>N31.C</b>	<i>Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique</i>	<i>71.3A, 71.3C, 71.3G</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-3,2	7,6	10,7	6,0	7,3
<b>N31.D</b>	<i>Location de machines de bureau et de matériel informatique</i>	<i>71.3E</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-2,4	-5,8	-22,6	-12,6	-0,2
	Demande de consommation finale		-5,7	-3,0	0,0	3,1	0,0
<b>N31.E</b>	<i>Location de biens personnels et domestiques</i>	<i>71.4</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,4	-0,6	4,8	6,8	4,7
	Demande de consommation finale		1,3	6,7	5,7	-0,2	9,3
<b>N32</b>	<b>Sélection et fourniture de personnel</b>	<b>74.5</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,8	1,5	5,2	6,3	4,1
<b>N32.A</b>	<i>Sélection et mise à disposition de personnel</i>	<i>74.5A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,7	3,1	2,5	8,4	4,5
<b>N32.B</b>	<i>Travail temporaire</i>	<i>74.5B</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,6	1,2	5,8	6,0	4,0
<b>N33</b>	<b>Services logistiques</b>	<b>74.6 à 74.8</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,7	3,9	3,9	3,5	-2,1
	Demande de consommation finale		-3,0	-4,4	-2,8	-1,9	2,4
<b>N33.A</b>	<i>Enquêtes et sécurité</i>	<i>74.6Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,6	0,4	4,0	5,7	-2,3
	Demande de consommation finale		2,5	2,4	2,3	4,3	4,1
<b>N33.B</b>	<i>Activités de nettoyage</i>	<i>74.7Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4,2	3,6	3,0	4,6	3,9
	Demande de consommation finale		0,9	1,5	4,8	5,2	5,1
<b>N33.C</b>	<i>Activités photographiques</i>	<i>74.8A, 74.8B</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,7	1,3	-23,1	-16,0	-5,5
	Demande de consommation finale		-5,2	-7,8	-7,5	-7,6	0,2
<b>N33.D</b>	<i>Services divers aux entreprises hors activités photographiques</i>	<i>74.8D, 74.8F, 74.8G, 74.8H, 74.8J, 74.8K</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,7	4,2	4,4	3,4	-2,7
	Demande de consommation finale		1,0	1,0	3,8	6,8	4,2
<b>N34</b>	<b>Assainissement, voirie et gestion des déchets</b>	<b>90</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,6	-2,7	4,9	1,7	-0,4
	Demande de consommation finale		2,9	1,7	0,8	0,3	-0,4
<b>N34.A</b>	<i>Collecte et traitement des eaux usées</i>	<i>90.0A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		10,2	-9,8	-81,1	-4,3	
	Demande de consommation finale		1,2	4,7	-4,3	-4,4	
<b>N34.B</b>	<i>Enlèvement et traitement des ordures ménagères et autres travaux d'assainissement et de voiries</i>	<i>90.0B, 90.0G</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,2	-1,2			
	Demande de consommation finale		5,0	3,8			
<b>N34.C</b>	<i>Traitement des autres déchets solides</i>	<i>90.0E</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	5,5			

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

SERVICES OPÉRATIONNELS								
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
<b>N3</b>	<b>SERVICES OPÉRATIONNELS</b>	<b>71, 74.5 à 74.8, 90</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		141 232	143 468	150 261	158 990	169 406	174 193
	Demande de consommation finale		10 212	10 417	10 723	11 209	11 622	12 294
<b>N31</b>	<b>Location sans opérateur</b>	<b>71</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		19 967	19 933	20 404	21 366	22 657	24 081
	Demande de consommation finale		2 362	2 343	2 415	2 549	2 656	2 879
<b>N31.A</b>	<i>Location de véhicules automobiles</i>	<i>71.1</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 106	5 275	5 305	5 637	6 141	6 476
	Demande de consommation finale		814	764	722	747	801	859
<b>N31.B</b>	<i>Location d'autres matériels de transport</i>	<i>71.2</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 413	3 472	3 567	3 851	4 098	4 375
	Demande de consommation finale		25	24	22	23	24	25
<b>N31.C</b>	<i>Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique</i>	<i>71.3A, 71.3C, 71.3G</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 192	6 954	7 449	8 265	8 875	9 604
<b>N31.D</b>	<i>Location de machines de bureau et de matériel informatique</i>	<i>71.3E</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 673	2 640	2 486	1 924	1 683	1 680
	Demande de consommation finale		35	33	32	32	33	33
<b>N31.E</b>	<i>Location de biens personnels et domestiques</i>	<i>71.4</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 583	1 592	1 597	1 689	1 861	1 946
	Demande de consommation finale		1 488	1 522	1 639	1 747	1 798	1 962
<b>N32</b>	<b>Sélection et fourniture de personnel</b>	<b>74.5</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		23 262	23 703	24 729	26 103	28 483	30 510
<b>N32.A</b>	<i>Sélection et mise à disposition de personnel</i>	<i>74.5A</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 486	3 696	3 894	4 067	4 550	4 924
<b>N32.B</b>	<i>Travail temporaire</i>	<i>74.5B</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		19 776	20 007	20 835	22 036	23 933	25 586
<b>N33</b>	<b>Services logistiques</b>	<b>74.6 à 74.8</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		83 553	84 787	89 954	95 305	100 959	101 404
	Demande de consommation finale		2 522	2 490	2 421	2 391	2 363	2 450
<b>N33.A</b>	<i>Enquêtes et sécurité</i>	<i>74.6Z</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		5 113	5 511	5 726	6 143	6 684	6 933
	Demande de consommation finale		40	42	44	46	49	51
<b>N33.B</b>	<i>Activités de nettoyage</i>	<i>74.7Z</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		7 984	8 511	8 960	9 405	10 120	10 787
	Demande de consommation finale		653	671	707	763	821	886
<b>N33.C</b>	<i>Activités photographiques</i>	<i>74.8A, 74.8B</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		914	954	972	753	630	599
	Demande de consommation finale		1 628	1 572	1 460	1 361	1 254	1 262
<b>N33.D</b>	<i>Services divers aux entreprises hors activités photographiques</i>	<i>74.8D, 74.8F, 74.8G, 74.8H, 74.8J, 74.8K</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		69 542	69 811	74 296	79 004	83 478	83 085
	Demande de consommation finale		201	205	210	221	239	251
<b>N34</b>	<b>Assainissement, voirie et gestion des déchets</b>	<b>90</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		14 450	15 045	15 174	16 216	17 307	18 198
	Demande de consommation finale		5 328	5 584	5 887	6 269	6 603	6 965
<b>N34.A</b>	<i>Collecte et traitement des eaux usées</i>	<i>90.0A</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3 533	3 909	3 635	717	717	
	Demande de consommation finale		2 940	2 976	3 208	3 213	3 213	
<b>N34.B</b>	<i>Enlèvement et traitement des ordures ménagères et autres travaux d'assainissement et de voiries</i>	<i>90.0B, 90.0G</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		9 079	9 234	9 533	3 380		
	Demande de consommation finale		2 388	2 608	2 829	3 056		
<b>N34.C</b>	<i>Traitement des autres déchets solides</i>	<i>90.0E</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 838	1 902	2 008	131		

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

SERVICES OPÉRATIONNELS							
Taux de croissance des PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
<b>N3</b>	<b>SERVICES OPÉRATIONNELS</b>	<b>71, 74.5 à 74.8, 90</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	2,1	1,4	2,7	2,7
	Demande de consommation finale		1,6	2,6	3,6	3,8	3,6
<b>N31</b>	<b>Location sans opérateur</b>	<b>71</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,3	-0,3	0,3	2,8	0,7
	Demande de consommation finale		0,7	0,9	0,8	3,5	0,3
<b>N31.A</b>	<i>Location de véhicules automobiles</i>	<i>71.1</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,2	-0,7	0,7	4,6	1,4
	Demande de consommation finale		0,1	0,8	0,7	4,6	1,4
<b>N31.B</b>	<i>Location d'autres matériels de transport</i>	<i>71.2</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,2	0,0	0,0	4,3	0,0
	Demande de consommation finale		0,0	0,0	0,0	4,3	0,0
<b>N31.C</b>	<i>Location de machines et équipements, hors machines de bureau et matériel informatique</i>	<i>71.3A, 71.3C, 71.3G</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,1	-0,5	0,2	1,3	0,9
<b>N31.D</b>	<i>Location de machines de bureau et de matériel informatique</i>	<i>71.3E</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,2	0,0	0,0	0,0	0,0
	Demande de consommation finale		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>N31.E</b>	<i>Location de biens personnels et domestiques</i>	<i>71.4</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,0	0,9	0,9	3,2	-0,2
	Demande de consommation finale		1,0	0,9	0,9	3,2	-0,2
<b>N32</b>	<b>Sélection et fourniture de personnel</b>	<b>74.5</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,7	2,8	0,3	2,6	2,9
<b>N32.A</b>	<i>Sélection et mise à disposition de personnel</i>	<i>74.5A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,3	2,2	1,9	3,2	3,6
<b>N32.B</b>	<i>Travail temporaire</i>	<i>74.5B</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,8	2,9	0,0	2,5	2,8
<b>N33</b>	<b>Services logistiques</b>	<b>74.6 à 74.8</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	2,1	1,9	2,3	2,6
	Demande de consommation finale		1,8	1,7	1,6	0,8	1,3
<b>N33.A</b>	<i>Enquêtes et sécurité</i>	<i>74.6Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,1	3,5	3,1	2,9	6,2
	Demande de consommation finale		2,4	2,3	2,2	2,1	0,0
<b>N33.B</b>	<i>Activités de nettoyage</i>	<i>74.7Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,3	1,6	1,9	2,8	2,6
	Demande de consommation finale		1,8	3,8	3,0	2,2	2,7
<b>N33.C</b>	<i>Activités photographiques</i>	<i>74.8A, 74.8B</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	0,6	0,8	-0,3	0,5
	Demande de consommation finale		1,8	0,7	0,8	-0,3	0,5
<b>N33.D</b>	<i>Services divers aux entreprises hors activités photographiques</i>	<i>74.8D, 74.8F, 74.8G, 74.8H, 74.8J, 74.8K</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	2,1	1,9	2,2	2,3
	Demande de consommation finale		1,0	1,4	1,4	1,3	0,8
<b>N34</b>	<b>Assainissement, voirie et gestion des déchets</b>	<b>90</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,5	3,7	1,9	5,0	5,5
	Demande de consommation finale		1,8	3,7	5,6	5,0	5,9
<b>N34.A</b>	<i>Collecte et traitement des eaux usées</i>	<i>90.0A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,4	3,1	4,5	4,5	
	Demande de consommation finale		0,0	3,0	4,6	4,6	
<b>N34.B</b>	<i>Enlèvement et traitement des ordures ménagères et autres travaux d'assainissement et de voiries</i>	<i>90.0B, 90.0G</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,9	4,5			
	Demande de consommation finale		4,0	4,5			
<b>N34.C</b>	<i>Traitement des autres déchets solides</i>	<i>90.0E</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	0,1			

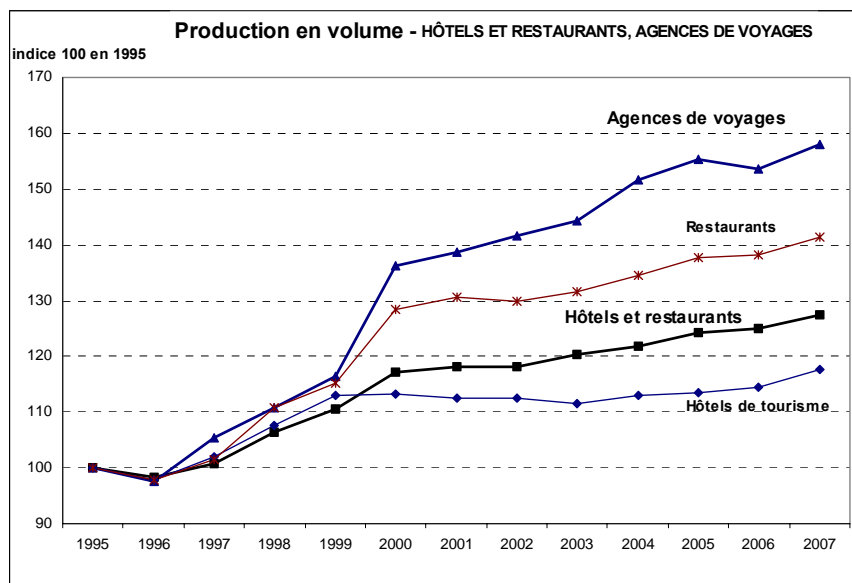
Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

# Hôtels et restaurants, agences de voyages

## Essai transformé

L'année 2007 a été bonne pour le tourisme avec près de 2,0 % de croissance en volume pour les hôtels-café-restaurants. La demande des ménages et des entreprises augmente à un rythme équivalent. Été maussade, coupe du monde de rugby et tourisme d'affaires ont favorisé les séjours urbains et les hôtels haut de gamme. L'activité des hôtels a progressé de 2,6 % en volume. Les cafés et discothèques ont encore perdu du terrain, l'augmentation des prix ne compensant pas totalement la fréquentation plus frileuse.



Source : comptes des services, Insee.

Favorisés par un contexte porteur, les hôtels haut de gamme ont largement contribué à l'activité des *hôtels de tourisme* : toutes gammes confondues la croissance est de 2,6 % en volume, pour 3,6 % de nuitées supplémentaires. La croissance se décline en occupation accrue de 6,3 % dans les 4 étoiles et 5,7 % pour les 3 étoiles (source : enquête de fréquentation hôtelière, Insee, direction du tourisme). L'Île-de-France et les régions de l'Est ont le plus bénéficié de cette manne. En partie stimulée par la coupe du monde de rugby, l'attraction a joué sur les clients européens et américains, mais aussi résidents en France. La reprise amorcée en 2004 ne se dément donc pas. Les prix s'étaient alors rapprochés de l'inflation moyenne. Depuis, la hausse des prix n'a pas découragé la clientèle. Les ménages ont accru la dépense en hôtellerie de 3,8 % en 2007, la plus forte hausse depuis 2000. Simultanément, le tourisme d'affaires accélère en 2007 avec une croissance en volume de + 1,6 % (après + 1,0 % en 2006 et - 0,1 % en

2005). Les entreprises privées consomment plus de la moitié de la production hôtelière. Les prix augmentent de 3,9 % en 2007 ; les nouveaux établissements, situés dans les grandes villes dynamiques, souvent de gamme élevée, tirent les prix vers le haut. Bonne nouvelle pour les investisseurs, car depuis 2003, les hôtels vendent leurs murs (*i.e.* externalisent leurs actifs), et continuent de le faire malgré la crise financière internationale liée aux *sub-primes*.

Après une année 2006 atone, les *restaurants* retrouvent en 2007 un niveau de croissance en volume (+ 2,3 %) comparable à celui de 2004 et 2005. En valeur, leur activité qui représente 44 % de la production de la branche, croît de 4,9 %. Les prix en expliquent 2,6 %, évolution bien supérieure à l'inflation (+ 1,5 %). Hormis 2002 (+ 4,4 %), l'augmentation des prix oscille entre + 2,3 et + 2,8 %. En valeur, l'activité augmente de 4,3 % en moyenne depuis 7 ans, avec un point bas en 2006, à 2,7 %. La demande des ménages,

+ 1,4 % en volume, est plus dynamique qu'en 2006 (+ 0,6 %). Les entreprises privées participent pour un cinquième aux dépenses en restaurants ; leur demande s'est accrue de 6,5 % en volume en 2007, + 1,2 % l'année précédente.

Les autres moyens d'hébergement de courte durée, (campings, gîtes et résidences de vacances, foyers d'étudiants et de travailleurs), sont utilisés principalement par les ménages, qui consomment 75 % des prestations de cette branche. Ces ménages ont accru leur dépense de 7 % (en valeur). En volume, la demande des ménages croît de 3,3 % après le creux de 2006, alors que celle des entreprises privées baisse de 8,1 %. Globalement l'activité des autres modes d'hébergement de courte durée a crû de 1,2 % en volume en 2007, la moyenne étant de 2,9 % depuis 2000.

Le nombre de nuitées régresse de 2,5 % dans les campings en 2007; l'été maussade n'a épargné que les régions méditerranéennes. Le recul est encore plus manifeste pour les emplacements nus, (- 7 %), alors que les emplacements locatifs, équipés d'un bungalow ou d'un mobile home, ont accru leur fréquentation de 8 %. Les campings de toutes gammes ont converti 6,5 % de leurs emplacements nus en locatifs en 2007, après 6 % en 2006 et 13 % en 2005. Désormais, un emplacement sur cinq est locatif. Les campings haut de gamme enregistrent les meilleures performances.

Ceci explique que les campings privés voient leur chiffre d'affaires augmenter de 6 % pour la deuxième année consécutive, malgré une moindre fréquentation globale.

La clientèle étrangère est en recul en 2007 dans l'hôtellerie de plein air, après deux années de progression ; les séjours se sont raccourcis. La presque totalité des touristes étrangers sont européens, dont un sur deux néerlandais.

Les résidences de tourisme reçoivent les vacanciers et des entreprises via des séminaires ; en 2007, leur activité progresse de 5,4 % après 4 % en 2006.

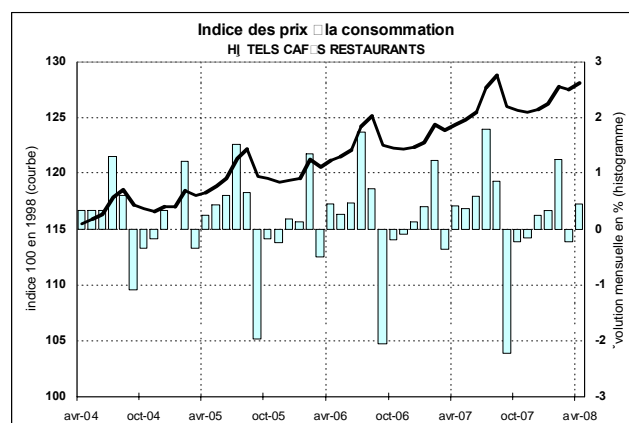
Les hôtels non classés, gîtes, foyers pour travailleurs et cités universitaires ne constituent que 20 % des hébergements non hôteliers : leur croissance est modeste, 1 % seulement.

Les cafés et discothèques sont en net recul, - 1,0 %, en volume ; seule la canicule de 2003 aura enrayer provisoirement le déclin de fréquentation. La demande des ménages, qui assure 95 % de la consommation, baisse de 1,1 %, les prix augmentant de 2,1 %. Il est possible que la nouvelle loi sur le tabac ait modifié les habitudes des fumeurs ; car les cafés-tabac perdent 5 % de chiffre d'affaires en 2007, alors que les débits de boisson sont stabilisés. En 2006, les cafés-tabac avaient progressé de 6 % :

c'était également une bonne année pour les jeux d'argent de grattage, qui ont pu attirer la clientèle par ce biais ; le prix élevé de la « dernière cigarette » a pu contribuer à leurs bons résultats. Les ménages dépensent néanmoins autant d'argent dans les cafés et discothèques que dans les hôtels ou les autres hébergements de courte durée, soit 8 % de l'ensemble de la production de la branche « hôtels et restaurants ».

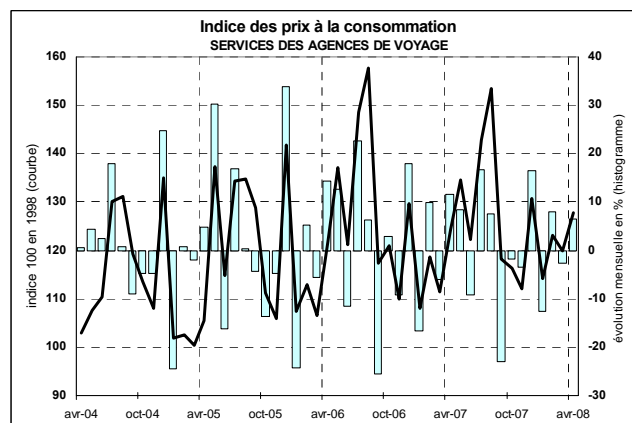
Les cantines d'entreprises et restauration sous contrat retrouvent en 2007 le dynamisme constaté en 2005, avec + 3,0 % de croissance en volume. La progression moyenne a été de 1,4 % l'an depuis 2000. La demande des ménages, qui croît en moyenne de 2,2 % était tombée sous 1 % en 2006 et rebondit à 3,3 % en 2007. Les ménages dépensent 2,3 fois plus au restaurant qu'à la cantine : 15 % de la production des hôtels-café-restaurants sont consommés par des repas pris collectivement, y compris dans les restaurants universitaires. Les entreprises dépensent peu dans la restauration collective, 12 fois moins que dans les restaurants traditionnels. L'inflation des prix des céréales, viandes et produits laitiers fin 2007 a entraîné une hausse des prix de production de 2,3 % en 2007, contre 1,8 % en 2006 et 1,7 en 2005.

L'activité de la branche traiteurs, organisation de réception, essentiellement au service des entreprises, régresse de 1,3 % en volume, après deux années de croissance rapide (+ 7,8 % en 2005 et + 4,8 % en 2006). Il faut remonter à 2001 pour retrouver une baisse des services de ces entreprises ; les prix sont restés très modérés, en-dessous de 2 % d'augmentation annuelle.

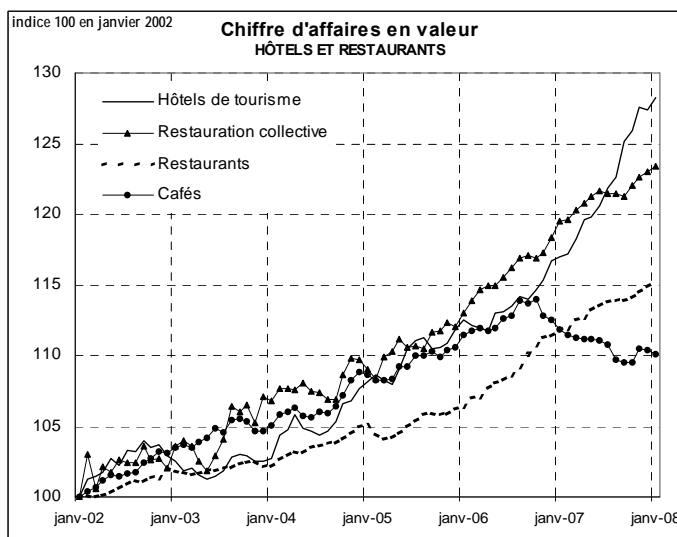


Source : indice des prix à la consommation, Insee.

Les **agences de voyage** ont été stimulées en 2007 par les très mauvaises conditions climatiques estivales en France ; les voyages à forfait à destination de l'étranger et du soleil en ont été les principaux bénéficiaires. La croissance de leur activité est de 2,9 % en volume. Depuis 2003, la croissance du chiffre d'affaires faiblit : + 7 % en 2004, + 5 % en 2005, + 4 % en 2006 et enfin + 3 % en 2007. Avec des prix stables en 2007, la croissance en volume des activités des agences de voyage s'établit à + 2,9 %, soit 4 points de plus qu'en 2006. A cette aune, 2004 reste une année exceptionnelle de reprise, à + 5 % en volume, logique après le contexte international défavorable des années antérieures. L'année 2006 était donc une année particulièrement sombre, avec une baisse d'activité de 1,2 %. Les entreprises consomment 86 % de la production des agences de voyage. Le tourisme d'affaires évolue donc comme la production. L'e-tourisme continue sa progression, un quart des achats des ménages se faisant en ligne en 2007 (source Baromètre OPODO).



Source : indice des prix à la consommation, Insee.



indice de valeur CVS-CJO  
 indice 100 en janvier 2002 (moyenne mobile d'ordre 3)  
 Source : indices de chiffre d'affaires, Insee.

Ces indices mensuels sont publiés par l'Insee dans les *Informations rapides* et sur le site Insee ([www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb](http://www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb)) rubrique *indices de chiffre d'affaires - ICA* au niveau des classes NAF et à des niveaux plus agrégés, selon des regroupements ad-hoc ou selon la NES.

## La production

HÔTELS ET RESTAURANTS, AGENCES DE VOYAGES								
Taux de croissance de la production en VOLUME								
en %								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *	
P10	Hôtels et restaurants	55	1,7	1,2	2,1	0,5	2,0	
P10.A	Hôtels de tourisme	55.1A, 55.1C	-0,9	1,3	0,4	1,0	2,6	
P10.B	Autres moyens d'hébergement de courte durée	55.1E, 55.2	13,0	-1,1	6,4	1,1	1,2	
P10.C	Restaurants	55.3	1,3	2,1	2,5	0,3	2,3	
P10.D	Cafés et discothèques	55.4	2,3	0,1	-2,6	-1,3	-1,0	
P10.E	Cantines d'entreprises et restauration sous contrat	55.5A, 55.5C	-1,3	0,6	2,5	0,2	3,0	
P10.F	Traiteurs, organisation de réceptions	55.5D	3,4	3,4	7,8	4,8	-1,3	
K08	Agences de voyages	63.3	1,8	5,2	2,4	-1,2	2,9	

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

HÔTELS ET RESTAURANTS, AGENCES DE VOYAGES								
Niveau de la production en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P10	Hôtels et restaurants	55	65 655	68 524	70 944	74 160	76 292	80 032
P10.A	Hôtels de tourisme	55.1A, 55.1C	13 189	13 558	13 996	14 520	15 145	16 140
P10.B	Autres moyens d'hébergement de courte durée	55.1E, 55.2	6 426	7 265	7 305	7 812	8 112	8 508
P10.C	Restaurants	55.3	28 633	29 830	31 259	32 897	33 778	35 448
P10.D	Cafés et discothèques	55.4	6 243	6 503	6 692	6 689	6 720	6 792
P10.E	Cantines d'entreprises et restauration sous contrat	55.5A, 55.5C	10 212	10 369	10 639	11 086	11 304	11 909
P10.F	Traiteurs, organisation de réceptions	55.5D	952	999	1 053	1 157	1 234	1 238
K08	Agences de voyages	63.3	6 491	6 617	7 076	7 447	7 728	7 960

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

HÔTELS ET RESTAURANTS, AGENCES DE VOYAGES								
Taux de croissance du PRIX de la production								
en %								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *	
P10	Hôtels et restaurants	55	2,6	2,3	2,4	2,4	2,9	
P10.A	Hôtels de tourisme	55.1A, 55.1C	3,7	1,9	3,3	3,2	3,9	
P10.B	Autres moyens d'hébergement de courte durée	55.1E, 55.2	0,0	1,6	0,5	2,7	3,7	
P10.C	Restaurants	55.3	2,8	2,6	2,7	2,3	2,6	
P10.D	Cafés et discothèques	55.4	1,8	2,8	2,6	1,7	2,1	
P10.E	Cantines d'entreprises et restauration sous contrat	55.5A, 55.5C	2,9	1,9	1,7	1,8	2,3	
P10.F	Traiteurs, organisation de réceptions	55.5D	1,5	1,9	1,9	1,8	1,6	
K08	Agences de voyages	63.3	0,1	1,7	2,8	5,0	0,1	

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires



## La demande intérieure

HÔTELS ET RESTAURANTS, AGENCES DE VOYAGES							
Taux de croissance de la demande intérieure en VOLUME							en %
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P10	Hôtels et restaurants	55					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,2	3,8	2,1	0,7	2,0
	Demande de consommation finale		1,5	0,8	1,7	0,7	1,9
P10.A	Hôtels de tourisme	55.1A, 55.1C					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,3	3,0	-0,1	1,0	1,6
	Demande de consommation finale		-6,3	-0,7	1,0	1,4	3,8
P10.B	Autres moyens d'hébergement de courte durée	55.1E, 55.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		13,3	-22,7	5,9	2,6	-7,0
	Demande de consommation finale		12,8	8,2	5,5	1,6	3,1
P10.C	Restaurants	55.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,5	12,4	4,2	-0,4	5,3
	Demande de consommation finale		1,8	-0,6	1,8	0,6	1,4
P10.D	Cafés et discothèques	55.4					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,1	14,9	-9,8	-6,2	1,0
	Demande de consommation finale		2,3	-0,7	-2,1	-0,9	-1,1
P10.E	Cantines d'entreprises et restauration sous contrat	55.5A, 55.5C					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-13,2	5,4	-3,3	4,3	-4,9
	Demande de consommation finale		-0,4	1,7	1,8	0,7	3,3
P10.F	Traiteurs, organisation de réceptions	55.5D					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,7	3,6	8,2	4,7	-1,6
	Demande de consommation finale		-2,0	0,0	0,0	5,7	5,3
K08	Agences de voyages	63.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,0	5,6	2,1	-1,3	2,9
	Demande de consommation finale		1,0	2,6	4,5	-0,4	2,9

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

HÔTELS ET RESTAURANTS, AGENCES DE VOYAGES									
Niveau de la demande intérieure en VALEUR									
en millions d'€									
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *	
P10	Hôtels et restaurants	55							
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	17 701	18 631	19 588	20 528	21 220	22 289
			Demande de consommation finale	48 742	50 690	52 443	54 549	56 179	58 879
P10.A	Hôtels de tourisme	55.1A, 55.1C							
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	7 541	8 079	8 368	8 631	8 995	9 467
			Demande de consommation finale	5 813	5 648	5 833	6 087	6 370	6 900
P10.B	Autres moyens d'hébergement de courte durée	55.1E, 55.2							
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	1 801	2 042	1 579	1 675	1 766	1 702
			Demande de consommation finale	4 703	5 304	5 857	6 216	6 481	6 924
P10.C	Restaurants	55.3							
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	6 328	6 504	7 465	7 989	8 145	8 798
			Demande de consommation finale	22 437	23 459	23 971	25 066	25 815	26 840
P10.D	Cafés et discothèques	55.4							
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	359	370	437	404	386	398
			Demande de consommation finale	5 910	6 160	6 290	6 317	6 370	6 432
P10.E	Cantines d'entreprises et restauration sous contrat	55.5A, 55.5C							
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	771	688	738	726	771	750
			Demande de consommation finale	9 828	10 068	10 440	10 810	11 086	11 722
P10.F	Traiteurs, organisation de réceptions	55.5D							
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	901	948	1 001	1 104	1 177	1 177
			Demande de consommation finale	51	51	52	53	57	61
K08	Agences de voyages	63.3							
			Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	5 575	5 692	6 111	6 410	6 643	6 843
			Demande de consommation finale	916	926	966	1 037	1 085	1 117

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

HÔTELS ET RESTAURANTS, AGENCES DE VOYAGES							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P10	Hôtels et restaurants	55					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,9	1,3	2,6	2,7	3,0
	Demande de consommation finale		2,5	2,7	2,3	2,3	2,8
P10.A	Hôtels de tourisme	55.1A, 55.1C					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,7	0,5	3,3	3,2	3,5
	Demande de consommation finale		3,7	4,0	3,3	3,2	4,4
P10.B	Autres moyens d'hébergement de courte durée	55.1E, 55.2					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	0,0	0,2	2,7	3,7
	Demande de consommation finale		0,0	2,1	0,6	2,7	3,6
P10.C	Restaurants	55.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,3	2,1	2,7	2,3	2,6
	Demande de consommation finale		2,7	2,8	2,7	2,3	2,6
P10.D	Cafés et discothèques	55.4					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	2,8	2,5	1,8	2,1
	Demande de consommation finale		1,9	2,8	2,6	1,7	2,1
P10.E	Cantines d'entreprises et restauration sous contrat	55.5A, 55.5C					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,8	1,8	1,7	1,8	2,3
	Demande de consommation finale		2,9	2,0	1,7	1,8	2,3
P10.F	Traiteurs, organisation de réceptions	55.5D					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,5	1,9	1,9	1,8	1,6
	Demande de consommation finale		2,0	2,0	1,9	1,8	1,7
K08	Agences de voyages	63.3					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,1	1,7	2,8	5,0	0,1
	Demande de consommation finale		0,1	1,7	2,8	5,0	0,1

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

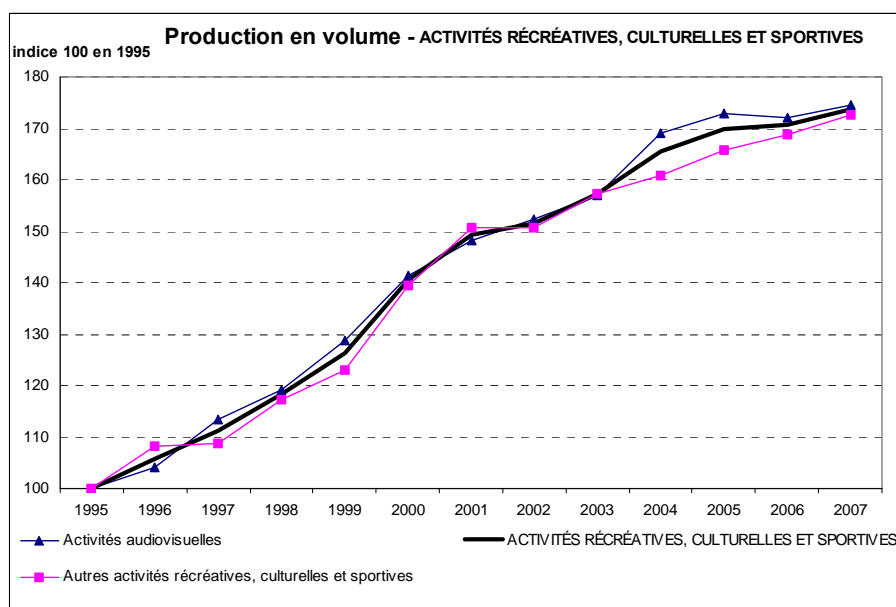


# Activités récréatives, culturelles et sportives

## Reprise

Après deux années de ralentissement, les activités audiovisuelles renouent avec la croissance : elle atteint + 1,4 % en 2007 après - 0,5 % en 2006 et + 2,2 % en 2005. Cette reprise est à mettre au crédit du dynamisme de la production cinématographique (+ 5,8 %) et dans une moindre mesure de la progression des activités de télévision (+ 1,4 %). Néanmoins, le recul de la distribution de films et vidéo s'amplifie en 2007 avec une baisse en volume de 5,7 %. Quant à la branche de la projection de films cinématographiques, sa production décroît sensiblement en 2007 (- 6,3 %) tout en se maintenant au-dessus du niveau moyen de la dernière décennie.

Les activités récréatives, culturelles et sportives marchandes non audiovisuelles ont progressé de + 2,3 % en volume en 2007. Cette reprise est due principalement à la bonne santé des manèges et parcs d'attraction (+ 6,7 % de croissance) ainsi qu'à celle des jeux de hasard et d'argent (+ 3,6 %) et des activités de spectacles (+ 3,1 %).



Source : comptes des services, Insee.

La légère reprise des **activités audiovisuelles** en 2007 (+ 1,4 % de croissance en volume) est essentiellement due à la production cinématographique.

L'activité de production de films redémarre ; elle augmente de 5,8 % en volume en 2007 alors qu'elle avait baissé de 4,8 % l'année précédente.

Selon les chiffres communiqués par le CNC<sup>29</sup>, ce secteur a bénéficié d'une hausse sensible des investissements dans les films dits « d'initiative française »<sup>30</sup>. En effet, avec un niveau record dépassant légèrement le milliard d'euros, ces investissements ont permis de produire 185 longs-métrages d'initiative française, soit 21 de plus

qu'en 2006. Si l'on y ajoute les coproductions où la France a été minoritaire, 228 films ont ainsi été agréés en 2007 soit 25 de plus qu'en 2006.

En termes de part de marché, la production de films 100 % français descend à 58 % de la production totale en 2007 (après 63 % en 2006 et 52 % en 2005).

Les bons résultats du cinéma français en 2007 s'accompagnent d'une hausse de 20 % du nombre de films intermédiaires, c'est-à-dire dotés d'un budget compris entre 4 et 7 millions d'euros, et atténuent ainsi la bipolarisation de la production sur les petits et les gros films. Selon l'étude du CNC, 35 films « à moins d'un million d'euros » ont été réalisés en 2007 contre 28 en 2006. Aux antipodes, 28 films ont présenté un budget moyen supérieur à 10 millions d'euros, à l'image de

<sup>29</sup> CNC : Centre national de la cinématographie.

<sup>30</sup> films intégralement ou majoritairement produits et financés par des partenaires français.

« Bienvenue chez les Ch'tis » de Dany Boon, dont le devis s'est élevé à 10,95 millions d'euros.

Le repli des activités de *distribution de films et vidéo* amorcé en 2006, s'amplifie nettement en 2007 affichant des évolutions de -5,7 % en volume et -8,1 % en valeur. Selon le CNC, le nombre de supports vidéo commercialisés est en baisse pour la deuxième année consécutive : 130,8 millions d'unités ont été vendues en 2007 contre 136,4 en 2006 et 143,4 en 2005, soit un repli de 9 % en deux ans. La marginalisation de la cassette VHS s'accroît avec 0,3 % du marché en 2007 contre 0,7 % en 2006. En 2007, les prix de vente affichent un léger repli : selon le baromètre « Vidéo CNC-GFK », le prix de vente d'un DVD de catalogue vendu à l'unité diminue de 2,5 % passant à 10,56 € (10,83 € en 2006) et celui des nouveautés recule de 3,7 % pour atteindre 19,56 €. Parmi les deux segments principaux du marché de la vidéo, le hors film (45 % du marché) subit une baisse de ses recettes de 9,9 % après une année 2006 de croissance forte (+7,7 %) tandis que le chiffre d'affaires généré par les films diminue de nouveau (-10,9 % en 2007 contre -13,2 % en 2006).

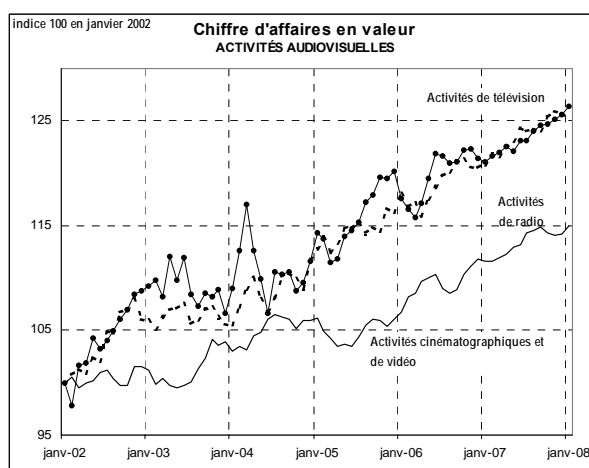
En termes de chiffre d'affaires, le cinéma maintient sa position dominante sur le marché de la vidéo avec une part de 52,4 % en 2007 (52,5 % en 2006). Le segment « hors film » représente 44,8 % des recettes ; les 2,8 % restants reviennent aux opérations promotionnelles sans indication de titre. En 2007, la part des films français sur le marché de la vidéo continue sa progression (+0,9 point) amorcée en 2003. Celle des films américains est également en augmentation (+2,2 points). Ces gains de parts de marchés se sont réalisés au détriment du poids des autres nationalités (-3,1 points entre 2006 et 2007).

En nombre de supports vendus, la part du hors film augmente au détriment des opérations promotionnelles et dépasse pour la deuxième année consécutive celle du film. Celle-ci représente 50,1 % des supports vendus contre 44,3 % pour le film.

D'après le Syndicat de l'Édition Vidéo (SEV), le recul du marché s'explique essentiellement par le piratage sur Internet : le nombre de films téléchargés illégalement (plus de 100 millions) aurait dépassé les ventes de films en DVD (81 millions) en 2007.

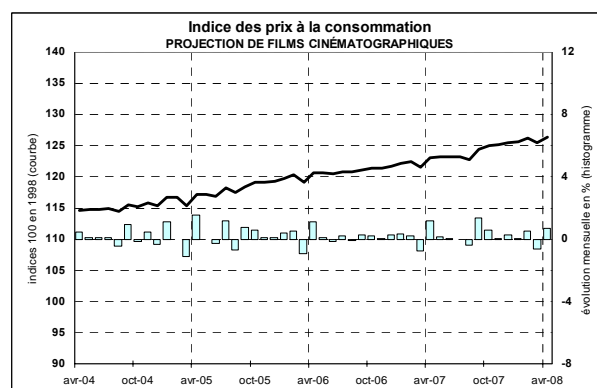
Pour tenter d'endiguer le développement du piratage, les professionnels du cinéma, à l'image du producteur-distributeur MK2, mettent en ligne des plates-formes de vidéo à la demande<sup>31</sup> (VoD).

<sup>31</sup> VoD : le téléspectateur choisit un programme qu'il souhaite regarder "à la carte", au moment où il le désire. Ce programme peut être commercialisé par différents acteurs comme des chaînes de télévision, des bouquets satellite, des câblo-opérateurs, des opérateurs de télécoms, des fournisseurs



indice de valeur CVS-CJO  
indice 100 en janvier 2002 (moyenne mobile d'ordre 3)  
Source : indices de chiffre d'affaires, Insee.

Ces indices mensuels sont publiés par l'Insee dans les *Informations rapides* et sur le site Insee ([www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb](http://www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb)) rubrique *indices de chiffre d'affaires - ICA* au niveau des classes NAF et à des niveaux plus agrégés, selon des regroupements ad-hoc ou selon la NES.



Source : indice des prix à la consommation, Insee.

Les sept plates-formes analysées (Canalplay, TF1 vision, Virgin Mega, France Télévisions, Arte, Club Internet) ont proposé 1 904 films de cinéma en juin 2007, affichant une offre en progression de 45,2 % par rapport à novembre 2006 (+ 593 films).

Dans les usages, la VoD sur Internet, dans sa version payante, se diffuse lentement : selon les données recueillies par le CNC, le chiffre d'affaires généré en 2007 s'est établi à 31 millions d'euros (un peu plus de 2 % du marché total de la vidéo) alors que le chiffre visé initialement était de 54 millions d'euros.

En 2007, la branche *projection de films cinématographiques* est en repli. Son activité fléchit en volume de 6,3 %, après une hausse de 8,2 % en 2006. La fréquentation des salles a atteint 178,14 millions d'entrées, soit 5,6 % de moins qu'en 2006. Ce résultat est toutefois

d'accès à Internet, des moteurs de recherche ou des portails Internet...

légèrement supérieur au niveau moyen des dix dernières années (177,3 millions d'entrées par an en moyenne, selon le CNC). Dans un contexte d'augmentation des prix (+ 2,2 %), les recettes en valeur baissent de 4,1 %.

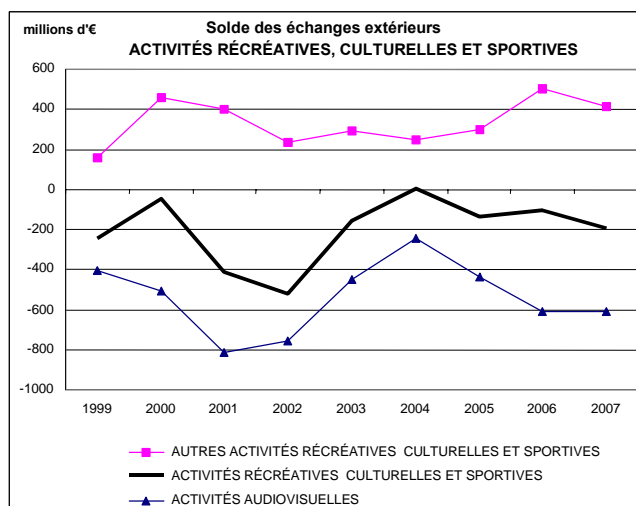
Les entrées des films français diminuent de 22,8 % pour atteindre 64,95 millions d'entrées, soit un niveau équivalent à ceux de 2002 (64,3 millions) ou 2005 (64,16 millions). La part de marché des films français perd 8 points pour atteindre 36,5 % contre 44,6 % en 2006. Elle demeure cependant supérieure à son niveau moyen de la décennie (35,9 %). Elle perd du terrain par rapport à celle des films américains (49,9%) alors qu'elle était légèrement au-dessus en 2006 (respectivement 44,6 % et 44,2 %).

Après une année 2006 excellente pour les films français, l'année 2007 affiche un repli du nombre de films français dans toutes les tranches d'entrées au-delà de 500 000 entrées. Ainsi, seuls deux films français (La Môme et Taxi 4) totalisent plus de 3 millions d'entrées en 2007 contre sept films en 2006. Sur un champ plus large, le nombre de films français générant plus de 500 000 entrées passe de 39 en 2006 à 27 en 2007.

Selon la Fédération Nationale des Cinémas Français (FNCF), le repli de la fréquentation des salles de cinéma est dû à la conjonction de plusieurs facteurs. D'une part l'absence de films français particulièrement porteurs s'est fait sentir, notamment au premier semestre 2007 : en 2006 le film ayant réalisé le plus d'entrées était « Les Bronzés 3 » avec 10 millions d'entrées tandis qu'en 2007 seul « La Môme » dépassait les 5 millions d'entrées. De plus, toutes nationalités confondues, le nombre des films porteurs est en baisse : malgré le retour des spectateurs dans les salles durant l'été, avec les sorties de films américains, comme « Ratatouille » et « Harry Potter et l'Ordre du Phénix », la baisse du premier semestre n'a pas été compensée. Enfin, les effets conjugués du développement de la piraterie sur Internet, de la météo clémente de l'automne et des mouvements sociaux du mois de novembre ont accentué sensiblement le recul de la fréquentation.

Les activités de télévision progressent timidement, comme en 2006, confirmant ainsi le ralentissement amorcé en 2005 : + 1,4 % en 2007 et 2006 après + 2,7 % en 2005 et + 5,0 % en 2004.

Lancée à la fin mars 2005, la télévision numérique terrestre (TNT) a, en moins de trois ans, complètement bouleversé le paysage audiovisuel français. En effet sous l'effet conjugué de la progression d'audience de la TNT et de l'engouement des foyers français pour l'Internet à haut débit, le modèle économique des chaînes de télévision hertziennes est remis en cause : l'offre de programmes est passée de cinq chaînes généralistes à une palette de dix-huit chaînes. De plus, la montée en puissance du numérique a



Source : comptes des services, Insee.

multiplié les canaux de diffusion : chaînes généralistes, chaînes thématiques, TNT, VoD, Internet, téléphonie mobile, etc.

Les programmes audiovisuels sont de plus en plus proposés en « *catch-up TV* »<sup>32</sup>, c'est à dire en accès gratuit juste après leur diffusion télévisuelle, pendant une période limitée (une semaine la plupart du temps) sur les plates-formes des chaînes de télévision, parfois même sur des sites dédiés (comme Arte+7). Au-delà de cette période, ils sont proposés en accès payant.

Depuis quelques mois, les chaînes de télévision expérimentent les offres *preview*, c'est-à-dire la mise à disposition en VoD d'un programme télévisuel avant sa diffusion sur les réseaux hertziens. Cette formule est notamment proposée pour les séries américaines, accessibles juste après leur diffusion sur les chaînes américaines en accès payant.

Dans un contexte économique et social défavorable, la plupart des médias ont connu en 2007, une croissance ralentie de leurs recettes publicitaires. Selon Yacast, la progression en valeur des recettes publicitaires de la télévision en 2007 (+ 7 %) est due quasi exclusivement aux chaînes thématiques (+ 26 % sur le Câble et le Satellite) et à la TNT (+ 119 %) qui représente à elle seule 6 % des recettes publicitaires de la télévision. En parallèle les chaînes nationales n'affichent qu'un très modeste + 0,6 %.

Malgré le recul de 5,2 points par rapport à 2006, les chaînes historiques captent encore la plus grosse part des recettes publicitaires en valeur de la télévision française (82 %).

En nombre de spots diffusés, la tendance s'inverse pour les chaînes hertziennes avec un repli de 1,2 % alors que les recettes publicitaires de la TNT croissent de 25,2 % et celles du Câble et du Satellite de 19,2 %. Le poids des chaînes

<sup>32</sup> Catch up : service de rattrapage, autrement dit regarder un programme avec un décalage par rapport à sa diffusion à la télévision.



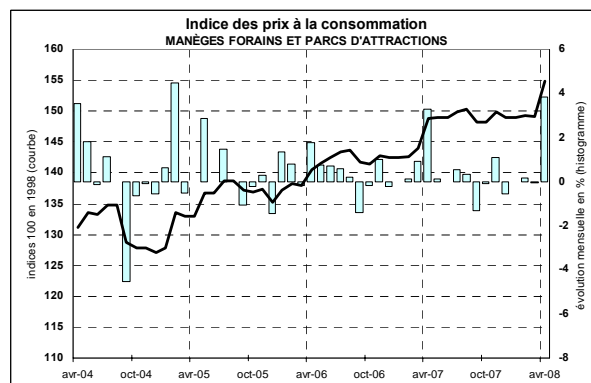
hertziennes perd ainsi 2,6 points et passe à 14 % tandis que les 10 chaînes de la TNT atteignent un poids de 18,8 % (+ 1,2 point) et que les 72 chaînes du Câble et du Satellite confortent leur prédominance avec un poids de 67,2 % (+ 1,3 point).

Après une reprise en 2006 (+ 2,4 %), la production des activités de radio décrit une quasi-stagnation en 2007 (+ 0,1 %).

D'après l'institut de sondage Médiamétrie, l'audience cumulée des radios, qui était sur une pente descendante, est remontée en novembre et décembre de 1,1 point, pour toucher 84,1 % des Français. Ce sont surtout les radios généralistes qui progressent : + 1,2 point, à 37,9 % d'audience cumulée. Médiamétrie l'explique par « *la forte actualité et l'impact des grèves* ». Cette progression se fait au détriment notamment des radios musicales, qui reculent de 0,3 point, à 44,2 %. « *Il ne faut pas enterrer les médias classiques comme la radio, ils s'additionnent et ne se soustraient pas aux nouveaux médias* », souligne Axel Duroux, président du directoire de RTL.

Selon Yacast, les recettes publicitaires de la radio affichent un fléchissement de 2,7 % en 2007. Recul confirmé avec un volume de spots diffusés en baisse de 6,9 %. Les stations généralistes semblent résister avec une évolution de + 2,3 %. En volume, elles affichent un recul de - 2,2 %. En revanche pour les stations FM la baisse des indicateurs est observée tant en valeur qu'en volume (nombre de spots publicitaires diffusés) avec des évolutions respectives de - 5,5 % et - 9 %. En effet, les radios musicales ont subi d'une part la concurrence de la radio sur Internet, mais aussi le retrait des investissements des opérateurs de télécommunications, qu'il s'agisse des budgets publicitaires de leur propre offre de téléphonie mobile (NRJ Mobile), des fournisseurs d'accès Internet, ou encore des opérateurs de téléchargement de sonneries.

En 2007, malgré une hausse des prix supérieure à l'inflation moyenne (+ 2,3 % par rapport à + 1,5 %), les **autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes** (non audiovisuelles) ont progressé de 2,3 % en volume. Les grands parcs d'attraction (+ 6,7 %) ont, par une fréquentation accrue, le plus animé la reprise. Les activités de spectacle ont aussi progressé vivement, (+ 3,1 % après + 1,1 %) ; les jeux de hasard, avec une progression de + 3,6 % un peu moins forte qu'en 2006 (+ 4 %) soutiennent encore largement l'activité de la branche.



Source : indice des prix à la consommation, Insee.

Le chiffre d'affaires des manèges forains et parcs d'attraction passe la barre des + 10 % de croissance en valeur, sous la pression d'une demande des ménages du même ordre. Bien que les parcs puissent proposer de la restauration, du négoce de produits dérivés, voire de l'hébergement, il est intéressant de rapprocher cette progression de l'augmentation des entrées. En 2007, la fréquentation du parc du Futuroscope (+ 12 %) et de Vulcania (+ 20 %) a été remarquable. Eurodisney Resort affiche une croissance de 12,2 % de son chiffre d'affaires annuel. Les hôtels du complexe ont le plus profité des visiteurs (8 sur 10 n'habitent pas la région) ; leur fréquentation a augmenté de 6 points et la dépense moyenne en hôtellerie-restauration a progressé de 10 %. En revanche, dans les parcs à thèmes eux-mêmes, le ticket moyen est resté stable, à 45 euros (hors hôtellerie). Insensibles aux aléas climatiques, les parcs d'attraction sont des destinations touristiques à part entière : l'été 2007, particulièrement maussade, a bénéficié aux destinations abritées ou urbaines, alors que la hausse des prix aurait pu être dissuasive (+ 5 %, la plus élevée du secteur en 2007, comme les années précédentes).

Mais, en moyenne, la dépense des ménages dans les parcs d'attraction a progressé de 5,8 % l'an, depuis 2000. Ils ne drainent cependant que 12 % des activités marchandes non audiovisuelles consommées et produites.



L'année 2007 des jeux de hasard et d'argent offre une image contrastée : des 197 casinos, une centaine voient leurs recettes baisser, une trentaine en revanche permettent une croissance du produit brut des jeux de 2,8 % au total (Source Casinos de France). Les casinos récents, établis dans des villes plus grandes, semblent bien tirer leur épingle du jeu dans un contexte de modification de la taxation, contrôle accru des joueurs, nouveaux jeux proposés. La situation est différente pour les autres casinos : ni les 85 % de mises redistribuées aux joueurs, ni les mécénats culturels organisés avec les municipalités ne semblent dépolvériser leur image.

Le PMU enregistre une croissance de 9 %, naturelle après la concurrence de la coupe du monde de football en 2006 ; 70 % des mises retournent aux joueurs. La Française des Jeux, entravée par le mauvais score de l'Euromillion, voit son produit brut baisser de 1,8 % ; sans ce produit, les recettes totales des jeux de hasard progresseraient. Elle ne redistribue que 60 % des mises, alors qu'elle draine 48 % de l'activité légale. Au total, depuis 2002, plus du quart des activités récréatives marchandes se déroulent dans des établissements de jeux d'argent réservés aux adultes. Depuis l'année 2000, les mises augmentent de 6,5 % en moyenne l'an ; 2001 et 2002 avaient été des années exceptionnelles ; 2005 en revanche a été une année de pause relative pour les parieurs. En 2007, ils y consacrent 45 % de la dépense des ménages en activités culturelles, récréatives, sportives marchandes hors audiovisuel. La pause de 2005 correspondait à une augmentation vive des prix (+ 2,5 %, soit un point de plus qu'en 2004), qui s'est lentement calmée pour n'atteindre que + 1,3 % en 2007.

Entre récréations enfantines et jeux réservés aux adultes, les activités de spectacles représentent près de 30 % des activités marchandes produites, hors audiovisuel, mais 20 % de la consommation des ménages, comme le sport. D'une part, les entreprises de spectacles auto-consomment un quart des services produits (billetterie entre autres) ; d'autre part, oeuvres d'art et droits d'auteur traversent les frontières. Les exportations sont nettement supérieures aux importations ; la différence absorbe 7 % de la production des artistes. En 2007 l'activité de spectacle progresse de 3,1 % en volume ; en moyenne, elle augmente de 7 % l'an depuis 2000. L'accélération des prix, constatée dès 2006 avec + 2,5 % d'augmentation s'affirme en 2007, avec + 3,6 %.

Les activités diverses de spectacle et les autres activités culturelles ne représentent que 4 % des activités récréatives non audiovisuelles marchandes.

Les activités diverses de spectacle (cirques, son et lumière, corridas, cours de danse et bals...)

fluctuent : elles progressent modérément de + 1,5 % en 2007 ; mais les années antérieures étaient marquées par des sursauts de + 3 à + 5 % (2002, 2003 et 2005), alternant avec des accalmies proches de zéro (2004 et 2006). La demande des ménages progresse environ de + 1,6 % l'an depuis 2000 et marque une accélération sur les 3 dernières années ; en 2007, elle croît de + 2,3 %.

La demande des ménages envers les autres activités culturelles (bibliothèques, musées, zoos privés ...) est très dynamique : depuis 2004, elle est en plein essor ; de + 6,6 % en 2004 à + 5,1 % en 2007. Même ses points bas (2000 et 2003) sont à + 2,4 %. Les prix sont sages : initiée en 2003 (+ 0,9 %), la modération des prix s'est poursuivie à + 0,4 % en 2004, 2005 et 2007. En 2006, les prix ont même reculé de - 0,4 %. La progression du chiffre d'affaires se fait donc plus sur le nombre d'entrées que sur le prix des billets.

En 2007, les activités liées au sport et autres activités récréatives reculent de 1,7 % en volume. Ces activités comportent golfs, équipes et fédérations sportives, salles de remise en forme, courses et manèges d'équitation... Elles dépendent des habitudes et de la mode des pratiquants, varient au gré des événements sportifs de grande ampleur, de la concurrence qui sévit dans ce domaine via les recettes publicitaires et les salaires de joueurs vedettes. L'activité de la branche évoluait de façon erratique de 2000 à 2002, puis s'est presque stabilisée en 2003 ; en 2004 et 2005, sa progression s'établit autour de 2 % en valeur, mais elle baisse de - 0,5 % en 2007. Les prix ne sont guère plus stables ; leur croissance oscille entre + 1,2 % (point bas atteint en 2007) et + 4,5 % (2005).

Les agences de presse fournissent des services aux entreprises : en moyenne, leur chiffre d'affaires progresse en valeur de 1,1 % l'an depuis 2000 ; en 2007, il s'accroît de 2,4 % (+ 1,4 % en volume)..

## La production

ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES								
Taux de croissance de la production en VOLUME								
en %								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *	
P2	ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES	92	3,7	5,3	2,6	0,5	1,8	
P21	Activités audiovisuelles	92.1, 92.2	3,1	7,7	2,2	-0,5	1,4	
P21.A	Production de films	92.1A, 92.1B, 92.1C, 92.1D	7,5	11,1	-0,7	-4,8	5,8	
P21.B	Distribution de films et vidéo	92.1F, 92.1G	4,9	10,4	13,8	-0,1	-5,7	
P21.C	Projection de films cinématographiques	92.1J	-5,4	10,4	-11,0	8,2	-6,3	
P21.D	Activités de radio	92.2A	-2,3	-0,4	-1,2	2,4	0,1	
P21.E	Activités de télévision	92.2B, 92.2D, 92.2E, 92.2F	1,2	5,0	2,7	1,4	1,4	
P2A	Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes	92.3 à 92.7	4,5	2,2	3,0	1,8	2,3	
P2A.A	Activités de spectacle (partie marchande)	92.3A, 92.3B, 92.3D	15,5	3,4	12,3	1,1	3,1	
P2A.B	Manèges forains et parcs d'attractions	92.3F	2,6	2,2	-1,0	4,7	6,7	
P2A.C	Activités diverses du spectacle	92.3K	5,0	-0,2	4,0	0,4	1,5	
P2A.D	Agences de presse	92.4Z	2,6	0,1	1,9	-0,1	1,4	
P2A.E	Autres activités culturelles (partie marchande)	92.5	4,0	3,1	7,4	-2,8	4,2	
P2A.F	Activités liées au sport et autres activités récréatives (partie marchande)	92.6, 92.7C	-2,9	-0,1	-2,3	0,2	-1,7	
P2A.G	Jeux de hasard et d'argent	92.7A	3,0	4,1	0,9	4,0	3,6	

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES								
Niveau de la production en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P2	ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES	92	36 877	38 642	40 721	42 163	43 323	45 009
P21	Activités audiovisuelles	92.1, 92.2	20 562	21 659	22 921	23 323	23 706	24 492
P21.A	Production de films	92.1A, 92.1B, 92.1C, 92.1D	6 386	7 091	7 556	7 691	7 572	8 199
P21.B	Distribution de films et vidéos	92.1F, 92.1G	2 875	3 039	3 219	3 278	3 234	2 970
P21.C	Projection de films cinématographiques	92.1J	1 046	1 021	1 165	1 064	1 162	1 114
P21.D	Activités de radio	92.2A	1 192	1 237	1 280	1 325	1 365	1 404
P21.E	Activités de télévision	92.2B, 92.2D, 92.2E, 92.2F	9 063	9 271	9 701	9 966	10 373	10 805
P2A	Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes	92.3 à 92.7	16 315	16 983	17 800	18 840	19 617	20517
P2A.A	Activités de spectacle (partie marchande)	92.3A, 92.3B, 92.3D	4 220	4 487	4 747	5 393	5 590	5 971
P2A.B	Manèges forains et parcs d'attractions	92.3F	1 666	1 766	1 900	1 962	2 141	2 389
P2A.C	Activités diverses du spectacle	92.3K	402	437	451	467	472	485
P2A.D	Agences de presse	92.4Z	652	678	679	706	705	722
P2A.E	Autres activités culturelles (partie marchande)	92.5	273	286	297	321	311	326
P2A.F	Activités liées au sport et autres activités récréatives (partie marchande)	92.6, 92.7C	4 928	4 885	5 030	5 135	5 255	5 229
P2A.G	Jeux de hasard et d'argent	92.7A	4 174	4 444	4 696	4 856	5 143	5 395

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES								
Taux de croissance du PRIX de la production								
en %								
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *	
P2	<b>ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES</b>	<b>92</b>	<b>1,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,9</b>	<b>2,2</b>	<b>2,1</b>	
P21	<b>Activités audiovisuelles</b>	<b>92.1, 92.2</b>	<b>2,1</b>	<b>-1,7</b>	<b>-0,5</b>	<b>2,2</b>	<b>1,9</b>	
P21.A	<i>Production de films</i>	<i>92.1A, 92.1B, 92.1C, 92.1D</i>	3,2	-4,1	2,5	3,5	2,3	
P21.B	<i>Distribution de films et vidéo</i>	<i>92.1F, 92.1G</i>	0,8	-4,1	-10,5	-1,2	-2,6	
P21.C	<i>Projection de films cinématographiques</i>	<i>92.1J</i>	3,1	3,4	2,6	1,0	2,3	
P21.D	<i>Activités de radio</i>	<i>92.2A</i>	6,2	3,9	4,7	0,6	2,8	
P21.E	<i>Activités de télévision</i>	<i>92.2B, 92.2D, 92.2E, 92.2F</i>	1,1	-0,3	0,0	2,7	2,8	
P2A	<b>Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes</b>	<b>92.3 à 92.7</b>	<b>-0,4</b>	<b>2,5</b>	<b>2,7</b>	<b>2,2</b>	<b>2,3</b>	
P2A.A	<i>Activités de spectacle (partie marchande)</i>	<i>92.3A, 92.3B, 92.3D</i>	-7,9	2,3	1,1	2,5	3,6	
P2A.B	<i>Manèges forains et parcs d'attractions</i>	<i>92.3F</i>	3,3	5,3	4,3	4,2	4,6	
P2A.C	<i>Activités diverses du spectacle</i>	<i>92.3K</i>	3,6	3,4	-0,4	0,6	1,3	
P2A.D	<i>Agences de presse</i>	<i>92.4Z</i>	1,3	0,0	2,0	0,0	1,0	
P2A.E	<i>Autres activités culturelles (partie marchande)</i>	<i>92.5</i>	0,7	0,7	0,6	-0,3	0,6	
P2A.F	<i>Activités liées au sport et autres activités récréatives (partie marchande)</i>	<i>92.6, 92.7C</i>	2,1	3,1	4,5	2,2	1,2	
P2A.G	<i>Jeux de hasard et d'argent</i>	<i>92.7A</i>	3,3	1,5	2,5	1,8	1,3	

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

## La demande intérieure et l'investissement

ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES							
Taux de croissance de la demande intérieure et de l'investissement en VOLUME							
						en %	
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P2	<b>ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES</b>	<b>92</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,4	0,3	1,9	0,9	2,2
	Demande de consommation finale		2,7	6,7	1,8	2,5	1,6
	Demande pour investissement		4,3	17,0	8,7	-16,7	4,9
	<i>dont : entreprises</i>		4,8	16,6	5,5	-13,0	5,5
P21	<b>Activités audiovisuelles</b>	<b>92.1, 92.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,2	0,8	2,4	2,3	3,8
	Demande de consommation finale		3,1	9,4	2,5	1,1	-1,7
	Demande pour investissement		10,5	16,5	5,1	-13,7	5,8
	<i>dont : entreprises</i>		10,5	16,5	5,1	-13,7	5,8
P21.A	<i>Production de films</i>	<i>92.1A, 92.1B, 92.1C, 92.1D</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,7	9,0	-3,2	-0,8	5,8
	Demande pour investissement		10,5	16,5	5,1	-13,6	5,8
	<i>dont : entreprises</i>		10,5	16,5	5,1	-13,6	5,8
P21.B	<i>Distribution de film et vidéos</i>	<i>92.1F, 92.1G</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-5,7	-7,9	12,9	2,8	-6,5
	Demande de consommation finale		16,3	28,7	13,7	-2,8	-5,1
P21.C	<i>Projection de films cinématographiques</i>	<i>92.1J</i>					
	Demande de consommation finale		-5,4	10,7	-11,7	6,7	-6,8
P21.D	<i>Activités de radio</i>	<i>92.2A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,5	-4,6	1,9	10,5	23,3
	Demande de consommation finale		2,7	0,8	1,5	-0,9	-1,6
P21.E	<i>Activités de télévision</i>	<i>92.2B, 92.2D, 92.2E, 92.2F</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-6,0	-11,0	9,5	8,3	4,4
	Demande de consommation finale		1,1	3,6	1,6	1,5	0,4
P2A	<b>Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes</b>	<b>92.3 à 92.7</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,7	-0,8	0,9	-2,0	-1,4
	Demande de consommation finale		2,6	5,3	1,5	3,2	3,2
	Demande pour investissement		-31,2	22,3	38,6	-35,2	-1,7
	<i>dont : entreprises</i>		-60,1	21,1	18,0	1,6	1,5
P2A.A	<i>Activités de spectacle (partie marchande)</i>	<i>92.3A, 92.3B, 92.3D</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-0,1	-0,9	11,6	-5,1	0,6
	Demande de consommation finale		5,5	9,1	5,5	6,3	6,5
	Demande pour investissement		-31,2	22,3	38,6	-35,2	-1,7
	<i>dont : entreprises</i>		-60,1	21,1	18,0	1,6	1,5
P2A.B	<i>Manèges forains et parcs d'attractions</i>	<i>92.3F</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-25	0,0	0,0	16,7	14,3
	Demande de consommation finale		0,0	2,5	-1,0	4,5	6,4
P2A.C	<i>Activités diverses du spectacle</i>	<i>92.3K</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		2,7	3,1	1,4	2,2	2,3
P2A.D	<i>Agences de presse</i>	<i>92.4Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	0,1	2,0	-0,1	1,4
P2A.E	<i>Autres activités culturelles (partie marchande)</i>	<i>92.5</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	2,6	2,5	9,8	2,2
	Demande de consommation finale		2,4	6,6	6,1	5,8	5,1
P2A.F	<i>Activités liées au sport et autres activités récréatives (partie marchande)</i>	<i>92.6, 92.7C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-4,1	-1,1	-11,7	1,0	-5,6
	Demande de consommation finale		0,4	4,0	-1,6	3,2	1,5
P2A.G	<i>Jeux de hasard et d'argent</i>	<i>92.7A</i>					
	Demande de consommation finale		3,1	5,3	1,7	1,7	1,7

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES								
Niveau de la demande intérieure et de l'investissement en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P2	<b>ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES</b>	<b>92</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		13 309	13 350	13 260	13 789	14 285	14 910
	Demande de consommation finale		22 772	23 939	25 884	26 586	26 586	28 745
	Demande pour investissement		2 254	2 423	2 744	3 069	2 642	2 838
	<i>dont : entreprises</i>		2 089	2 261	2 538	2 763	2 486	2 684
P21	<b>Activités audiovisuelles</b>	<b>92.1, 92.2</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8 990	9 070	9 014	9 403	9 901	10 493
	Demande de consommation finale		7 668	7 968	8 606	8 574	8 771	8 722
	Demande pour investissement		1 921	2 190	2 449	2 637	2 355	2 548
	<i>dont : entreprises</i>		1 921	2 190	2 449	2 637	2 355	2 548
P21.A	<i>Production de films</i>	<i>92.1A, 92.1B, 92.1C, 92.1D</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 770	5 069	5 335	5 294	5 432	5 881
	Demande pour investissement		1 921	2 190	2 449	2 637	2 355	2 548
	<i>dont : entreprises</i>		1 921	2 190	2 449	2 637	2 355	2 548
P21.B	<i>Distribution de films et vidéo</i>	<i>92.1F, 92.1G</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 520	1 475	1 411	1 631	1 711	1 610
	Demande de consommation finale		1 400	1 609	1 881	1 716	1 593	1 423
P21.C	<i>Projection de films cinématographiques</i>	<i>92.1J</i>						
	Demande de consommation finale		1 032	1 007	1 149	1 041	1 140	1 086
P21.D	<i>Activités de radio</i>	<i>92.2A</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		189	195	196	209	234	296
	Demande de consommation finale		514	531	540	563	572	578
P21.E	<i>Activités de télévision</i>	<i>92.2B, 92.2D, 92.2E, 92.2F</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2 511	2 331	2 072	2 270	2 524	2 706
	Demande de consommation finale		4 722	4 821	5 036	5 254	5 466	5 635
P2A	<b>Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes</b>	<b>92.3 à 92.7</b>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		4 319	4 280	4 246	4 386	4 384	4 417
	Demande de consommation finale		15 104	15 971	17 278	18 012	19 013	20 023
	Demande pour investissement		333	233	295	432	287	290
	<i>dont : entreprises</i>		168	71	89	126	131	136
P2A.A	<i>Activités de spectacle (partie marchande)</i>	<i>92.3A, 92.3B, 92.3D</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 881	1 880	1 864	2 097	2 041	2 127
	Demande de consommation finale		2 481	2 788	3 143	3 343	3 640	4 014
	Demande pour investissement		333	233	295	432	287	290
	<i>dont : entreprises</i>		168	71	89	126	131	136
P2A.B	<i>Manèges forains et parcs d'attractions</i>	<i>92.3F</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		8	6	6	6	7	8
	Demande de consommation finale		1 760	1 819	1 961	2 025	2 206	2 455
P2A.C	<i>Activités diverses du spectacle</i>	<i>92.3K</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations							
	Demande de consommation finale		519	551	587	596	615	638
P2A.D	<i>Agences de presse</i>	<i>92.4Z</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		684	693	694	722	721	738
P2A.E	<i>Autres activités culturelles (partie marchande)</i>	<i>92.5</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		39	39	40	41	45	46
	Demande de consommation finale		206	213	228	243	256	270
P2A.F	<i>Activités liées au sport et autres activités récréatives (partie marchande)</i>	<i>92.6, 92.7C</i>						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1 707	1 662	1 643	1 520	1 570	1 498
	Demande de consommation finale		3 010	3 105	3 346	3 454	3 645	3 738
P2A.G	<i>Jeux de hasard et d'argent</i>	<i>92.7A</i>						
	Demande de consommation finale		7 128	7 495	8 013	8 351	8 651	8 908

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

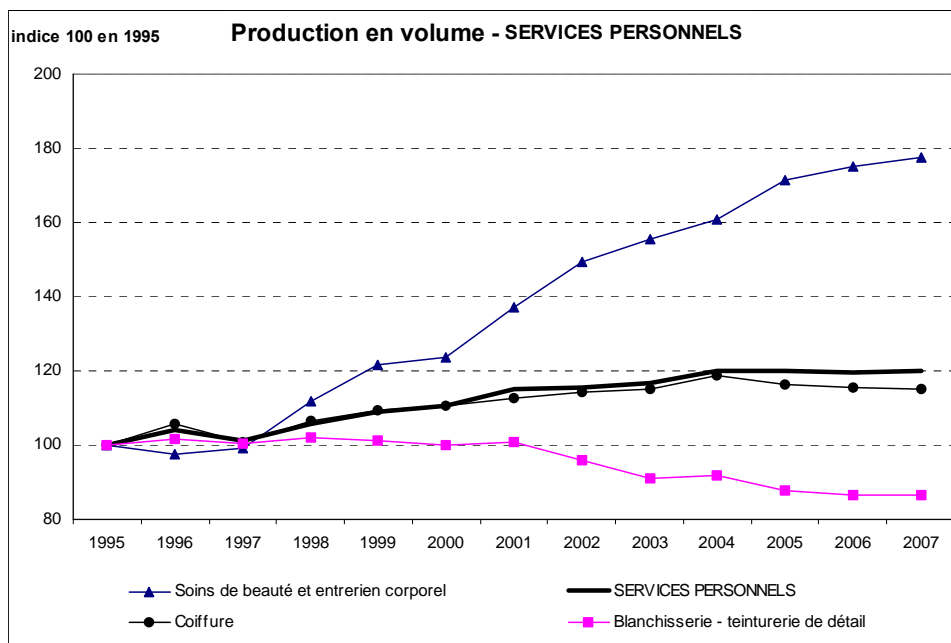
ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure et de l'investissement							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P2	<b>ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES, CULTURELLES ET SPORTIVES</b>	<b>92</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,7	-1,0	2,1	2,6	2,2
	Demande de consommation finale		2,3	1,4	0,9	1,9	1,8
	Demande pour investissement		3,1	-3,2	2,9	3,3	2,4
	<i>dont : entreprises</i>		3,3	-3,8	3,2	3,4	2,3
P21	<b>Activités audiovisuelles</b>	<b>92.1, 92.2</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,1	-1,4	1,9	2,9	2,1
	Demande de consommation finale		0,8	-1,2	-2,8	1,2	1,1
	Demande pour investissement		3,2	-4,0	2,5	3,4	2,3
	<i>dont : entreprises</i>		3,2	-4,0	2,5	3,4	2,3
P21.A	<i>Production de films</i>	<i>92.1A, 92.1B, 92.1C, 92.1D</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,4	-3,5	2,5	3,4	2,3
	Demande pour investissement		3,2	-4,0	2,5	3,4	2,3
	<i>dont : entreprises</i>		3,2	-4,0	2,5	3,4	2,3
P21.B	<i>Distribution de film et vidéos</i>	<i>92.1F, 92.1G</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		2,9	3,9	2,4	2,1	0,6
	Demande de consommation finale		-1,2	-9,2	-19,8	-4,5	-5,8
P21.C	<i>Projection de films cinématographiques</i>	<i>92.1J</i>					
	Demande de consommation finale		3,2	3,0	2,6	2,6	2,3
P21.D	<i>Activités de radio</i>	<i>92.2A</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		3,7	5,4	4,8	1,0	2,7
	Demande de consommation finale		0,6	0,9	2,7	2,5	2,7
P21.E	<i>Activités de télévision</i>	<i>92.2B, 92.2D, 92.2E, 92.2F</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,3	-0,1	0,0	2,7	2,7
	Demande de consommation finale		1,0	0,9	2,7	2,5	2,7
P2A	<b>Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes</b>	<b>92.3 à 92.7</b>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,8	0,0	2,4	2,0	2,2
	Demande de consommation finale		3,1	2,7	2,7	2,3	2,1
	Demande pour investissement		1,7	3,5	5,6	2,5	2,8
	<i>dont : entreprises</i>		6,0	3,5	20,0	2,3	2,3
P2A.A	<i>Activités de spectacle (partie marchande)</i>	<i>92.3A, 92.3B, 92.3D</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	0,0	0,8	2,5	3,6
	Demande de consommation finale		6,5	3,3	0,8	2,5	3,6
	Demande pour investissement		1,7	3,5	5,6	2,5	2,8
	<i>dont : entreprises</i>		6,0	3,5	20,0	2,3	2,3
P2A.B	<i>Manèges forains et parcs d'attractions</i>	<i>92.3F</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Demande de consommation finale		3,4	5,1	4,3	4,2	4,6
P2A.C	<i>Activités diverses du spectacle</i>	<i>92.3K</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations						
	Demande de consommation finale		3,4	3,3	0,2	1,0	1,4
P2A.D	<i>Agences de presse</i>	<i>92.4Z</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,3	0,0	2,0	0,0	1,0
P2A.E	<i>Autres activités culturelles (partie marchande)</i>	<i>92.5</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Demande de consommation finale		0,9	0,4	0,4	-0,4	0,4
P2A.F	<i>Activités liées au sport et autres activités récréatives (partie marchande)</i>	<i>92.6, 92.7C</i>					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,5	0,0	4,8	2,3	1,1
	Demande de consommation finale		2,7	3,6	4,9	2,2	1,0
P2A.G	<i>Jeux de hasard et d'argent</i>	<i>92.7A</i>					
	Demande de consommation finale		2,0	1,5	2,5	1,9	1,3

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

## Stabilité de l'activité

En 2007 les services personnels renouent timidement avec la croissance : le volume global des prestations progresse de 0,4 % ; seule l'augmentation des prix permet une croissance en valeur de 2,2 %. Les services fournis par les blanchisseries, les coiffeurs et les entreprises funéraires se stabilisent, après une période de récession. Les soins d'esthétique maintiennent encore une évolution positive, à + 1,5 % en volume. Cette croissance est légèrement inférieure à celle de 2006, alors que les prix ont beaucoup plus augmenté : + 2,8 % en 2007, après + 1,7 %.



Les **services personnels** marchands sont dominés par l'activité de salons de coiffure et d'esthétique. Plus de la moitié de la production est conditionnée par leur dynamisme. En huit années, la progression de l'activité aura été en moyenne de 3,5 % l'an en valeur (chiffre d'affaires), et seulement 2 % l'an à partir de 2005. L'évolution des prix est du même ordre, croissant régulièrement de 2 %, sauf en 2000 et 2001. Les années récentes ont donc été étales, en termes de croissance de l'activité en volume.

En 2007, l'activité de *coiffure* n'augmente en valeur que de 1,4 %, comme en 2006 ; simultanément la hausse des prix est modérée : + 1,7 % après + 2,1 %. Le tassement de l'activité hors inflation (en volume) constaté depuis 2005 s'atténue progressivement. En moyenne, la période 2000-2007 aura été marquée par une croissance de 2,9 % l'an en valeur, dont 0,6 % seulement est le fait de l'accroissement du

nombre des prestations. Depuis 2003, les prix à la consommation des ménages enregistrent des augmentations annuelles autour de 2 %, après la hausse constatée en 2001 et 2002 lors du passage à l'euro (+ 3 %). Le recours aux coiffeurs s'était alors tassé ; cependant, le net recul de 2005 laisse penser que la sagesse des prix ne suffit plus à attirer les pratiques, ou bien que les prestations sont plus simples, le ticket moyen baissant pour une clientèle plus large.

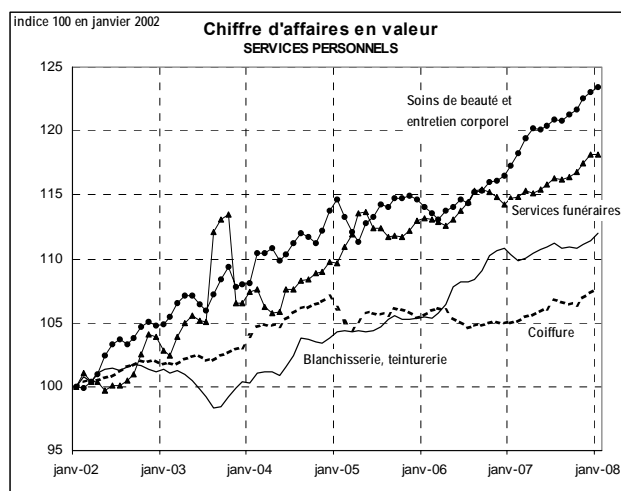
Les *soins de beauté et entretien corporel* restent l'activité la plus dynamique du secteur : ils croissent encore en valeur de 4,4 % en 2007, après 3,8 % en 2006. Participant pour 14 % aux services personnels marchands, ils en restent un moteur important. La croissance annuelle moyenne en valeur des huit années passées était de 7,3 % : on assiste donc à l'établissement d'un palier, puisqu'en 2006 la croissance n'était déjà plus que de 3,8 %. En 2007, les prix croissent de

2,8 % soit la plus haute inflation constatée depuis 2000. Il en résulte pour 2007 une croissance en volume de + 1,5 % seulement, inférieure à celle de 2006 (+ 2,0 %). L'activité comprend les salons d'esthétique, comparables à ceux des coiffeurs, ainsi que des activités de spa, thalassothérapie, cure thermale, qui peuvent être exercées à titre annexe par les hôtels, grands magasins ou casinos à activités multiples.

En 2007, l'activité des blanchisseries-teintureries progresse de 1,9 % en valeur et se stabilise en volume (- 0,1 %) ; en huit ans, elle aura baissé en moyenne de 0,1 % l'an avec une inflation moyenne d'à peine 2 %. En volume, la régression est moindre en 2007 que les années précédentes pour les blanchisseries-teintureries de détail, au service des ménages ; la hausse des prix est supérieure à celle de la production, situation habituelle trois années sur quatre depuis 2000. Entamée en 2002, simultanée à une élévation des prix de 3,7 %, la régression de l'activité n'a eu de répit qu'en 2004. Cette chute de l'activité pourrait être due à la réglementation (arrêté du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2345 relative à l'utilisation des solvants pour le nettoyage à sec et le traitement des textiles ou des vêtements). Cet arrêté impose des normes de sécurité renforcées et particulièrement contraignantes pour les ateliers situés sous des locaux habités (étanchéité, risque incendie, évacuation des gaz et fumée, équipement de protection individuelle contre l'inhalation de solvant, prévention des pollutions accidentelles, captage et épuration des rejets à l'atmosphère, stockage des déchets, bruit et vibration).

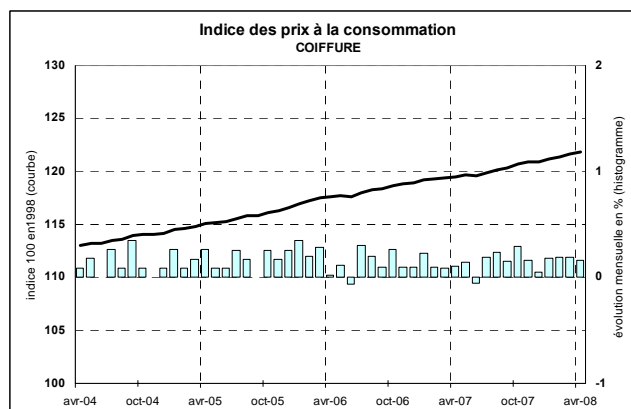
Les blanchisseries-teintureries de gros (qui représentent environ 20 % de l'activité des blanchisseries), ayant pour clientes les entreprises (hôtels), les hôpitaux ou les collectivités locales, progressent en valeur de 2,7 % en 2007, dont 2 % sont dus à l'augmentation des tarifs. En volume, l'activité progresse moins qu'en 2006.

L'activité des services funéraires dépend des prix et des gammes de produits autant que du nombre de décès. En 2007, la demande des ménages est stable (- 0,2 % en volume) alors qu'elle avait baissé de 1,8 % en 2006. Le volume ne doit son accroissement en 2007 qu'au frein mis sur la croissance des prix. Depuis 2001, année d'inflation à + 3,6 %, la croissance des prix ne cesse en effet de ralentir, pour atteindre notamment + 2,4 % en 2007. Les restructurations du secteur funéraire ont été importantes ces dernières années avec l'arrivée d'unités provenant de branches industrielles ou commerciales.

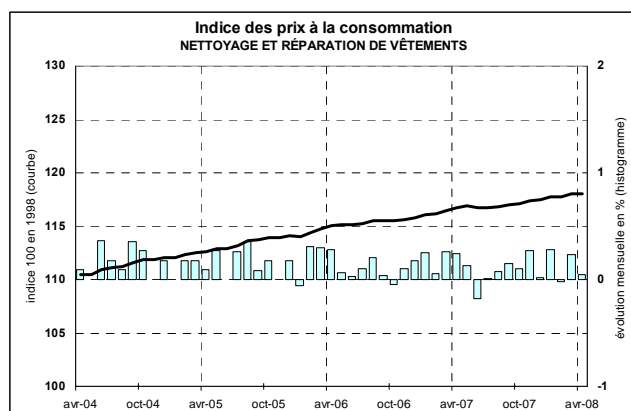


indice de valeur CVS-CJO  
indice 100 en janvier 2002 (moyenne mobile d'ordre 3)  
Source : indices de chiffre d'affaires, Insee.

Ces indices mensuels sont publiés par l'Insee dans les *Informations rapides* et sur le site Insee ([www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb](http://www.indices.insee.fr/bsweb/servlet/bsweb)) rubrique *indices de chiffre d'affaires - ICA* au niveau des classes NAF et à des niveaux plus agrégés, selon des regroupements ad-hoc ou selon la NES.



Source : indice des prix à la consommation, Insee.



Source : indice des prix à la consommation, Insee.



## La production

SERVICES PERSONNELS							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P31	Services personnels	93	1,3	2,6	0,0	-0,4	0,4
P31.A	Blanchisserie - teinturerie de gros	93.0A	4,2	4,0	-5,9	2,9	0,7
P31.B	Blanchisserie - teinturerie de détail	93.0B	-5,4	0,8	-4,3	-1,2	-0,3
P31.C	Coiffure	93.0D	0,9	3,2	-2,2	-0,6	-0,3
P31.D	Soins de beauté et entretien corporel	93.0E, 93.0K, 93.0L	4,0	3,5	6,6	2,0	1,5
P31.E	Services funéraires	93.0G, 93.0H	1,1	-1,9	9,0	-1,4	-0,3
P31.F	Autres services personnels	93.0N	6,2	4,4	-0,1	-0,8	3,1

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

SERVICES PERSONNELS								
Niveau de la production en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P31	Services personnels	93	11 820	12 212	12 805	13 060	13 280	13 570
P31.A	Blanchisserie - teinturerie de gros	93.0A	262	275	288	277	291	299
P31.B	Blanchisserie - teinturerie de détail	93.0B	1 134	1 090	1 120	1 095	1 105	1 123
P31.C	Coiffure	93.0D	6 432	6 612	6 969	6 944	7 046	7 143
P31.D	Soins de beauté et entretien corporel	93.0E, 93.0K, 93.0L	1 434	1 524	1 617	1 757	1 823	1 903
P31.E	Services funéraires	93.0G, 93.0H	1 227	1 280	1 296	1 453	1 475	1 506
P31.F	Autres services personnels	93.0N	1 331	1 431	1 515	1 534	1 540	1 596

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

SERVICES PERSONNELS							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P31	Services personnels	93	2,0	2,2	2,0	2,1	1,8
P31.A	Blanchisserie - teinturerie de gros	93.0A	0,7	0,7	2,2	2,1	2,0
P31.B	Blanchisserie - teinturerie de détail	93.0B	1,6	1,9	2,1	2,1	1,9
P31.C	Coiffure	93.0D	1,9	2,2	1,8	2,1	1,7
P31.D	Soins de beauté et entretien corporel	93.0E, 93.0K, 93.0L	2,2	2,5	1,9	1,7	2,8
P31.E	Services funéraires	93.0G, 93.0H	3,2	3,2	2,9	3,0	2,4
P31.F	Autres services personnels	93.0N	1,2	1,4	1,4	1,2	0,6

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

## La demande intérieure

SERVICES PERSONNELS							
Taux de croissance de la demande intérieure en VOLUME							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P31	Services personnels	93					
		Demande de consommation finale	0,6	1,8	-1,8	-0,5	0,2
P31.A	Blanchisserie - teinturerie de gros	93.0A					
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	4,2	4,0	-5,9	2,9	0,7
P31.B	Blanchisserie - teinturerie de détail	93.0B					
		Demande de consommation finale	-1,8	0,7	-3,0	-1,6	-0,4
P31.C	Coiffure	93.0D					
		Demande de consommation finale	0,7	2,6	-2,6	-0,6	-0,7
P31.D	Soins de beauté et entretien corporel	93.0E, 93.0K, 93.0L					
		Demande de consommation finale	4,7	3,7	2,4	2,6	2,0
P31.E	Services funéraires	93.0G, 93.0H					
		Demande de consommation finale	0,2	-2,7	1,3	-1,8	-0,2
P31.F	Autres services personnels	93.0N					
		Demande de consommation finale	-1,7	0,6	-5,2	-1,2	3,7

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

SERVICES PERSONNELS								
Niveau de la demande intérieure en VALEUR								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P31	Services personnels	93						
		Demande de consommation finale	9 938	10 213	10 632	10 643	10 814	11 031
P31.A	Blanchisserie - teinturerie de gros	93.0A						
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	262	275	288	277	291	299
P31.B	Blanchisserie - teinturerie de détail	93.0B						
		Demande de consommation finale	1 078	1 076	1 105	1 095	1 101	1 118
P31.C	Coiffure	93.0D						
		Demande de consommation finale	5 671	5 818	6 098	6 048	6 138	6 200
P31.D	Soins de beauté et entretien corporel	93.0E, 93.0K, 93.0L						
		Demande de consommation finale	1 200	1 284	1 365	1 425	1 487	1 561
P31.E	Services funéraires	93.0G, 93.0H						
		Demande de consommation finale	1 081	1 131	1 142	1 189	1 202	1 228
P31.F	Autres services personnels	93.0N						
		Demande de consommation finale	908	904	922	886	886	924

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

SERVICES PERSONNELS							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P31	Services personnels	93					
		Demande de consommation finale	2,1	2,3	2,0	2,1	1,8
P31.A	Blanchisserie - teinturerie de gros	93.0A					
		Demande intermédiaire des entreprises et des administrations	0,7	0,7	2,2	2,1	2,0
P31.B	Blanchisserie - teinturerie de détail	93.0B					
		Demande de consommation finale	1,6	1,9	2,1	2,1	1,9
P31.C	Coiffure	93.0D					
		Demande de consommation finale	1,9	2,2	1,9	2,1	1,7
P31.D	Soins de beauté et entretien corporel	93.0E, 93.0K, 93.0L					
		Demande de consommation finale	2,2	2,5	1,9	1,7	2,9
P31.E	Services funéraires	93.0G, 93.0H					
		Demande de consommation finale	4,4	3,8	2,8	2,9	2,3
P31.F	Autres services personnels	93.0N					
		Demande de consommation finale	1,2	1,4	1,4	1,3	0,5

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

# Services domestiques

## La production

SERVICES DOMESTIQUES							
Taux de croissance de la production en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P32	Services domestiques	95	-1,2	1,3	1,5	-0,3	4,7

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

SERVICES DOMESTIQUES								
Niveau de la production en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P32	Services domestiques	95	7 441	7 671	8 189	8 769	9 109	9 791

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

SERVICES DOMESTIQUES							
Taux de croissance du PRIX de la production							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P32	Services domestiques	95	4,4	5,4	5,5	4,2	2,7

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

## La demande intérieure

SERVICES DOMESTIQUES							
Taux de croissance de la demande intérieure en VOLUME							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P32	Services domestiques	95					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		-1,3	3,7	-0,1	-2,7	1,1
	Demande de consommation finale		-1,2	1,1	1,6	0	5

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

SERVICES DOMESTIQUES								
Niveau de la demande intérieure en VALEUR								
en millions d'€								
NES	Branche	Code NAF	2002	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P32	Services domestiques	95						
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		678	680	734	770	789	834
	Demande de consommation finale		6 763	6 991	7 455	7 999	8 320	8 957

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

SERVICES DOMESTIQUES							
Taux de croissance du PRIX de la demande intérieure							
en %							
NES	Branche	Code NAF	2003	2004	2005	2006 *	2007 *
P32	Services domestiques	95					
	Demande intermédiaire des entreprises et des administrations		1,6	4,1	5	5,3	4,5
	Demande de consommation finale		4,7	5,5	5,6	4	2,5

Source : comptes des services, Insee.

\* : données provisoires

